

VILLE DE TOURNAI

Procès-verbal du Conseil communal du 14 décembre 2015

Présents : M. R. DEMOTTE - Président d'assemblée, M. P.-O. DELANNOIS - Echevin délégué à la fonction maïorale, M. R. DELVIGNE, Mme L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. V. BRAECKELAERE, A. BOITE, ~~T. BOUZIANE~~ - Echevins; Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, A. PESIN, J.-M. VANDENBERGHE, C. MICHEZ, Mmes ~~M.-C. MARGHEM~~, M.-C. LEFEBVRE, M. G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCQ, MM. J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, D. SMETTE, B. MAT, Mme H. CLEMENT-COUPLET, M. J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, G. HUEZ, ~~E. VANDECAVEYE~~, Mmes C. GUISET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSENS, MM. X. DECALUWE, L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, Mme C. LADAVID, MM. A. MELLOUK, G. DENONNE - Conseillers communaux; M. T. LESPLINGART - Directeur général adjoint.

Le conseil communal est réuni sur convocation du collège communal remise à domicile le jeudi 3 décembre 2015.

Monsieur Rudy DEMOTTE préside le conseil communal en qualité de président d'assemblée.

1. Communications

* Le **président** d'assemblée ouvre la séance publique à 20 heures 12 et dépose sur le bureau du conseil communal le procès-verbal de la séance du 23 novembre 2015, en précisant que si aucune observation n'est formulée au cours de la présente séance, il sera considéré comme adopté en fin de séance.

* Il donne ensuite connaissance à l'assemblée de la correspondance suivante de Monsieur le Conseiller communal Tournai Plus, Albert PESIN, datée du 9 décembre 2015 :

"Par la présente, j'ai l'honneur de vous faire part de ma décision de quitter mes fonctions politiques au sein de la Ville de Tournai à la date du 31 décembre 2015.

Après 33 années de présence au conseil communal, dont 12 années en tant qu'échevin, je pense qu'il est temps de céder la place à un nouveau mandataire.

Tournai Plus vous communiquera prochainement le nom de mon successeur.

Veuillez agréer, Monsieur le Bourgmestre, l'expression de ma parfaite considération."

Il rend alors l'hommage suivant au conseiller communal démissionnaire :

"Je dois vous annoncer, ce soir, une nouvelle qui vous surprendra autant qu'elle m'a surpris : je vous informe que le conseiller communal Albert PESIN démissionne de ses fonctions au 31 décembre.

C'est donc ce soir, Albert, ton dernier conseil communal, mais je sais qu'un lundi par mois, tes pensées accompagneront nos travaux.

Comment résumer en quelques mots, ce dévouement qui a été le tien pendant plus de trente-trois ans, comment traduire cet investissement au service de notre Ville ?

Ton attachement libéral, viscéralement «bleu», comme tu te plais à le répéter, il est enraciné dans tes tripes ! Un engagement qui remonte à l'enfance : tu racontes volontiers qu'à 13 ans tu collais déjà des affiches pour la section Barry-Maulde-Béclers... Ta maman a été ta plus fervente militante, ton soutien le plus assidu tout au long de ta carrière politique : membre du PLP, Parti de la Liberté et du Progrès, puis du PRL, du MR, jusqu'à aujourd'hui dans les rangs de Tournai Plus.

Quand tu es élu, en 1982, c'est le début d'une carrière intense et très remplie.

33 ans au coeur de cet hémicycle au service des citoyens tournaisiens, 12 ans d'échevinat dans des matières qui te collent à la peau, je pense à l'agriculture, au commerce et à ton engagement dans ORGA EXPO, au développement rural...

Parce qu'Albert, tu es avant tout un ardent défenseur du monde rural, du monde associatif dans lequel tu t'es aussi toujours beaucoup investi.

Béclers, sept lettres chères à ton cœur, un univers en soi. La quintessence de l'engagement dont je parlais il y a un instant.

Béclers et son équipe de football, que tu soutiens à bout de bras, envers et contre tout ! Je pense qu'on peut compter sur les doigts de la main les matchs auxquels tu n'as pas assisté.

Béclers et la kermesse du Hameau de Giberchies, dans laquelle tu t'investis depuis quarante ans.

Béclers, ton village et surtout ton QG : la Rotonde. C'est là que tu refais le monde, c'est là que tu discutes et retrouves tes amis.

C'est là, je n'en doute pas un seul instant, que tu profiteras de ta retraite, bien méritée.

Cher Albert, je tiens à te remercier au nom de l'ensemble des conseillers et échevins mais aussi au nom des habitants de l'entité de Tournai et de Béclers pour l'action que tu as menée à leur service. Et te souhaiter, aujourd'hui, de couler dans ton village adoré des jours heureux."

Le conseiller communal Tournai Plus, **Albert PESIN**, répond comme suit à cet hommage :

"Monsieur le Bourgmestre,

Je vous remercie très sincèrement pour les paroles élogieuses que vous avez prononcées à mon égard. Sachez que ce n'est pas sur un coup de tête que j'ai pris ma décision, mais qu'elle a été longtemps mûrie et je crois que le moment est d'autant plus propice. C'est que nous sommes à la moitié de la mandature et qu'il est intéressant qu'un jeune me succède pour qu'il ait l'occasion de se préparer à la future échéance des élections communales qui aura lieu dans moins de trois ans.

33 années, c'est à la fois long mais relativement court quand on a une passion. Je me rappelle très bien le jour où j'ai prêté serment en tant que conseiller communal dans les premiers jours de janvier 1983. Et mieux encore, le jour où j'ai prêté serment en tant qu'échevin au début de 1994. Ce n'était pas facile pour moi cette entrée dans le Collège. Rappelez-vous, j'étais l'unique échevin PRL. Ce qui a fait dire à Georges SENECA que j'étais "le bleuet parmi le champ de coquelicots".

Mais très vite, l'ambiance fut parfaite. Sous la présidence du bourgmestre Roger DELCROIX, qui était un homme à forte personnalité, mais juste. Par la suite, j'aimais l'appeler Monsieur éclairage, Monsieur télédistribution. Car croyez-moi, il s'est beaucoup investi pour améliorer et faire installer, par exemple à Béclers où il n'y avait pas d'éclairage public, donc pour faire installer l'éclairage public non seulement en ville mais surtout dans nos villages et faire raccorder au câble quasi toutes les maisons, même dans les hameaux isolés.

J'ai ensuite entretenu d'excellents rapports avec Christian MASSY et ensuite avec vous, Monsieur le Bourgmestre.

D'ailleurs, je crois n'avoir jamais rencontré aucune animosité avec les élus des autres familles politiques que ce soit au PS, au cdH et ECOLO.

Aujourd'hui, la quasi-totalité des élus MR a renoué avec moi des liens d'amitié. J'en suis très heureux et les remercie bien sincèrement.

Soyez assuré, je ne dérogerai jamais à mon idéologie libérale.

Je voudrais remercier aussi la presse et le public qui m'ont porté toujours beaucoup de sympathie tout au long de ces 33 années.

Je vous remercie de m'avoir écouté."

Sous les applaudissements de l'assemblée, le **président** lui remet les cadeaux de circonstance.

Le conseil communal,

Vu l'article L1122-9 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant que Monsieur Albert PESIN a notifié au conseil communal par courrier du 9 décembre 2015 la démission de ses fonctions de conseiller;

A l'unanimité;

ACCEPTE cette démission;

CHARGE le directeur général adjoint de notifier cette décision à l'intéressé.

* Le conseil communal prend connaissance:

- **dans le cadre du plan d'investissement communal, des modifications non essentielles** apportées aux documents du marché conjoint ayant trait aux travaux de voirie et d'égouttage de la rue Bourgambray à Gaurain-Ramecroix :

Avis de marché :

- Le délai d'exécution a été ajouté dans l'avis de marché
- Le délai de validité des offres a été indiqué dans l'avis de marché

C.S.C. – Généralités :

- Dérogations : les modifications des quantités sont interdites.
- La déclaration sur l'honneur a été complétée par l'exigence de production du certificat d'agrément requis (complétée).
- Point 11 : les annexes 7, 8, 11 et 16 relatives à la production de notes de calculs pour la partie égouttage ont été supprimées.
- Point 15 : l'année du trimestre a été complétée.

Cahier spécial des charges – Clauses administratives

Article 24 : assurances. Nous avons remplacé le mot adjudicataire par soumissionnaire.

Article 25 : les auteurs de projet respectifs ne souhaitent pas appliquer de cautionnement complémentaire.

Article 35 – **supprimé** car mentionné dans l'article 79. Les prescriptions concernant les impétrants reprises sous le titre « Remarque » **supprimées**.

Article 36 – investigations préalables : **supprimé**.

Article 79 : déviation de la circulation : **un poste au mètre est prévu pour le balisage des itinéraires (poste 87)**

Article 79 – état des lieux : **un poste au mètre est prévu dans la partie Société publique de gestion de l'eau (SPGE).**

Article 79 – locaux mis à disposition : **supprimé**.

Article 79 – prévention aux dommages : **supprimé**.

Article 79 : point 3 de la page 76 : les prescriptions concernent l'article 77.

Article 80 §2 –modification au marché : **supprimé.**

Article 84 – responsabilité de l’entrepreneur : **supprimé.**

Article 86 §5 – amende pour retard : **supprimé.**

Article 92 – réceptions et garantie : **adapté comme suit :**

«ARTICLE 92 § 2 DE L’ARRETE ROYAL : réceptions et garantie.

Délai de garantie

Le délai de garantie est fixé à 5 ans pour l'ensemble des travaux à l'exception des marquages routiers en films structurés préformés collés à chaud pour lesquels il est de 3 ans;

Il prend cours à la date de réception provisoire des travaux.»

Article 95 : **adapté comme suit :**

«Article 95 DE L’A.R. DU 14 JANVIER 2013 : paiement des travaux

- Les dispositions de l’article 95 de l’arrêté royal du 14 janvier 2013 sont d’application.

- L’adjudicataire envoie les déclarations de créance et l’état détaillé des travaux en trois exemplaires à l’adresse suivante : administration communale de Tournai - service marchés publics - rue Saint-Martin 52 à 7500 Tournai.

- Une fois les vérifications faites, l’entrepreneur est invité à introduire sa facture.

- La facture doit être libellée en EUROS.

- Les partenaires sont les suivants:

1ère division: administration communale de Tournai, rue Saint-Martin, 52 à 7500 Tournai.

2ème division: S.P.G.E., avenue de Stassart, 14-16 à 5000 Namur.

L’article 95 est complété comme suit :

Pour la DIVISION 1, les états d’avancement, déclarations de créance et factures sont envoyés et établis au nom de l’administration communale.

Les états d’avancement, déclarations de créance et factures qui concernent les travaux de la DIVISION 2 de ce marché sont envoyés à l’intercommunale, mais ces documents sont établis au nom de la S.P.G.E. Les paiements seront effectués par la S.P.G.E.».

Cahier spécial des charges – Clauses techniques

E.1.2 : les prescriptions sont **supprimées.**

Métré

Poste 8 : le volume de 940m³ paraît surestimé vu la surface concernée de 3.700m² et l’épaisseur précisée de 10cm : **il n’y avait pas lieu de préciser l’épaisseur, car elle est variable et au vu des sondages, la quantité n’est pas surestimée.**

Poste 46 : il y a lieu de modifier l’intitulé du poste : supprimer : «ou type III» : **modifié.**

Ajouter le poste X5320 concernant l’état des lieux : **pas nécessaire car existant dans la partie SPGE.**

Poste 104 : supprimer «Article 4» qui fait référence à l’ancienne législation. Il y a lieu de le remplacer par «l’article 36» : **modifié.**

Postes 105 et 106 : il n’est pas recommandé de fixer dans le métré que des essais seront réalisés sur la fondation. Cela pourrait laisser supposer que les autres travaux ne seraient pas vérifiés. Le pouvoir adjudicateur devra estimer au cours des travaux quels essais il veut réaliser : **supprimés.**

Plans

Sur le profil en travers, il y a lieu de faire figurer clairement le géotextile pour faire apparaître ses limites et remontées éventuelles : **à faire.**

En accord avec la direction de la sécurité routière de la direction générale opérationnelle 1 (DGO1), il est évident que l’îlot directionnel n’est pas correctement imaginé. L’entrée de la rue Bourgambray

doit être dessinée plus perpendiculairement à la route principale N70 afin de diminuer la vitesse d'accès à cette route : **à adapter.**

Il s'avère certainement utile de prévoir un passage pour piétons passant au milieu de l'îlot pour permettre la continuité du cheminement piéton le long de la grand' route : **idem point précédent.**

- **de l'approbation par le ministre Paul FURLAN de la délibération du 22 septembre 2015 relative aux modifications apportées aux conditions d'accès aux grades de directeur général, de directeur général adjoint et de directeur financier:**

"Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L3111-1 à L3151-1;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juillet 2014 fixant la répartition des compétences entre les ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 juillet 2014 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement;

Vu la délibération du 22 septembre 2015, reçue complète le 15 octobre 2015, par laquelle le conseil communal de Tournai décide de modifier le règlement fixant les conditions d'accès aux grades de directeur général, directeur général adjoint et directeur financier;

Considérant que cette décision fait suite à l'arrêté de Monsieur le Ministre du 28 avril 2015 approuvant partiellement la délibération du conseil communal de TOURNAI du 23 mars 2015 aux motifs que :

- *Parmi les conditions d'accès par promotion, le règlement exige d'avoir une ancienneté de service à titre statutaire définitif dans le niveau A d'au moins 5 ans dans la commune, ce qui est contraire aux dispositions de l'article 7, § 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013 précité qui est libellé comme suit : «Lorsqu'il y a plus de deux agents de niveau A au sein de l'administration locale, l'accès aux fonctions de directeur n'est ouvert qu'aux agents de niveau A...». Il y est constaté qu'aucune condition d'ancienneté dans le niveau A n'est requise;*

** Parmi les conditions d'accès par mobilité, le règlement prévoit que la commune ou le centre public d'action sociale d'où viennent les directeurs qui postulent par cette voie soit d'une catégorie au moins équivalente à celle de TOURNAI, en méconnaissance de l'article 5 de l'AGW du 11 juillet 2013 précité qui stipule que: «Sont dispensés de l'épreuve visée à l'article 3, § 2, 1°, et de la condition prévue à l'article 4, § 1er, 2°, les directeurs généraux, directeurs généraux adjoints et directeurs financiers d'une autre commune ou d'un CPAS nommés à titre définitif lorsqu'ils se portent candidat à une fonction équivalente... »;*

Considérant que le conseil communal décide également de remplacer, en ce qui concerne le jury, la phrase «D'autres membres du collège communal peuvent assister aux épreuves en tant qu'observateurs» par «des membres du conseil communal (un par famille politique) peuvent assister aux épreuves en tant qu'observateurs»;

Considérant que la décision du conseil communal de Tournai du 22 septembre 2015 susvisée est conforme à la loi et à l'intérêt général,

ARRETE:

Article 1er : *La délibération du 22 septembre 2015 par laquelle le conseil communal de Tournai décide de modifier le règlement fixant les conditions d'accès aux grades de directeur général, de directeur général adjoint et de directeur financier **EST APPROUVEE.***

Article 3 : *Mention de cet arrêté est portée au registre des délibérations du conseil communal de Tournai en marge de l'acte concerné.*

Article 4 : Le présent arrêté est publié par extrait au Moniteur belge.

Article 5 : Le présent arrêté est notifié au collège communal de Tournai. Il sera communiqué par le collège communal au conseil communal et au directeur financier communal conformément à l'article 4, alinéa 2, du règlement général de la comptabilité communale."

- **de l'approbation par le ministre Paul FURLAN de la délibération du 26 octobre 2015 par laquelle le conseil communal a arrêté le taux de la taxe additionnelle à l'impôt des personnes physiques (8,8%) ainsi que le taux des centimes additionnels au précompte immobilier (2.950 centimes additionnels) :**

" Aux Membres du collège communal,

J'ai bien reçu la délibération du 26 octobre 2015 par laquelle le conseil communal établit, pour l'exercice 2016, le taux de la taxe additionnelle à l'impôt des personnes physiques (8,8%). Je porte à votre connaissance que cette délibération n'appelle aucune mesure de tutelle de ma part et qu'elle est donc devenue pleinement exécutoire.

Je me permets de rappeler à votre bonne attention que l'article 4 du règlement général de la comptabilité communale dispose que toute décision de l'autorité de tutelle est communiquée par le collège communal au conseil communal et au directeur financier communal (...)."

" Aux membres du collège communal,

J'ai bien reçu la délibération du 26 octobre 2015 par laquelle le conseil communal établit, pour l'exercice 2016, le taux des centimes additionnels au précompte immobilier (2.950 centimes). Je porte à votre connaissance que cette délibération n'appelle aucune mesure de tutelle de ma part et qu'elle est donc devenue pleinement exécutoire.

Je me permets de rappeler à votre bonne attention que l'article 4 du règlement général de la comptabilité communale dispose que toute décision de l'autorité de tutelle est communiquée par le collège communal au conseil communal et au directeur financier communal (...)."

- **du rapport de Monsieur le Directeur financier sur sa mission de remise d'avis sur les projets de décision du collège communal et du conseil communal:**

"Rapport du directeur financier sur sa mission de remise d'avis en application de l'article L1124-40 § 4 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation

Sommaire

I. Références légales

II. Présentation du grade légal – directeur financier

III. Elaboration du rapport

IV. Ultimes considérations

I. Références légales

Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Règlement général portant sur la comptabilité communale (arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2007 en application de l'article L1315-1 du CDLD) dénommé RGCC;

Décret du 18 avril 2013 modifiant certaines dispositions du CDLD (dit réforme des grades légaux);

Circulaire du 16 décembre 2013 relative à la réforme du statut des titulaires des grades légaux.

II. Présentation du grade légal (directeur financier) à évaluer

Eddy MOULIN, directeur financier de la Ville de Tournai (en fonction depuis le 1er octobre 1992 soit depuis 23 ans). Né à Ath, le 3 avril 1958 (57 ans), célibataire. Coordonnées personnelles : avenue des Frères Haghe 26 à 7500 TOURNAI.

- licencié en SEA option gestion financière [promotion 1980 – ex-FUCAM (Mons)]
- certificat en management public local (promotion 1996 – INEMAP)
- comptable spécial de la zone de police depuis le 1er janvier 2002
- comptable spécial de la zone de secours de Wallonie picarde depuis le 1er janvier 2015 jusqu'au 31 décembre 2015
- trésorier des régies communales ordinaires (des eaux, foncière, abattoir et de valorisation des énergies renouvelables dite Gazenbois)
- comptable du livret d'entraide du personnel communal
- comptable de la commission communale de valorisation du patrimoine architectural des cimetières de l'entité de Tournai
- mandat du collège communal pour être membre de la Task force supervisant la situation financière et comptable de l'IMSTAM
- mandat du collège communal pour être membre de la Task force supervisant la gestion comptable et financière du CPAS de la Ville de TOURNAI
- membre régulier de jury pour la sélection et l'évaluation du stage de directeur financier dans les communes wallonnes,
- comptable du Royal syndicat d'initiative communal Les Amis de Tournai asbl
- administrateur comptable de SOLTYS asbl & Action Sénégal asbl (ONG)

Aucun cumul d'activités professionnelles dans l'esprit et la lettre de l'article 1124-38 §1er du CDLD modifié par le Décret.

III. Elaboration du rapport

Le rapport d'évaluation est établi en application de l'article L1124-40 § 4 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation qui stipule que :

"Le directeur financier fait rapport en toute indépendance au conseil communal au moins une fois par an sur l'exécution de sa mission de remise d'avis. Le rapport contient aussi, et notamment :

- 1° un état actualisé, rétrospectif et prospectif de la trésorerie
- 2° une évaluation de l'évolution passée et future des budgets
- 3° une synthèse des différents avis qu'il a rendus à la demande ou d'initiative
- 4° l'ensemble des données financières des services communaux en ce compris les services de police, des régies communales, des sociétés dans lesquelles la commune a une participation d'au moins 15% et des ASBL auxquelles la commune participe et au sein desquelles elle désigne au moins 15% des membres des organes de gestion.

Il peut émettre dans ce rapport toutes les suggestions qu'il estime utiles. Il adresse copie de son rapport simultanément au collège et au directeur général."

III .1°) Etat actualisé, rétrospectif et prospectif de la trésorerie

Au cours de l'exercice 2014, la trésorerie a connu quelques tensions. Il fut fait appel à plusieurs crédits à terme fixe de fin septembre à fin décembre (soit une dépense de 4.209,66€ en intérêts débiteurs).

Le CPAS bénéficie aussi d'une avance de trésorerie de 7 millions issue notamment des comptes financiers de la régie communale des eaux (cédée au 1er janvier 2004 à la SWDE).

La Ville de Tournai a toujours pu honorer ses échéances et ses engagements sans oublier sa cotisation

de responsabilisation auprès de l'ORPSS (ex-ONSSAPL) et ses charges de dettes auprès de Belfius Banque.

Des mesures sont prises régulièrement à l'initiative du directeur financier en concertation avec BELFIUS pour gérer d'une façon dynamique la dette et en réduire les charges d'intérêts (une, deux voire trois opérations par an).

Le directeur financier veille à organiser la trésorerie en vue d'éviter des situations délicates, voire le recours à des crédits de caisse au sein des entités consolidées.

Le service extraordinaire a été financé par des avances de trésorerie du service ordinaire et du compte regroupant les transactions immobilières à hauteur de quelque 5 millions !

La Ville de Tournai a fortement ralenti son recours aux emprunts (rien que 4.120.200,00€ en 2014).

Chaque année, le CRAC nous impose toutefois une balise englobant la Ville et ses entités.

Aucun emprunt garanti n'a été dénoncé et ils se réduisent d'ailleurs avec le temps.

De nombreux subsides doivent encore être perçus, notamment les subsides européens dans les opérations CONVERGENCE.

A l'initiative du CRAC, l'encaisse du service ordinaire finance suivant ses disponibilités le service extraordinaire.

Les dons, fondations et legs (dont les fonds sont placés auprès de la Banque CPH) sont gérés en bon père de famille afin d'assurer les objectifs poursuivis.

Les comptes financiers sont ouverts (et clôturés) avec l'accord du collège communal et gérés par le directeur financier seul selon les dispositions du R.G.C.C. en son article 6.

En application de l'article L 1124-44 §2, des provisions pour menues dépenses ont été constituées à l'initiative du conseil communal, soit pour :

- le secrétariat de la direction générale
- le service incendie (restituée au 31 décembre 2014 lors de la constitution de la zone de secours de Wallonie picarde)
- les bibliothèques
- l'office du Tourisme
- les crèches communales
- le SAIS
- l'académie des Beaux-Arts (jour)
- la direction des affaires sociales et ses districts
- l'urbanisme.

Dernièrement, le système des paiements électroniques par terminaux a été étoffé afin de diminuer les opérations en liquide et ainsi réduire les manipulations et les transferts de fonds (limitation des risques de vols dont souffre encore notre administration communale).

Un nouveau réseau de paiement par terminaux électroniques vient d'être mis en place.

Aucun agent de recettes n'est désigné par le conseil communal en application de l'article 1124-44 §1er.

Le directeur financier démontre aussi par des initiatives son souci d'améliorer la gestion quotidienne de certains fonds en réorganisant la gestion des comptes financiers. Ainsi un système de paiement par carte bancaire prépayée a été instauré avec le garage communal pour assurer le passage du charroi communal au contrôle technique. De plus, un examen complet du réseau des dépôts et transferts de fonds sera effectué sous peu en collaboration avec le directeur général adjoint. Afin d'intensifier les procédures de recouvrement, et en accord avec le collège, une cellule chargée du recouvrement sera enfin créée. Elle sera chargée de la gestion des impayés au niveau des recettes

non fiscales (procédure d'engagement d'un agent en cours). Cette cellule permettra, entre autres, d'accélérer la mise en application de la nouvelle disposition de l'article L1124-40 du CDLD, c'est-à-dire le recours à la contrainte visée et rendue exécutoire par le collège communal pour le recouvrement des créances communales non fiscales certaines et exigibles (procédure déjà utilisée pour le recouvrement de certaines créances communales).

En vertu de l'article du CDLD L 1124-42 §1er, le collège communal ou celui de ses membres qu'il désigne à cette fin, procède à la vérification de l'encaisse du directeur financier au moins une fois par trimestre et établit le procès-verbal de la vérification, lequel est soumis au visa du conseil communal. Le contrôle interne a été renommé en système de maîtrise de l'organisation.

Dans le cadre du contrôle interne, le directeur financier est chargé de :

- l'utilisation efficace et économique des ressources
- la protection des actifs
- fournir au directeur général les informations financières fiables.

Il a collaboré à la rédaction du cadre général du système de contrôle interne arrêté par une délibération du conseil communal du 23 février 2015 et il veille avec le directeur général à sa mise en application en concertation avec les services communaux. La mise en place du contrôle interne permettra d'améliorer l'élaboration des procédures de facturation et en corollaire, la perception des recettes communales.

III.2°) Evaluation de l'évolution passée et future des budgets

Exercice 2012 – comptes approuvés avec remarques

Exercice 2013 – comptes non encore approuvés (contrôle de la Tutelle prévu dans le courant de décembre 2015)

Exercice 2014 – comptes non encore approuvés (contrôle de la Tutelle prévu dans le courant 2016).

Au 1er janvier 2016, la tenue de la comptabilité communale sera assurée par une nouvelle application informatique fournie par CIVADIS. Cette même société (seul fournisseur pour la Région wallonne) assurera le même service pour le CPAS, la zone de police, la zone de secours et les régies.

Ce logiciel permettra d'abandonner celui du CPAS quelque peu dépassé par les nouveaux langages et de mieux impliquer l'administration dans les nouvelles techniques de transmission de données comptables, financières et budgétaires. Ce logiciel procurera aussi un certain confort et une meilleure visibilité de la situation.

De plus, il sera complété par de nouveaux logiciels pour le calcul des traitements, pour la gestion des marchés publics, des recettes des écoles communales, des bons de commande et pour l'amélioration de la gestion des services communaux (ATAL),...

Un plan de gestion couvrant la période de 2016 à 2021 a été réactualisé (comme à la zone de police) et le directeur financier a collaboré étroitement à son élaboration. Ce plan doit nous permettre d'assurer l'équilibre de nos finances locales, mais, malheureusement, le contexte économique actuel rend notre équilibre très fragile compte tenu aussi de l'évolution institutionnelle de notre pays. Ce plan a été arrêté par le conseil communal en séance du 26 octobre 2015.

III.3°) Synthèse des différents avis rendus à la demande ou d'initiative :

Nous rencontrons plusieurs situations :

III.3° a) CDLD article L1124-40 §3° - Remise en toute indépendance d'un avis de légalité écrit préalable et motivé sur tout projet de décision du conseil communal et du collège communal ayant une incidence financière ou budgétaire supérieure à 22.000,00€

III.3°b) CDLD L article L1124-40 § 4° - Remise en toute indépendance et d'initiative d'un avis de légalité écrit et préalable sur tout projet de décision du conseil communal ou du collège communal ayant une incidence financière ou budgétaire inférieure à 22.000,00€.

Dès le 1er septembre 2013, le directeur financier a été amené à remettre son avis suivant les dispositions du décret. En accord avec le directeur général, il a été décidé que le directeur financier serait invité à remettre son avis sur (presque) tous les dossiers proposés à l'ordre du jour du collège communal hormis les dossiers émanant du service urbanisme. Le système est lourd car le directeur financier remet son avis sur les dossiers du collège mais également du conseil communal, sans oublier son rôle de conseiller budgétaire et financier du collège et son rôle d'avis au travers de la commission des finances, donc doublon(s) ! La remise d'avis se fait en toute indépendance sur les dossiers présentés et avec l'appui des services communaux de l'administration.

L'implantation de l'application informatique e-collège/e-conseil de l'intercommunale IMIO a permis d'organiser rationnellement la procédure de remise d'avis et surtout d'accélérer la procédure et la circulation de l'information.

De plus, une réunion hebdomadaire est organisée, à l'initiative du directeur général adjoint, en vue d'examiner le contenu des projets de décisions prévus à l'ordre du jour du collège et ce, en présence du directeur financier, du cabinet du bourgmestre, de la directrice et du service stratégie et développement. Il est à remarquer que certaines matières ne sont pas systématiquement soumises à mon avis ! La même procédure est adoptée depuis peu pour l'examen des dossiers inscrits à l'ordre du jour du conseil communal.

Il est à remarquer que le collège communal suit les remarques du directeur financier formulées dans son avis soulevant par exemple les imputations budgétaires.

Au travers desdits avis, la qualité de rédaction et le contenu des projets de décision ont été améliorés.

III.3°c) CDLD L article 1124-40 §2 – Remise, en toute indépendance, d'un avis de légalité écrit et motivé sur demande du collège communal ou du directeur général sur toute question ayant une incidence financière.

Le directeur financier est le conseiller financier et budgétaire de la commune.

Il collabore étroitement à l'élaboration du budget et des modifications budgétaires. Il participe également, vu la situation budgétaire de la Ville, à l'élaboration de la réactualisation du plan de gestion.

Il remet ses avis au travers de la commission des finances.

Pour les comptes annuels communaux, il prépare chaque année une séance spéciale de la 1ère commission du conseil pour expliquer la situation financière, budgétaire et comptable de la Ville de Tournai – présentation complétée par plusieurs documents personnels (analyse par ratios,...) et par une présentation PowerPoint.

III.3° d) CDLD L article 1124-40 §3 – Le directeur financier peut être entendu par le collège communal sur ses avis ou suggestions.

Le directeur financier a déjà sollicité la mise en œuvre de cette prérogative pour porter à la connaissance du collège des informations sur certains dossiers, voire exposer des problèmes rencontrés.

Ces missions diverses d'avis réclament beaucoup d'énergie et de temps !

CDLD L - article 1211-3 §1er - Membre du comité de direction (CODIR)

Le directeur financier est membre de droit et participe aux travaux et aux réunions du comité de direction. Il collabore à la préparation des sujets exposés, voire propose des sujets à examiner. Il intervient également par la présentation de sujets relevant de ses missions et compétences.

R G C C - article 12 - Membre de la commission des finances :

Le directeur financier collabore étroitement aux travaux de la commission et il remet en toute indépendance son avis sur le projet de budget et de modifications budgétaires.

III.4°) Des entités consolidées :

III.4.1 Du CPAS :

La situation du CPAS local est préoccupante et son équilibre est fragilisé par l'évolution de notre société. Il requerra toute notre attention dans les prochaines années même si les mesures de synergie permettront certes de réduire de part et d'autre certains frais de fonctionnement. La gestion commune de la trésorerie sera poursuivie voire intensifiée. De plus, l'impact de la cotisation de responsabilisation viendra grever lourdement cet équilibre si difficilement acquis.

III.4.2 De la zone de police du TOURNAISIS

Créée depuis le 1er janvier 2002 en incorporant les communes d'ANTOING, BRUNEHOUT et RUMES (couvrant une population de plus de 90.000 habitants), la zone de police ne vit que de dotations fédérales, régionales et communales. Le budget de l'exercice 2016 est de 25.358.608,24€. Un plan de gestion a été élaboré et arrêté par le conseil de zone en date du 24 novembre 2015. Le personnel de la zone tant opérationnel que CALOG est statutaire sauf les femmes d'entretien qui, au nombre de 8, sont contractuelles. Le point très sensible sur le plan comptable et budgétaire de la zone est l'impact du coût de son personnel (soit 88% du total de ses dépenses). Dès 2019, le financement de la zone aura un impact considérable sur le budget communal. Elle requerra une augmentation de notre dotation de 25 à 30% !

Les comptes annuels de l'exercice 2008 et 2009 ont été approuvés par le Gouverneur en date du 12 novembre 2015. Les comptes annuels des exercices 2013 et 2014 seront arrêtés par le conseil de zone en séance du 22 décembre 2015.

III.4.3 De la zone de secours de Wallonie picarde

Créée et rendue opérationnelle depuis le 1er janvier 2015, le conseil de zone va enfin arrêter (en équilibre) son budget 2015 pour un montant de recettes et dépenses de 21.394.724,36€ et aussi son projet de budget 2016 arrêté au montant de 23.937.405,12€. La problématique de la rétrocession de la dotation provinciale par défaut de clarté a fortement perturbé le calcul définitif des dotations communales. Cette situation perturbe fortement la trésorerie de la zone qui souffre aussi de la non-facturation des prestations du service 100, du bureau de prévention et des pompiers (prestations non gratuites) tout comme la mise en place très tardive d'un staff administratif.

III.4.4 la régie communale autonome stade Luc Varenne

Créée en 2003 par délibération du conseil communal des 31 mars et 26 mai 2003, la régie communale a connu des temps difficiles depuis sa création notamment au vu de ses relations commerciales avec le club fusionné de football.

En séance du 1er décembre 2014, le conseil communal a examiné le rapport annuel de 2013.

La situation comptable cumulée de la régie est déficitaire pour un montant de 1.525.803,16€. Elle s'est constituée depuis 2012 des provisions fiscales dans le cadre du litige qui l'oppose au SPF FINANCES en matière de TVA. Malheureusement, ces provisions sont constituées sans aucune trésorerie.

La Ville de TOURNAI intervient chaque année par une contribution de fonctionnement afin d'aider la régie à faire face au poids de sa dette représentée par l'emprunt de rachat des infrastructures sportives pour un montant de 6.428.579,97€ dont il reste au 31 décembre 2015 un solde net à rembourser de 3.857.148,05€ (échéance au 30 septembre 2033). Enfin, la masse du bilan est de 4.651.214,29€ au 31 décembre 2014.

La contribution communale versée en 2015 est de 530.000,00€.

Il faut reconnaître que les installations sont sous-utilisées et qu'un réel business plan est toujours attendu pour la développer.

III.4.5 Des régies communales ordinaires

III.4.5.1°) Régie communale des Eaux

La régie communale des eaux a été concédée à la SWDE en 2004. Des parts nous furent accordées (participations financières inscrites au bilan pour un montant de 6.914.325,00€) et une ristourne commerciale devait être liquidée normalement pendant 20 ans mais elle fut complètement versée début 2012.

Les comptes de liquidation doivent être établis et arrêtés par le conseil.

Une cagnotte de quelque 5.000.000,00€ servant à la trésorerie du CPAS devrait revenir dans l'encaisse communale. La dette restant due a été transférée à la SWDE. Plus de budget déposé.

III.4.5.2°) Régie communale de l'abattoir

Créée en 1980 par délibération du conseil communal du 25 juin 1979 (approuvée par arrêté royal du 25 octobre 1979), la gestion communale (largement déficitaire) a été transférée par bail emphytéotique à une entreprise privée en 1999.

Actuellement, plus aucune activité ne semble se dérouler dans les installations et le bail est en cours de renégociation.

Depuis 2013, la régie «fonctionne» sans intervention communale, car tous les emprunts ont été remboursés.

Comme il ne se conçoit pas de reprendre au niveau communal une activité d'abattage d'animaux, l'enjeu est de revendre le terrain et les installations de l'abattoir tout en ne perdant pas de vue l'enjeu de la dépollution du site.

Comptes annuels de l'exercice 2007 arrêtés par le conseil communal le 30 juin 2008.

Pas de budget en 2015 ni pour 2016.

III.4.5.3°) Régie communale de valorisation des énergies renouvelables (dite GAZENBOIS)

Créée en 2005 par délibération du conseil communal du 10 octobre 2005, la régie dite Gazenbois vit actuellement sans plus aucune intervention communale. Une convention la lie à la société conceptrice XYLOWATT pour assurer son fonctionnement.

Le solde restant dû de sa dette s'élève à 563.637,38€, soit 9 prêts avec une échéance finale en 2034. La trésorerie se monte à 223.156,38€ + 60.889,78€.

Dernier compte annuel relevant de l'exercice 2008 arrêté par le Conseil communal en séance du 29 juin 2009.

III.4.5.4°) Régie communale foncière

- La régie foncière, pour rappel, a été créée par décision du conseil communal le 7 avril 1967 (approuvée par arrêté royal le 5 février 1968).

- Les derniers comptes annuels (bénéficiaires) arrêtés par le conseil communal (en séance du 20 décembre 2004) relèvent de l'exercice 2003.

La régie foncière ne dispose d'aucun cadre administratif et technique. Pour qu'elle fonctionne, le personnel communal est mis partiellement à sa disposition (1 agent pour l'aspect comptable et budgétaire et le personnel technique communal pour certaines prestations).

La régie foncière, organe sans personnalité juridique, gère le patrimoine communal qui lui est transféré par décision du conseil communal (terrains, habitations, bois, terres agricoles,...). Elle n'est donc pas propriétaire.

La régie foncière communale ne bénéficie d'aucune intervention communale pour assurer son fonctionnement.

Actuellement, la régie foncière gère les biens immobiliers mis à sa disposition sans aucun programme d'investissement ni aucun programme particulier d'activité donc son budget de fonctionnement est réduit à sa plus simple expression (au niveau de l'Ilôt des Primetiers vont commencer les travaux de rénovation des logements lui incombant).

Le solde de la dette restant à rembourser s'élève à 546.358,46€ soit 17 emprunts (20 ans) - échéance finale : 31 décembre 2034.

Le montant de ses liquidités se monte à 695.311,72€ (compte à vue) + 210.356,57€ (reliquat d'emprunts et subsides) €

La plupart des biens immeubles bâtis sont gérés par le Logis tournaisien suivant une convention.

III.4.5.5°) La Maison des sports asbl

La situation de la Maison des sports est largement positive si bien qu'en 2013, une part des bénéfices cumulés a été transférée à raison de 200.000,00€ dans la caisse communale afin de permettre à la Ville de financer certains investissements communaux en infrastructures.

III.4.5.6°) La Maison de la culture dite centre culturel transrégional

Le transfert du personnel sera poursuivi pour qu'à terme la Maison de la culture soit autonome au niveau de la gestion de son personnel. Il est un fait que ce transfert entraîne chaque fois une compensation financière et augmente le montant de l'intervention communale. Pour 2016, il est prévu un crédit de 250.000,00€.

IV. Ultimes considérations : en route vers l'excellence

Il me plairait d'être associé aux travaux du collège communal réuni en séance sur les sujets ayant des implications financières, comptables et budgétaires.

Le renfort amorcé de l'effectif de la direction financière et comptable par le recrutement de deux agents supplémentaires me permettra d'encore mieux remplir pleinement et efficacement mes missions. En effet, mon service souffre actuellement d'un manque d'effectif et accuse pas mal de retard dans les obligations de remise de comptes, voire des opérations de contrôle et autres tâches, lesquelles ne sont plus assumées correctement.

Un nouveau défi nous attend avec l'implantation des nouvelles applications informatiques pour la tenue de la comptabilité communale ainsi que pour le calcul des traitements et autres indemnités. Ces changements profonds issus d'outils plus performants nous permettront de tendre vers une meilleure visibilité de la situation financière et comptable de la Ville de Tournai. Ils me permettront également de redistribuer les postes de travail au sein du service.

Nous devons surtout et encore améliorer nos délais de paiement des factures envers les fournisseurs afin de tendre vers les délais fixés par la directive européenne ainsi qu'améliorer les délais d'établissement des états de recouvrement.

Nous devons aussi améliorer et étoffer la maîtrise de notre organisation administrative en vue d'être plus efficaces et efficients à l'avenir.

Je souhaite intensifier mes rencontres avec Madame l'Echevine qui a en charge les finances locales d'autant plus que notre CPAS ne se trouve pas sous bonne fortune et que nous devons faire face à de nombreux défis dans un contexte budgétaire étroit.

Je ne puis que confirmer, aux membres du collège communal et du conseil communal, de mon entier dévouement pour l'exercice de ma fonction de directeur financier et ce, dans un esprit de compétence acquise ou à acquérir, de probité et d'indépendance. C'est avec une certaine fierté que je remplis ma fonction pour une Ville où nous collaborons tous pour qu'il fasse bon vivre, et ce, dans l'esprit de la Déclaration de politique communale et du programme stratégique transversal !

Ainsi entendu en séance du collège communal du 4 décembre 2015 et remis au directeur général adjoint.

Transmis en communication au conseil communal lors de sa séance du 14 décembre 2015.

Eddy MOULIN

Directeur financier"

* Monsieur le **Président** d'assemblée précise enfin que trois questions orales ont été déposées en application de l'article 70 du règlement d'ordre intérieur du Conseil communal :

1) "ASBL Infor Jeunes", déposée par Monsieur le Conseiller communal cdH, Xavier DECALUWE. Il y sera répondu en fin de séance publique par Monsieur l'Echevin Vincent BRAECKELAERE.

2) "Instauration d'un système de voitures partagées à Tournai", déposée par Monsieur le Conseiller communal ECOLO, Guillaume DENONNE. Il y sera répondu en fin de séance publique par Monsieur l'Echevin Armand BOITE.

3) "Elargissement de l'Escaut et du pont des Trous", déposée par Madame la Conseillère communale ECOLO, Marie-Christine LEFEBVRE. Il y sera répondu en fin de séance publique par Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale, Paul-Olivier DELANNOIS.

**2. Règlement complémentaire sur la police de la circulation routière. Arrêté ministériel.
Tournai, avenue de Maire : régularisation de deux passages pour piétons.**

Madame la Conseillère communale cdH, **Hélène CLEMENT-COUPLET**, demande si ces passages seront sécurisés comme ceux qui se trouvent à proximité du cinéma IMAGIX. "Traverser à cet endroit d'une traite toutes les bandes de circulation, c'est assez dangereux !" s'exclame-t-elle.

L'échevin MR, **Armand BOITE**, précise que le gestionnaire de cette voirie est le SPW (Service public de Wallonie). Il sera donc insisté auprès de la Région wallonne pour que le passage pour piétons situé à proximité de la caserne d'incendie soit sécurisé en priorité. C'est le plus dangereux, selon lui.

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Marie-Christine LEFEBVRE**, intervient ensuite comme suit :

"Ces passages pour piétons, même s'ils sont déjà plus sécurisés que ceux qui traversent 4 bandes de circulation sans îlot central ne nous paraissent pas encore suffisamment sécurisés, surtout lorsqu'il fait sombre. De plus la vitesse est de 70km/heure à cet endroit. Nous voterons contre."

Par 29 voix pour, 3 voix contre et 4 abstentions, le conseil communal prend la délibération suivante :

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, A. PESIN, C. MICHEZ, G. LECLERCQ, J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, D. SMETTE, B. MAT, J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, G. HUEZ, Mmes C. GUISSSET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSENS, MM. L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, A. MELLOUK, M. R. DELVIGNE, Mme L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM V. BRAECKELAERE, A. BOITE, M. P.-O. DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale et M. R. DEMOTTE, Président d'assemblée.

Se sont abstenus : M. J.-M. VANDENBERGHE, Mmes M. WILLOCQ, H. CLEMENT-COUPLET, M. X.

DECALUWE

Ont voté contre : Mmes M.-C. LEFEBVRE, C. LADAVID, M. G. DENONNE.

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 3 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries régionales;

Vu la décision du conseil communal du 3 avril 1974 instaurant un passage pour piétons avenue de Maire, face au café "Le Derby";

Considérant le recommandé avec accusé de réception émanant du service public de Wallonie, direction des routes de Mons, concernant un projet d'arrêté ministériel portant règlement complémentaire sur la police de la circulation routière sur le territoire de la ville de Tournai relatif à la création de deux passages pour piétons avenue de Maire à Tournai;

Attendu qu'en application des dispositions de l'article 3 précité, ce projet d'arrêté ministériel doit être soumis pour avis au conseil communal;

Attendu que cet avis doit parvenir, en trois exemplaires originaux dûment revêtus des signatures du directeur général adjoint et de l'échevin délégué à la fonction maïorale ainsi que du sceau communal sur extrait du registre aux délibérations du conseil communal, au service de la direction des routes de Mons, par lettre recommandée, au plus tard à l'expiration du délai légal de soixante jours prenant cours le 6 juillet 2015;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie régionale;

Par 29 voix pour, 3 voix contre et 4 abstentions;

DECIDE

de marquer son accord sur les termes du projet d'arrêté ministériel relatif à la création de deux passages pour piétons, avenue de Maire à Tournai :

"Le ministre des travaux publics, de la santé, de l'action sociale et du patrimoine.

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par les lois du 8 août 1988, du 5 mai 1993 et du 16 juillet 1993, notamment l'article 6, §1, X;

Vu la loi relative à la police de la circulation routière coordonnée par l'arrêté royal du 16 mars 1968 et les lois modificatives;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement sur la police de la circulation routière et les arrêtés royaux modificatifs;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 juillet 2014, portant règlement du fonctionnement du Gouvernement, notamment l'article 12, 7°;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juillet 2014, article 3, fixant la répartition des compétences entre les ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière et les arrêtés modificatifs;

Vu l'avis favorable émis par le conseil communal de en séance du;

Vu qu'aucune suite n'a été donnée dans le délai légal de 60 jours à la demande d'avis adressé à la en date du;

ARRETE

Article 1er : Sur le territoire de la Ville de Tournai, deux passages pour piétons sont installés sur la route N50, dénommée "Avenue de Maire", soit :

- à la cumulée 36318

- à la cumulée 36635.

Article 2 : Est abrogé l'arrêté ministériel du 19 juillet 1974 portant sur l'instauration d'un passage pour piétons sur la route n° N50, dénommée "Avenue de Maire" à la cumulée 36282.

Article 3 : La disposition reprise à l'article 1er est portée à la connaissance des usagers au moyen de la signalisation (B23) et des marquages prévus à cet effet au règlement général sur la police de la circulation routière.

Article 4 : Les charges résultant du placement, de l'entretien et du renouvellement de la signalisation incombent au Service public de Wallonie.

Tous les signaux contraires aux dispositions du présent règlement doivent être immédiatement enlevés.

Article 5 : Copie du présent arrêté est transmise aux greffes des tribunaux de première instance et de police à Tournai. "

3. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, chemin n°31 et Warchin, rue Jean Winance. Interdiction circulation, excepté usage agricole.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant que les riverains de la rue Jean Winance à Warchin se plaignent du flux de plus en plus important de véhicules qui empruntent un tronçon de voirie non stabilisée allant de la chaussée de Bruxelles à la rue précitée;

Considérant que ces riverains sollicitent le classement de ce tronçon de voirie en "voirie agricole";

Considérant l'avis favorable du service de police;

Considérant le plan de situation joint en annexe;

Considérant que la mesure s'applique à la voirie communale;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : dans la rue Jean Winance à Warchin et dans le chemin n°31 à Tournai, entre le n°33 de la rue Jean Winance et la chaussée de Bruxelles, la circulation est interdite à tout conducteur, sauf pour l'usage agricole. Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal C3 avec panneau additionnel reprenant la mention "Sauf usage agricole" et distance ad hoc.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du Service public de Wallonie. Il

sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

4. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, intra-muros. Mise en zone 30 km/heure.

Monsieur le Conseiller communal ECOLO, **Guillaume DENONNE**, intervient en premier :

"Nous ne nous opposons pas à ce point qui a pour but la sécurisation des usagers faibles. Mais nous avons les mêmes remarques que Madame CARLIER de la DG02 : "pour éviter de galvauder la signalisation qui sera mise en place et l'application de sanctions sévères..., il serait opportun et même impératif d'apaiser les vitesses dans ces axes trop roulants via l'implantation de dispositifs réducteurs de vitesse."

Les axes en question sont l'avenue Bozière, la rue de Marvis et le quai du Luchet d'Antoing. Ces axes posent un problème. Dans beaucoup de rues, 30km/heure représente une «vitesse naturelle». Il serait important de réaliser au moins sur ces axes de vrais aménagements de modération de la vitesse. Celle prévue à l'avenue Bozière ne va pas calmer la vitesse, mais va juste provoquer un coup de frein des automobilistes en survitesse.

Nous avons aussi une petite remarque quant à la visibilité à certaines entrées de la ville. Au niveau du carrefour Morel, j'ai fait plusieurs passages avant de me rendre compte de la présence de la signalisation."

Monsieur le Conseiller communal cdH, **Xavier DECALUWE**, intervient ensuite :

"J'irai dans le sens de ce qui vient d'être dit. Des limitations de vitesse sans obstacle physique, ce sont de bonnes intentions mais elles ne sont jamais respectées. J'abonde dans votre sens et j'aurai l'occasion d'y revenir. J'ai posé une question lors du dernier conseil de police. Nous aurons l'occasion d'y revenir. Il y a une réflexion à faire à la fois en ville et dans les traversées de villages."

Le président d'assemblée, **Rudy DEMOTTE**, rappelle que les casse-vitesse peuvent constituer des obstacles pour certaines catégories d'usagers.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant que, dans le cadre du plan cyclable, des travaux ont été réalisés de façon à mettre l'intra-muros en zone 30 km/heure;

Considérant l'avis favorable du service de police;
Considérant le plan de situation joint en annexe;
Considérant que la mesure s'applique à des voiries communales;
Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : dans l'intra-muros de Tournai:

- une zone 30 km/heure est établie dans les limites du plan terrier ci-joint. La circulation est organisée (notamment à ses entrées, dans l'avenue Bozière, le quai du Luchet d'Antoing et la rue de Marvis) en conformité avec les plans de détail ci-joints.
- les zones 30 km/heure abords école et les zones 30 km/heure existantes au sein de ce périmètre sont abrogées.

Ces mesures seront matérialisées par le placement de signaux F4a et F4b et les marques appropriées au sol.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

5. Allée des Princes d'Allain et quai du Pays Blanc. Remise à la Ville par la Région Wallonne. Acceptation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Considérant que c'est un concours de circonstances dans les années quatre-vingt qui a amené la Région wallonne à prendre en charge le tronçon de voirie reliant la rue de la Lys, communale à l'époque, au quai de halage, prolongement du Luchet d'Antoing (allée des Princes d'Allain et quai du Pays Blanc), permettant ainsi la liaison en toute sécurité avec le centre-ville sans traverser le boulevard Walter de Marvis;

Considérant qu'au niveau du flux de circulation et du trafic routier, ces voiries n'ont jamais eu une vocation régionale, mais uniquement locale et qu'actuellement, elles sont en bon état d'entretien;
Considérant qu'afin de régulariser cette situation et vu la profonde mutation du site des Bastions, le collège communal, en date du 22 février 2013, a décidé d'inviter le Service public de Wallonie - direction des routes à Mons - à procéder aux formalités de remise en gestion auprès des services de la Ville de Tournai, de l'allée des Princes d'Allain, partie entre la rue de la Lys, quai du Pays Blanc et le quai du Luchet d'Antoing;

Considérant qu'en date du 17 novembre 2015, le Service public de Wallonie - direction des routes à Mons - a marqué son accord sur la remise de ces voiries (allée des Princes d'Allain et quai du Pays Blanc) à la Ville de Tournai et ce à titre gratuit;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 29 novembre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1 : la reprise à la Région wallonne de l'allée des Princes d'Allain et du quai du Pays Blanc telles que reprises au plan H.R 52.A 1/82.

Article 2 : ces voiries sont intégrées au domaine public de la Ville de Tournai.

Article 3 : cette reprise est effectuée à titre gratuit.

6. Médecine du travail. Affiliation au service de prévention et de médecine du travail (SPMT). Renouvellement. Approbation.
--

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le Programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant la délibération du conseil communal du 20 février 1970 décidant de l'affiliation de l'administration communale au service médical et social du travail de l'Ouest-Hainaut [ASBL Service de prévention et de médecine du travail (SPMT) ex-SEMESOTRA];

Considérant les délibérations décidant de confirmer cette affiliation pour les années 1971 à 2015;

Considérant qu'il est indispensable de prendre, pour l'année 2016, les mesures permettant d'assurer la surveillance médicale des travailleurs et la surveillance sanitaire des lieux de travail;

Considérant que les dépenses relatives à cette affiliation seront imputées sur l'article 104/117-02 "Cotisation au Service médical du Travail";

Attendu que le renouvellement éventuel de cette affiliation est subordonné chaque année à l'approbation du conseil communal;

Vu l'avis Positif avec remarques du Directeur financier du 29 novembre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

à condition de prévoir à partir de 2017 un marché conjoint avec le C P A S;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

d'approuver, pour l'année 2016, le renouvellement de l'affiliation de l'administration communale au service de médecine du travail dénommé ASBL SPMT-ARISTA (ex-SEMESOTRA).

7. Coordinateurs, moniteurs et aide-moniteurs des stages-ateliers. Modification du statut pécuniaire. Adaptation technique des traitements non indexés. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant le statut administratif et pécuniaire du personnel communal approuvé par le conseil communal du 28 février 2011;

Considérant notamment l'article 67, 11) relatif aux prestations des étudiants coordinateurs et moniteurs des stages-ateliers dont la rémunération non indexée est respectivement fixée à 8,7841€/heure et 7,9956 €/heure (indice 138,01);

Considérant également l'article 67 paragraphe 2 relatif aux prestations des étudiants aide-moniteurs des stages/ateliers: *"Le personnel engagé en qualité d'étudiant et exerçant une fonction autre que celle de moniteur(trice) de plaine de jeux et de stages-ateliers sera rémunéré sur base du barème de traitement d'aide-moniteur(trice) dans les stages-ateliers, soit 6,0221 €/heure (indice 138,01)."*;

Considérant qu'au 1er janvier 2016, un nouveau programme de gestion de la paie sera mis en application et que celui-ci n'est paramétré que pour des montants allant jusqu'à deux chiffres après la virgule;

Considérant qu'il y aurait lieu d'arrondir le barème des coordinateurs, moniteurs et aide-moniteurs des stages/ateliers afin d'obtenir un traitement ne dépassant pas les deux chiffres après la virgule;

Considérant que la méthode de l'arrondi mathématique consiste à séparer les dix chiffres décimaux (0, 1... 9) en deux parties : les cinq premiers : 0, 1, 2, 3 et 4, pour lesquels on reste à la valeur initiale et les cinq suivants : 5, 6, 7, 8 et 9, pour lesquels on passe à la valeur supérieure;

Considérant dès lors que, dans les stages ateliers, le barème de traitement non indexé pourrait être arrondi comme suit :

Coordinateur : 8,7841 € -> 8,78 €/heure

Moniteur : 7,9956 € -> 8,00 €/heure

Aide-moniteur : 6,0221 € -> 6,02 €/heure;

Considérant que cette adaptation nécessite la modification de l'article 67, 11) et paragraphe 2 du statut pécuniaire, avec effet au 1er janvier 2016;

Considérant que le centre public d'action sociale (C.P.A.S.) n'est pas concerné par les emplois de coordinateur, moniteur et aide-moniteur des stage-ateliers et que, par conséquent, il n'y avait pas lieu d'organiser une réunion de concertation Ville-centre public d'action sociale (C.P.A.S.);

Considérant la réunion du comité de négociation syndicale du 10 décembre 2015 et la signature du protocole d'accord;

Considérant que la modification du statut pécuniaire est de la compétence du conseil communal;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 29 novembre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE:

de modifier l'article 67, 11) et paragraphe 2 du statut pécuniaire, avec effet au 1er janvier 2016, en adaptant le barème de traitement non indexé dans les stages-ateliers comme suit :

Coordinateur : 8,78 €/heure

Moniteur : 8,00 €/heure

Aide-moniteur : 6,02 €/heure.

La présente décision sera soumise pour approbation à l'autorité de tutelle.

8. Jetons de présence des conseillers communaux. Adaptation technique des montants.

Approbation

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que l'article L1122-7 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation dispose que les conseillers communaux ne perçoivent aucun traitement, mais qu'il est cependant prévu l'octroi d'un jeton de présence quand les conseillers communaux assistent aux réunions du conseil et des commissions;

Considérant que, depuis la réforme du Code de la démocratie locale et de la décentralisation par le décret du 8 décembre 2005, le gouvernement wallon est habilité à arrêter les conditions et modalités selon lesquelles ces jetons leur sont attribués;

Considérant, toutefois, que le montant du jeton de présence reste fixé par le conseil communal;

Considérant la résolution du conseil communal du 27 mars 1995 décidant de l'octroi d'un jeton de présence aux membres du conseil communal;

Considérant la décision du conseil communal du 21 décembre 1998 adaptant les montants du jeton de présence au conseil communal et octroyant un jeton de présence différent pour les réunions de commission, avec valorisation du travail du rapporteur de commission;

Considérant qu'au 1er janvier 2016, un nouveau programme de gestion de la paie sera mis en application et que celui-ci n'est paramétré que pour des montants allant jusqu'à deux chiffres après la virgule;

Considérant qu'il y aurait lieu d'arrondir le montant des jetons de présence à deux chiffres après la virgule;

Considérant que la méthode de l'arrondi mathématique consiste à séparer les dix chiffres décimaux (0, 1... 9) en deux parties : les cinq premiers : 0, 1, 2, 3 et 4, pour lesquels on reste à la valeur initiale et les cinq suivants : 5, 6, 7, 8 et 9, pour lesquels on passe à la valeur supérieure;

Considérant dès lors que le montant non indexé des jetons de présence pourrait être arrondi comme suit :

- jeton conseil communal : 121,0242 € -> 121,02€

- jeton de commission : 50% de la valeur du jeton de présence au conseil communal

- jeton de rapporteur : 75% de la valeur du jeton de présence au conseil communal

Considérant que la fixation du jeton de présence est de la compétence du conseil communal;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 29 novembre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

d'adapter, avec effet au 1er janvier 2016, le montant du jeton de présence des conseillers communaux comme suit :

- réunion du conseil communal : 121,02€

- réunion de commission : 60,51€ (50%)

- rapporteur de commission : 90,77€ (75% = 90,765 montant arrondi à 90,77)

La présente décision sera envoyée aux autorités de tutelle (tutelle générale d'annulation).

9. Accueil temps libre. Rapport d'activités 2014-2015 et plan d'action 2015-2016. Information.

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Coralie LADAVID**, intervient comme suit :

"Nous voudrions souligner la qualité du travail effectué et le dynamisme de la démarche.

Nous avons par contre un petit regret quant à la création de pôles d'accueil dans les villages. Le plan initial était beaucoup plus ambitieux. Créer des temps d'accueil dans les villages, c'est permettre aux parents de faire le choix de mettre leurs enfants dans l'école du village et contribuer à diminuer les problèmes de mobilité en ville. Ça participe aussi à la cohésion sociale dans les villages.

Petite demande : ne pourrait-on pas intensifier la communication de ces initiatives pour que l'ensemble de la population soit au courant de ce qui est mis en place ?"

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que la coordination accueil temps libre assure l'information et la coordination en matière d'accueil extrascolaire et qu'elle est subsidiée par la Fédération Wallonie-Bruxelles;

Considérant le décret du 3 juillet 2003 relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire qui détermine les dispositions légales liées aux outils mis à disposition des coordinateurs dans le but de les aider à s'organiser dans la réalisation de leurs objectifs fixés par le programme CLE (coordination locale pour l'enfance), à savoir un rapport d'activités et un plan d'action;

Considérant que le décret, dans son article 11/1, §1, précise pour le plan d'action :

"La commission communale de l'accueil (CCA) définit, chaque année, les objectifs prioritaires concernant la mise en œuvre et le développement qualitatif et quantitatif du programme CLE visé à l'article 8. Le coordinateur ATL, visé à l'article 17, traduit ces objectifs prioritaires en actions concrètes dans un plan d'action annuel. Le plan d'action annuel couvre la période de septembre à août. Il doit être présenté, débattu et approuvé par la CCA. Il est ensuite transmis au conseil communal et à la commission d'agrément visée à l'article 21. ";

Considérant que ce même décret, dans son article 11/1, §2, précise pour le rapport d'activités : *"La réalisation du plan d'action annuel est évaluée par la CCA. Les résultats de cette évaluation sont repris dans le rapport d'activité du coordinateur ATL visé à l'article 17. Le rapport d'activité est transmis pour information aux membres de la CCA, au conseil communal et à la commission d'agrément visée à l'article 21. ";*

Considérant que le rapport d'activités lié au plan d'action 2014-2015 et le plan d'action 2015-2016 ont été débattus et approuvés à l'unanimité le 28 septembre 2015 par la commission communale de l'accueil et envoyés à l'office de la naissance et de l'enfance le 20 octobre 2015;

Sur proposition du collège communal;

PREND CONNAISSANCE

du rapport d'activités 2014-2015 et du plan d'action 2015-2016 de la coordination accueil temps libre, dont les termes suivent :

Rapport d'activités 2014-2015

Commentaires libres :

Toutes les actions prévues sur la durée du plan d'action 2014-2015 ont été réalisées complètement, à l'exception des réunions locales (faute de disponibilités communes) et de l'amélioration de l'accueil dans (toutes) les écoles puisque ce projet doit s'étendre petit à petit pour des raisons budgétaires. Globalement, la coordination a rempli ses objectifs principaux.

Evaluation :

N° action	Action	L'activité prévue a-t-elle été organisée + commentaires
1	Inventorier les activités organisées par les opérateurs pour chaque période de vacances et développer la newsletter pour les stages organisés durant ces périodes	Oui, entièrement. La newsletter est désormais disponible sur le site Tournai.be via un lien envoyé aux familles. Nous avons décidé de continuer à ne l'envoyer qu'aux familles désireuses de la recevoir, mais l'information sera accessible à tous en consultant le site de la Ville. Nous travaillons sur l'information afin d'augmenter notre base de données.
2	Encourager les opérateurs à accueillir des enfants porteurs de handicap dans un but d'intégration et d'accès à un panel plus large d'activités	Oui, entièrement. La sous-commission "inclusion extrascolaire" s'est réunie trois fois. Des procès-verbaux ont été rédigés et envoyés aux membres de la sous-commission ET aux membres de la CCA. Les coordinatrices ont rencontré 5 professionnels (PMSS, le Saulchoir, Le Saule, l'association des sourds et malentendants, le centre de l'ouïe et de la parole) afin de mieux cerner les besoins des enfants en situation de handicap et leur famille. Cela a permis d'envisager l'inclusion dans les stages de l'accueil extrascolaire communal. Un questionnaire a été rédigé et soumis à la sous-commission afin de déterminer les limites des opérateurs d'accueil qui désirent accueillir des enfants à besoins spécifiques.
3	Organiser un speed dating des opérateurs d'accueil	Oui, entièrement. Un speed dating a été organisé le 7 mai 2015.
4	Veiller à la mise à jour du site accueildesenfants.be	Oui, entièrement. La gestionnaire de site s'y attèle quotidiennement.

5	Réfléchir et développer de nouveaux canaux d'information et approches afin d'améliorer la visibilité du service	Oui, entièrement. Le service communication diffuse les informations concernant la coordination via Facebook. Un article d'une page a été publié dans le Tournai Info (toutes boîtes - communal) concernant les malles à jeux.
6	Suivre des formations permettant d'alimenter le travail des coordinatrices	Oui, entièrement. Deux formations en lien avec le handicap ont été suivies par les coordinatrices : "Accueillir un enfant en situation de handicap" et "L'inclusion extrascolaire".
7	Informers les opérateurs sur les besoins non rencontrés sur la commune. Les encourager et les soutenir dans la réponse à ces besoins.	Oui, partiellement. Seuls les opérateurs présents au speed dating ont été informés des résultats de l'état des lieux et des actions menées par la coordination.
8	Participer aux plates-formes des coordinateurs du Hainaut organisées par l'ONE	Oui, entièrement. Les coordinatrices ont participé à la plate-forme du 12 novembre 2014 (une deuxième plate-forme avait été programmée en 2015 mais a été reportée au 6 octobre 2015).
9	Participer à des réunions entre coordinateurs du réseau local	Non. Une réunion avait été prévue début juillet mais elle a dû être reportée faute de participantes disponibles. Nous avons rencontré Stéphanie LAURENT, nouvelle coordinatrice ATL à Leuze-en-Hainaut.
10	Assurer la gestion d'équipe des trois structures d'accueil communales	Oui, entièrement. La gestion d'équipe se fait lors des réunions hebdomadaires avec les accueillants extrascolaires communaux.
11	Améliorer la qualité de l'accueil dans les écoles	Oui, partiellement. Quatre nouveaux accueils ont vu le jour dans les écoles communales en 2015. Des formations ont été organisées pour les accueillantes ALE. Pour des raisons budgétaires, l'ensemble des écoles ne peut pas encore bénéficier de ce service : cela se fera progressivement.

12	Rencontrer les opérateurs souhaitant obtenir l'agrément dans le cadre du nouveau programme CLE, les aider à la rédaction et à la mise en place de leur projet. Mise à jour des projets pour les opérateurs souhaitant le prolonger	Oui, partiellement. Nous avons rencontré deux opérateurs dont l'agrément nécessitait une mise à jour. Un opérateur a sollicité notre aide pour l'obtenir.
13	Suite à l'état des lieux, définir les objectifs à atteindre par la coordination sur la période du nouveau programme CLE 2015-2020	Oui, entièrement. Le nouveau programme CLE prendra cours en décembre 2015. Suite à l'état des lieux, ont été définis des objectifs généraux sur cinq ans qui seront détaillés et mis en œuvre, année par année, dans nos plans d'action : travail sur l'information aux familles et aux opérateurs, travail sur l'inclusion des enfants à besoins spécifiques, travail sur la variété des activités en termes d'âge, d'horaires, de tarifs, de qualité d'encadrement, tant au niveau des ateliers annuels que des stages, amélioration de la qualité de l'accueil extrascolaire dans les établissements scolaires de tous les réseaux (variété des activités, accueil le matin,...), formation continue des coordinatrices et des accueillants.
14	Mettre en place le système de prêt de matériel à destination des opérateurs	Oui, entièrement. Cinq malles à thème ont été acquises et sont mises à disposition des opérateurs depuis juin 2015. Un mail d'information a été envoyé à tous les opérateurs d'accueil tournaisiens (écoles comprises). Les malles ont été louées à onze reprises.
15	Organiser au minimum deux réunions de la CCA par an	Oui, entièrement. La CCA s'est réunie les 20 octobre 2014, 30 mars et 8 juin 2015.
16	Organiser des formations groupées à destination des accueillants et des opérateurs demandeurs	Oui, entièrement. trois formations ont été organisées à Tournai et proposées à tous les opérateurs agréés et subventionnés : "Pourquoi et comment mettre des limites ?", "La gestion de l'agressivité",

		"Accueillir un enfant en situation de handicap".
--	--	--

Plan d'action 2015-2016

Objectifs prioritaires de la commission communale de l'accueil :

1. Informer les familles sur les activités extrascolaires pour les 2, 5-12 ans sur le territoire de la commune
2. Coordonner l'accueil des enfants de 2, 5 à 12 ans sur le territoire de la commune
3. Améliorer la qualité de l'accueil des enfants de 2, 5 à 12 ans dans les structures existantes
4. Varier ou adapter l'offre en matière d'accueil extrascolaire afin de répondre aux besoins non satisfaits sur la commune
5. Organiser des formations pour les coordinatrices et les opérateurs et des échanges de pratique pour les coordinatrices
6. Soutenir de manière concrète les opérateurs (nouveaux ou existants) et effectuer des visites de terrain
7. Favoriser l'inclusion d'enfants à besoins spécifiques dans les activités ordinaires

Commentaires libres :

Cette année, les coordinatrices s'attèleront à effectuer davantage de visites de terrain, à travailler activement sur l'inclusion des enfants à besoins spécifiques, à créer un réseau local et une collaboration effective avec d'autres services communaux en lien avec l'enfance, et à organiser un événement destiné aux familles selon une toute nouvelle formule. Elles continueront leur travail de communication autour du service et l'amélioration de l'accueil extrascolaire dans les écoles en réfléchissant à des options efficaces, économiques et accessibles à un maximum d'établissements scolaires (particulièrement les plus petits qui n'ont pas les moyens de mettre un accueil en place).

Plan d'action annuel de la coordination (actions concrètes à réaliser) :

1. Inventorier les activités organisées par les opérateurs pour chaque période de vacances et développer la newsletter pour les stages organisés durant ces périodes : la newsletter va être poursuivie et développée. Elle sera désormais en ligne sur le site "tournai.be" en plus d'être envoyée par mail aux familles inscrites dans notre listing.
2. Encourager les opérateurs à accueillir des enfants à besoins spécifiques dans un but d'intégration et d'accès à un panel plus large d'activités : une formation intitulée "l'inclusion extrascolaire" sera organisée en novembre afin de sensibiliser et de donner des outils aux opérateurs désirant accueillir des enfants à besoins spécifiques.
3. Organiser un événement à destination des familles afin de les informer sur l'offre en matière d'activités extrascolaires sur le territoire de la commune : la coordination va réfléchir à une nouvelle formule avec la CCA, l'évaluation de la dernière édition n'étant pas satisfaisante.
4. Veiller à la mise à jour du site accueildesenfants.be.
5. Créer une collaboration plus étroite avec le service jeunesse et le service des sports afin de mettre en œuvre certains objectifs de la coordination ATL en commun : nous souhaiterions une collaboration entre les services en lien avec l'enfance, que ce soit dans l'échange d'informations ou dans l'organisation commune d'événements.
6. Suivre des formations permettant d'alimenter le travail de coordination.
7. Informer les opérateurs sur les besoins non rencontrés sur la commune. Les encourager et les soutenir dans la réponse à ces besoins.
8. Participer aux plates-formes des coordinateurs du Hainaut organisées par l'ONE.
9. Participer à des réunions entre coordinatrices du réseau local : souhait de créer un nouveau réseau local avec nos communes limitrophes.

10. Assurer la gestion d'équipe de l'accueil extrascolaire communal.
11. Améliorer la qualité de l'accueil dans les écoles : de nouveaux projets seront mis en place afin de faire bénéficier du service d'accueil extrascolaire à un maximum d'établissements scolaires.
12. Assurer le suivi des agréments en cours et apporter notre aide pour la rédaction et l'introduction d'éventuelles nouvelles demandes d'agrément.
13. Gérer et compléter en fonction des besoins le système de prêt de matériel à destination des opérateurs.
14. Organiser au minimum deux réunions de la CCA par an.
15. Créer un outil d'échange de services entre opérateurs de type plate-forme ou forum, et développer un site internet permettant d'améliorer la visibilité de notre service.
16. Organiser des formations groupées à destination des accueillants et des opérateurs demandeurs.

10. Ancrage communal 2012-2013. Tournai, rue Clercamps. Modification. Transfert d'opérateur pour deux logements de transit. Approbation.

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Coralie LADAVID**, intervient comme suit :

"Nous sommes évidemment favorables à ce changement d'opérateur sachant que le Logis est beaucoup mieux outillé pour mener ce genre d'opération.

Mais pourquoi le CPAS a-t-il introduit cette demande de subside dans le plan d'ancrage précédent pour, finalement, ne pas réaliser l'opération alors qu'il avait obtenu les subsides ? Le résultat est que l'on a perdu 3 ans et que le logement s'est détérioré entre-temps."

Monsieur l'Echevin PS, **Vincent BRAECKELAERE**, et Madame la Présidente du CPAS, **Rita LECLERCQ**, expliquent que ce projet représentait un coût pour le CPAS malgré les subsides. Vu la situation dans laquelle se trouve le centre, il a été décidé de le transférer au Logis tournaisien.

Le **président** d'assemblée ajoute que les capacités d'investissement de la Ville et du CPAS étant corsetées, le choix a été fait de confier ce projet d'investissement au Logis tournaisien, dans la mesure où la société de logement de service public n'est pas soumise aux mêmes limites de financement.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal du 27 janvier 2014;

Vu le programme de politique générale approuvé par le conseil communal du 14 octobre 2013;

Vu le Code wallon du logement et de l'habitat durable;

Considérant l'ancrage communal 2012-2013 approuvant, notamment, les financements destinés à la création de deux logements de transit dans un bâtiment à réhabiliter, sis rue Clercamps, 29 à 7500 Tournai avec, pour opérateur, le Centre public d'action sociale;

Considérant l'abandon du projet par le CPAS et sa décision de mettre le bâtiment en vente;

Considérant son acquisition par la société de logements de service public, le Logis tournaisien, avec l'intention de réhabiliter l'immeuble en quatre logements, comprenant deux logements de transit et deux logements sociaux;

Considérant la relocalisation de deux financements à destination de logements sociaux issus de l'ancrage communal 2012-2013 approuvée par le Gouvernement wallon le 23 novembre 2014, au profit de la société de logement de service public, le Logis tournaisien;

Considérant le courrier du Logis tournaisien réceptionné le 16 septembre 2015, sollicitant le transfert d'opérateur des deux financements à destination de logements de transit approuvés dans l'ancrage communal 2012-2013 au profit du Centre public d'action sociale, vers la société de logement de service public, le Logis tournaisien;

Considérant le titre de propriété daté du 25 février 2015 et transmis par la direction du comité d'acquisition de Mons à la société de logement de service public, le Logis tournaisien le 7 octobre 2015;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

d'approuver la demande de transfert d'opérateur pour deux financements destinés à deux logements de transit, approuvés dans l'ancrage communal 2012-2013 pour la rue Clercamps, 29 à 7500 Tournai au profit du Centre public d'action sociale, vers le nouveau propriétaire du bien, la société de logement de service public, le Logis tournaisien.

11. JOBREGIONS. Après-midi de l'emploi du 19 novembre 2015. Convention de partenariat. Ratification.

Le conseiller communal Tournai Plus, **Benoît MAT**, s'étonne que le collège communal ait marqué son accord le 20 novembre 2015 sur un évènement qui a eu lieu la veille. "S'agit-il d'une faute de frappe ?" interroge-t-il. Vérification sera faite.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que la société JOBREGIONS a organisé dans plusieurs villes belges (Arlon, Verviers...) des après-midi de l'emploi qui ont rencontré un vif succès;

Considérant que, pour faire écho à son programme de politique générale et, plus particulièrement, à ses objectifs d'action pour créer de l'activité économique et de l'emploi, la Ville de Tournai a répondu favorablement à la proposition de la société JOBREGIONS d'organiser un "après-midi de l'emploi" le jeudi 19 novembre 2015, à la Halle aux Draps de Tournai;

Considérant la décision du collège communal du 30 octobre 2015 de marquer son accord de principe sur la participation de la Ville de Tournai à l'organisation de cet évènement et de présenter la convention y afférente au prochain conseil communal pour ratification;

Considérant que "l'après-midi de l'emploi" a eu pour but de réunir une vingtaine d'employeurs afin d'y rencontrer des candidats à l'emploi, le salon étant ouvert à tous et gratuit pour les visiteurs;

Considérant qu'environ 800 offres d'emploi ont été proposées aux candidats;

Considérant qu'en séance du 20 novembre 2015, le collège communal a marqué son accord de principe sur les termes de la convention de partenariat entre la Ville et la société anonyme JOBREGIONS;

Considérant que sur le plan des marchés publics, la convention proposée s'inscrit dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité avec l'entreprise concernée, la valeur totale de la rémunération du prestataire étant inférieure à 85.000,00€;

Considérant qu'en outre, vu la spécificité des services fournis et le know-how (savoir-faire) détenu en la matière par la société JOBRECTIONS, la consultation préalable de plusieurs entreprises s'avérerait inapplicable;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et plus particulièrement son article 26, §1, 1°, a;

Considérant, dès lors, qu'il est proposé au conseil communal d'approuver les termes de la convention, tels que libellés ci-dessous;

Vu les articles L1122-30 et L 1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

- de ratifier la convention de partenariat, dont les termes suivent:

"Article 1er : OBLIGATION ET ENGAGEMENTS DE LA SOCIETE JOBRECTIONS :

La société JOBRECTIONS s'engage :

1. Avant l'événement :

- à faire de "l'après-midi de l'emploi de Tournai" l'événement de la Ville de Tournai;
- à préparer un dossier rédactionnel (une demi-page d'une valeur de 3.900,00€) dans le dossier spécial "Après-midi de l'emploi de Tournai" du 6 novembre 2015, dans les trois titres du groupe Rossel/Sud Presse du Hainaut, le 7 Dimanche Hainaut et la Vlan Wapi);
- à faire paraître une annonce de recrutement (10 cm x 14 cm en couleur d'une valeur de 1.760,00€) dans tous les titres du Hainaut de JobRégions, pour la Ville ou pour un service annexe (ALE...);
- à faire apparaître une bannière web sur le site internet www.jobregions.be (<http://www.jobregions.be>) pendant la semaine durant laquelle l'événement lieu. Ce "leaderboard" (d'une valeur de 750,00€) pourrait donner un lien direct vers le nouveau site web de la Ville (www.tournai.be);
- à ce que la Ville soit citée sur tous les réseaux sociaux et les sites où le salon apparaît : pages Facebook, pages LinkedIn, JobsRégions, SudInfo, site propre des après-midi de l'emploi...;
- à ce que le nom de la Ville soit cité et à ce que le logo de celle-ci soit placé dans toute la campagne de communication.

2. Lors du salon :

- à disposer un stand (6 m² d'une valeur de 1.750,00€) pour la Ville ou l'un de ses partenaires ("Smartcity");
- à disposer des roll-up;
- à offrir la possibilité de distribuer sur les stands des sociétés une plaquette concernant la Ville et/ou un partenaire;
- à offrir la possibilité de faire un discours à l'ouverture du salon ou à la fin de celui-ci lors du drink, à la convenance de la Ville;
- à offrir à la Ville la possibilité de faire du networking auprès des employeurs de la région.

3. A l'issue de l'événement :

- à rédiger un dossier "débriefing" de l'événement.

Article 2 : OBLIGATIONS ET ENGAGEMENTS DE LA VILLE DE TOURNAI :

De son côté, la Ville apportera un soutien actif d'ordre logistique et financier dans l'organisation de ce salon et s'engage en conséquence à :

- mettre à disposition le rez-de-chaussée de la Halle aux Draps et le premier étage pour le cocktail;
- fournir de l'électricité;
- assurer le nettoyage;
- valoriser le parking "Grand-Place" (situé à la rue Perdue) par la mise à disposition gratuite de places pour les exposants et l'organisation;
- mettre à disposition six tables de 1,20 m ainsi que vingt chaises;
- fournir l'accès aux toilettes pour les exposants et les visiteurs;
- apporter un soutien financier à la société à concurrence de 3.000,00€ TVA comprise.

Article 3 : HORAIRES DES ACTIVITES

- le salon ouvre ses portes le jeudi 19 novembre 2015, de 13 heures 30 à 18 heures 30;
- le montage des stands se fera à partir du mercredi 18 novembre 2015;
- le démontage des stands se fera le jeudi 19 novembre 2015, à partir de 18 heures 30 jusqu'à 20 heures 30 au plus tard;
- le cocktail est prévu le jeudi 19 novembre 2015, de 18 heures 30 à 20 heures.

Article 4 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention sort ses effets à la date de sa signature et porte uniquement sur l'organisation de l'événement prévu le 19 novembre 2015. Elle expire de plein droit à l'issue de cet événement, sans tacite reconduction.

Article 5 : COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

Pour tout litige afférent à l'interprétation et à l'exécution de la présente convention, seuls les tribunaux de l'arrondissement judiciaire du Hainaut, division Tournai, seront compétents."

12. Tournai. Salle de jeux. Etablissement de classe 2. Transfert de licence. Convention. Approbation.

Madame la Conseillère communale cdH, **Monique WILLOCQ**, demande des explications à propos de ce dossier. La qualité des parties prenantes à la convention pose problème selon elle.

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Marie-Christine LEFEBVRE**, intervient ensuite comme suit :

"Nous ne votons pas, de manière générale, l'arrivée de nouvelles salles de jeux en ville. Ici, c'est plutôt une bonne nouvelle, car la fusion entre deux sociétés de jeux oblige une salle à disparaître, mais une partie des machines sera transférée dans la salle à la Grand Place. Nous ne voterons donc pas ce point."

Le **président** d'assemblée et le **directeur général adjoint** conviennent qu'il s'agit d'un dossier complexe dont la finalité est l'absorption d'une société par une autre et le transfert d'une licence de jeux. Le directeur général adjoint précise au surplus qu'il s'agit d'un secteur très réglementé.

Par 33 voix pour et 3 voix contre, le conseil communal prend la délibération suivante :

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, A. PESIN, J.-M. VANDENBERGHE, C. MICHEZ, G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCQ, MM. J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, D. SMETTE, B. MAT, Mme H. CLEMENT-COUPLET, M. J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, G. HUEZ, Mmes C. GUISSSET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSSENS, MM. X. DECALUWE, L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, A. MELLOUK, M. R. DELVIGNE, Mme L. DEDONDER, M.

P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM V. BRAECKELAERE, A. BOITE, M. P.-O. DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale et M. R. DEMOTTE, Président d'assemblée.

Ont voté contre : Mmes M.-C. LEFEBVRE, C. LADAVI, M. G. DENONNE.

Considérant que la société SPIELOTHEK BELGIE BVBA exploite la salle de jeux à l'enseigne GOLDEN PALACE, située Grand Place, 49 à Tournai;

Considérant, pour rappel, que, par lettre datée du 2 juillet 2015, la société GOLDEN PALACE GROUP a informé la ville de son projet de racheter la société concurrente LERUS CENTERS SA qui exploite actuellement la salle de jeux dénommée le SEVEN CENTER, sis chaussée de Bruxelles, 147 à Tournai, et de déplacer cet établissement vers sa salle de jeux située Grand Place, 49;

Considérant que, par ce rachat, la société GOLDEN PALACE GROUP souhaite offrir à sa clientèle un parc de machines plus important sur son site situé Grand Place, 49 à Tournai exploité actuellement par la société SPIELOTHEK BELGIE BVBA;

Considérant la décision prise par le collège communal le 17 juillet 2015, sous réserve de l'approbation du conseil communal, de ne pas émettre d'objection à la conclusion d'une nouvelle convention en application de la législation régissant l'exploitation des établissements de jeux de hasard, et ce dans le cadre du projet de rachat par la société GOLDEN PALACE GROUP de la société concurrente LERUS CENTERS SA qui exploite actuellement la salle de jeux dénommée le SEVEN CENTER, sis chaussée de Bruxelles, 147 à Tournai, et du déplacement de cet établissement vers la salle de jeux située Grand Place, 49 à Tournai;

Considérant que, par courrier recommandé du 12 octobre 2015, la société GOLDEN PALACE GROUP confirme à la Ville le rachat de la société LERUS CENTERS SA qui exploitait la salle de jeux dénommée le SEVEN CENTER à la chaussée de Bruxelles, 147 à Tournai et son souhait de transférer la licence d'exploitation de cet établissement vers sa salle de jeux située Grand Place, 49/02 à Tournai;

Considérant que la société GOLDEN PALACE, par courriel du 6 novembre 2015, a précisé au service juridique que la SA LERUS CENTERS ne pouvait disparaître ou être absorbée dans l'immédiat et ce, pour les raisons suivantes :

"L'article 26 de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les paris, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs interdit à toute société de céder une licence. Donc, la commission des jeux de hasard n'aurait jamais permis à LERUS CENTERS de céder sa licence et partant sa convention à la société SPIELOTHEK.

Comme expliqué au téléphone, la société LERUS CENTERS rachetée par notre Groupe en août 2015 a accumulé des pertes considérables. Au bilan au 30 septembre 2015, la société représente une perte toujours très importante. Ce qui a pour conséquence que la société SPIELOTHEK ne peut absorber pour l'instant la société LERUS CENTERS sinon elle ne pourrait jamais récupérer toutes les pertes récupérables. C'est par conséquent fiscalement impossible pour le moment. Cependant la société SPIELOTHEK s'engage par la présente à absorber la société LERUS CENTERS dès que cette dernière aura récupéré toutes les pertes et moyennant l'accord de la commission des jeux. Notre comptable ne peut fixer une date précise étant donné que cela dépendra des bénéfices que la société engendrera au fil des années. Nous espérons dans un délai proche.

La société SPIELOTHEK s'engage également à racheter la totalité des actions de LERUS CENTERS, afin de faciliter sa future absorption, afin de faciliter sa gestion et d'assurer une transparence auprès de votre commune en tant qu'actionnaire principal de cette société. Les administrateurs des deux sociétés sont déjà les mêmes actuellement. Notre but principal est de transférer deux sites d'exploitation en un seul site.(...)";

Considérant que le transfert de la licence d'exploitation de l'établissement SEVEN CENTER de la chaussée de Bruxelles à Tournai vers la salle de jeux située Grand Place, 49/02 à Tournai implique la conclusion d'une nouvelle convention conformément à l'article 34 de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard;

Considérant que les deux établissements de jeux visés dans le projet de convention précité n'ont fait l'objet d'aucune plainte ou intervention pour troubles à l'ordre public, qu'ils répondent aux dispositions communales et de police administratives et qu'ils sont exploités selon les règles de fonctionnement des jeux de hasard;

Considérant le projet de convention établi à cet effet, au contenu similaire à la convention précédemment conclue avec la société LERUS CENTERS à l'exception des horaires, lesquels ont été alignés sur ceux applicables à la salle exploitée au n°49 de la Grand Place par la société SPIELOTHEK BELGIE BVBA;

Vu les articles L1222-1 et L1122-30 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;
Sur proposition du collège communal;

Par 33 voix pour et 3 voix contre;

DECIDE

d'approuver le projet de convention à conclure entre la Ville de Tournai et la société LERUS CENTERS SA relatif à l'exploitation d'un établissement de jeux de classe II sis Grand Place, 49/2 à 7500 Tournai et ce, en exécution de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs et dont les termes suivent :

Entre la VILLE DE TOURNAI, représentée par, en exécution d'une délibération du conseil communal du 14 décembre 2015,

ci-après dénommée «LA VILLE», d'une part,

Et

La société LERUS CENTERS, dont le siège social est situé Grand Place, 49/02 à 7500 TOURNAI, inscrite sous le numéro à la banque carrefour des entreprises et valablement représentée par M.

.....,

ci-après dénommée «L'EXPLOITANT», d'autre part.

PREAMBULE :

La société SPIELOTHEK BELGIE BVBA, société appartenant au Groupe GOLDEN PALACE exploite actuellement la salle de jeux à l'enseigne «GOLDEN PALACE», située Grand Place, 49 à Tournai.

En exécution de l'article 34 de la loi sur les jeux de hasard, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs, la société SPIELOTHEK BELGIE BVBA a conclu, en date du 29 mars 2001, avec la Ville de Tournai une convention d'exploitation approuvée par le Conseil communal du 15 décembre 2003.

La SA LERUS CENTERS a conclu en date du 6 décembre 2005 avec la Ville de Tournai le même type de convention en vue d'exploiter la salle de jeux dénommée «SEVEN CENTER» sise chaussée de Bruxelles, 147 à Tournai, convention approuvée par le conseil communal en date du 28 novembre 2005.

Par courrier recommandé du 12 octobre 2015, la société GOLDEN PALACE GROUP a informé la Ville de Tournai de son «rachat» de la société LERUS CENTERS SA exploitant de la salle de jeux dénommée le «SEVEN CENTER» à la chaussée de Bruxelles, 147 à Tournai et de son souhait, en accord avec la commission des jeux, de transférer la licence d'exploitation de cet établissement vers sa salle de jeux située Grand Place, 49/02 à Tournai.

Le transfert projeté de la licence d'exploitation de l'établissement SEVEN CENTER de la chaussée de Bruxelles vers la salle de jeux située Grand Place, 49/02 à Tournai a pour but d'étendre la salle de jeux de la Grand Place par l'exploitation d'une extension qui sera située dans un bâtiment sis en annexe de la salle existante au n°49/02 de la Grand Place.

Il est prévu à terme que la société SPIELOTHEK rachète la totalité des actions de LERUS CENTERS, le but principal étant de réunir deux sites d'exploitation sur un seul site.

Ce déménagement de licence implique, par conséquent, la conclusion d'une nouvelle convention d'exploitation conformément à l'article 34 de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard dont question ci-avant.

IL EST DES LORS CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 – Objet :

La présente convention est conclue en application de l'article 34 alinéa 3 de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs et a pour objet de fixer les modalités, jours et heures d'ouverture des établissements de jeux de classe II.

Article 2 – Situation de l'établissement :

La présente convention concerne l'établissement de jeux de hasard dénommé LERUS CENTERS sis Grand Place 49/02 à 7500 Tournai, et vise l'exploitation des jeux de hasard de classe II autorisés par la Commission des jeux de hasard.

Article 3 – Modalités d'exploitation :

L'exploitant s'engage à exploiter son établissement en parfaite conformité avec les dispositions légales et plus particulièrement,

* il s'interdit :

- de connecter deux ou plusieurs appareils entre eux en vue d'octroyer un prix unique;
- d'autoriser l'accès aux salles de jeux aux personnes de moins de 21 ans;

* il s'oblige à :

- mettre à la disposition du public, à un endroit visible, et en nombre suffisant pour satisfaire à la demande, des dépliants contenant des informations sur la dépendance au jeu, le numéro d'appel du service d'aide 0800 et les adresses d'assistants sociaux;
- séparer entièrement et rigoureusement la salle de jeux des espaces ayant une autre affectation à l'intérieur de l'établissement de jeux de hasard de classe II ainsi que des espaces extérieurs à l'établissement de jeux de hasard de classe II qui sont accessibles au public, en ce sens qu'il ne peut en aucun cas être possible d'avoir de l'extérieur de la salle de jeux une vue sur les jeux de hasard;
- n'installer que des jeux de hasard autorisés par la loi ou par la commission;
- respecter l'interdiction de consommer de l'alcool à l'intérieur des salles de jeux de l'établissement;
- respecter l'interdiction de consentir des prêts et/ou avances aux joueurs;
- respecter le règlement communal de police plus particulièrement dans ses dispositions relatives à la tranquillité publique.

Article 4 – Jours et heures d'ouverture et de fermeture de l'établissement de jeux de hasard :

L'établissement de jeux de hasard est ouvert :

- du lundi au jeudi de 12 heures au plus tôt à 4 heures au plus tard;
- du vendredi au dimanche de 12 heures au plus tôt à 6 heures au plus tard.

Toute ouverture au-delà des heures précisées ci-avant doit faire l'objet d'une nouvelle convention à négocier avec la Ville.

Article 5 – Contrôle de la Ville :

Le contrôle légal exercé par la Ville est exercé par les membres de la police locale de la zone pluricommunale de Tournai – Brunehaut – Rumes – Antoing.

Article 6 – Condition suspensive - résolutoire :

La présente convention est conclue sous la condition suspensive de l'obtention par l'établissement du transfert de la licence de Classe B telle que visée à l'article 25, 2° de la Loi dont question à l'article 1er de la chaussée de Bruxelles, 147 vers la Grand place, 49/2 à 7500 Tournai.

La perte de la licence de classe B entraînera de plein droit et sans mise en demeure la résolution de la présente convention.

Article 7 – Durée de validité et résiliation :

La présente convention est conclue pour une durée indéterminée.

Article 8 – Clause de juridiction :

Tout litige né de l'exécution ou de la rupture de la présente convention est de la compétence exclusive des tribunaux de l'arrondissement judiciaire du Hainaut - division Tournai.

Ainsi fait à Tournai, le en deux originaux, chacune des parties ayant reçu son original."

13. Gaurain-Ramecroix, rue Louvière. Convention de mise à disposition au profit de l'association de fait "Les Loups d'Août". Approbation.
--

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Considérant que la Ville de Tournai est propriétaire du chalet situé à Gaurain-Ramecroix, rue Louvière, 30, cadastré ou l'ayant été 16ème division, section C n°766 E (d'une contenance de 42ca);

Considérant que ce bien, en mauvais état, est occupé depuis plus de 20 ans par l'association de fait "Les Loups d'Août" et ce, sans convention écrite;

Considérant qu'il y a lieu de régulariser la situation;

Considérant qu'à l'heure actuelle, la Ville de Tournai prend en charge les consommations d'électricité et d'eau;

Considérant qu'afin de régulariser cette situation existant depuis plus de 20 ans, le collège communal en séance du 17 juillet 2015 a marqué son accord de principe, sous réserve de l'approbation du conseil communal, sur la conclusion d'une convention de mise à disposition au profit de l'association de fait "Les Loups d'Août" et ce aux conditions suivantes :

- concernant la redevance : à titre gratuit. Le montant de la redevance annuelle (indexée) que la Ville de Tournai pourrait réclamer à ladite association a été fixé à 120,00€ à titre indicatif (afin de se conformer aux directives de Monsieur Paul FURLAN, ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville);
- concernant la durée : la mise à disposition est consentie à titre précaire prenant cours le jour de la signature de la convention et est résiliable par chacune des parties, à tout moment et sans motif, moyennant un préavis de trois mois notifié par envoi recommandé prenant cours le premier jour du mois qui suit sa notification. Tout manquement de l'association à l'une des obligations résultant pour elle de la présente convention entraînera la résolution de la convention de plein droit et sans sommation, ce sans préjudice du droit pour la Ville de réclamer, s'il échet, des dommages et intérêts;
- concernant les frais : l'association de fait "Les Loups d'Août" prendra en charge les frais liés aux consommations d'eau, d'électricité et de chauffage (en ce compris la location et l'entretien des compteurs);

Considérant qu'en même séance, le collège communal a marqué son accord de principe, sous réserve de la décision du conseil communal, sur le projet de convention de mise à disposition rédigé par le service patrimoine et occupation du domaine public;

Considérant qu'il a été précisé que les travaux de remise en état du chalet seront pris en charge par la Ville de Tournai;

Considérant que ce projet a été soumis pour avis à l'association de fait "Les Loups d'Août" et que celle-ci n'a pas émis de remarque;

Considérant les photos prises sur place le 23 mars 2015;

Vu les articles L1122-30 et L1222-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 11 novembre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

de marquer son accord sur les termes de la convention à conclure avec l'association de fait "Les Loups d'Août" définissant les modalités de mise à disposition du chalet sis à Gaurain-Ramecroix, rue Louvière, 30 à savoir :

La Ville de Tournai, dont les bureaux sont établis à 7500 Tournai, rue Saint-Martin, 52, ici représentée conformément aux articles L1132/3, L1123/5 et L1124-17 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation par :

- Monsieur Paul-Olivier DELANNOIS, échevin délégué à la fonction maïorale
- Monsieur Thierry LESPLINGART, directeur général adjoint,

agissant en exécution de la délibération du conseil communal du 14 décembre 2015, ci-après dénommée "la Ville",

ET

L'association de fait "Les Loups d'Août" dont le siège social est établi à

.....
Ici représentée par Monsieur Eric ROMMERIQUE (président), domicilié à 7530 Gaurain-Ramecroix,
..... et Madame Maureen ROMMERIQUE (secrétaire), domiciliée à

.....,

ci-après dénommée "l'association",

Les représentants de l'association de fait sont solidairement et individuellement responsables à l'égard de la Ville pour les engagements découlant de la convention et souscrits au nom de l'association.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT :

Article 1er. Objet

La Ville met à disposition de l'association qui l'accepte, le chalet situé à Gaurain-Ramecroix, rue Louvière, 30, cadastré ou l'ayant été 16ème division, section C n°766 E (d'une contenance de 42ca). La présente convention a pour objet de préciser les conditions auxquelles est soumise la mise à disposition du bien.

Article 2. Etat des lieux – Inventaire

L'état des lieux du bien mis à disposition est joint à la présente convention. Ce document a été établi contradictoirement.

Article 3. Durée

La mise à disposition est consentie à titre précaire prenant cours le jour de la signature de la présente convention, et est résiliable par chacune des parties, à tout moment et sans motif, moyennant un préavis de trois mois notifié par envoi recommandé prenant cours le premier jour du mois qui suit sa notification.

Tout manquement de l'association à l'une des obligations résultant pour elle de la présente convention entraînera la résolution de la convention de plein droit et sans sommation, ce sans préjudice du droit pour la Ville de réclamer, s'il échet, des dommages et intérêts.

Article 4. Gratuité

La mise à disposition est accordée à titre gratuit [1] (à l'exception des impôts et taxes dont il est question à l'article 20).

L'association prend à sa charge le coût des abonnements aux distributions d'eau, gaz, électricité, téléphone, radio, télévision, chauffage, internet ou autres, ainsi que tous les frais y relatifs, tels que le placement, le remplacement, l'entretien, la location des compteurs et le coût des consommations.

Article 5. Destination

La présente convention est envisagée et conclue afin de permettre à l'association d'entreposer dans le chalet son matériel nécessaire pour l'organisation de la manifestation "Les Loups d'Août en Fête" (frigos, congélateurs, fûts de bière,...).

Pendant toute la durée de la convention, l'association est tenue de respecter en permanence cette destination.

Aucune autre utilisation du bien n'est autorisée.

Toute dérogation à ce principe doit faire l'objet d'un examen préalable et d'un accord écrit du Collège communal.

Article 6. Locations – Cession de droit

L'association n'est autorisée ni à céder, en tout ou en partie, les droits résultant de la présente convention ni à octroyer aucun droit à des tiers sur le chalet.

Article 7. Aménagements – Transformations

L'association ne pourra apporter au bien mis à disposition aucun aménagement, aucune transformation sans l'accord préalable et écrit du collège communal.

Article 8. Surveillance

L'association s'engage à entretenir en bon père de famille le bien mis à sa disposition.

L'association se charge de conserver le chalet en bon état, de veiller à ce que ses membres et préposés utilisent correctement celui-ci et de prendre toutes mesures utiles pour éviter la présence d'intrus dans le bien.

L'association doit permettre l'accès au chalet à la Ville à toute demande afin de visiter celui-ci pour s'assurer du parfait état d'entretien et de propreté.

Articles 9. Entretien – Réparations

La Ville a, à sa charge, toutes les grosses réparations, telles que strictement définies à l'article 606 du Code civil, sous réserve des crédits budgétaires disponibles. Cette dernière s'engage à les exécuter de manière à ne pas entraver le fonctionnement de l'association.

L'association doit signaler immédiatement à la Ville les dégâts dont la charge incombe au propriétaire.

Les grosses réparations dues au défaut de réparations locatives ou de menu entretien ou encore à un défaut de prévoyance sont également à la charge de l'association.

L'association s'engage :

- à entretenir en parfait état le bien mis à disposition et à procéder, à ses frais, à toutes réparations utiles;
- à équiper le chalet d'extincteurs adaptés, à faire effectuer le contrôle et la maintenance de ceux-ci par une entreprise agréée et à procéder à leur remplacement ou à leur remise en état conformément aux recommandations de cette entreprise.

Article 10. Sort des travaux

Lorsque la présente convention prendra fin pour quelque cause que ce soit, la propriété des ouvrages, que l'association aura effectués ou fait effectuer, passera gratuitement à la Ville à moins qu'elle ne préfère leur enlèvement et la remise du bien dans son état primitif et ce, aux frais de l'association.

Article 11. Responsabilité

Pendant la durée de la convention, l'association occupe les biens mis à disposition à ses frais, risques et périls.

La Ville décline toute responsabilité en cas de dommages corporels ou matériels subis par quiconque. La responsabilité de la Ville ne pourra jamais être recherchée en raison de son titre de propriété ou de la surveillance qu'elle entend exercer quant à l'entretien des lieux mis à disposition, du chef de tout accident ou de tout dommage qui pourrait être causé à l'association, à ses membres et préposés ou à des tiers.

L'association déclare expressément se substituer à la Ville dans toute action qui serait mue contre elle à ce titre, sauf le cas où la responsabilité de la Ville, de ses représentants ou préposés serait directement engagée par suite d'une faute grave.

Article 12. Assurances

La Ville déclare que ledit chalet est couvert en assurance "Incendie" avec clause "abandon de recours".

L'association s'engage à souscrire, pendant toute la durée de la convention, les polices d'assurances suivantes :

- assurance "Incendie, dégâts des eaux, explosions et risques connexes" couvrant les risques non supportés par la Ville (notamment ses meubles et le recours des voisins)
- assurance responsabilité civile couvrant les accidents qui pourraient survenir dans le cadre de l'occupation
- assurance-loi couvrant son personnel.

A toute demande la Ville, l'association justifiera du paiement régulier des primes.

Article 13. Budgets et comptes

L'association s'engage à fournir à la Ville, à la demande de celle-ci, ses bilans et comptes ainsi qu'un rapport de gestion et de situation financière.

Elle s'oblige à respecter les obligations du Code de la démocratie locale et de la décentralisation relatives au contrôle des subventions octroyées par les communes (articles L3331-1 et suivants).

Article 14. Droits des voisins

L'association s'oblige à prendre toute disposition utile pour que l'occupation du bien ne perturbe pas la tranquillité des voisins.

L'association s'engage tout particulièrement à respecter et faire respecter les dispositions du règlement général de police relatives à la lutte contre le bruit.

Article 15. Interdiction de fumer

Il est interdit de fumer dans le chalet mis à disposition.

L'association s'engage à faire respecter cette interdiction.

Article 16. Bonbonnes de gaz - Interdiction

Il est formellement interdit de faire usage de bonbonnes de gaz dans le chalet mis à disposition.

Article 17. Occupation de la plaine de jeux.

Sous réserve de la délivrance par l'échevin délégué à la fonction maïorale de l'autorisation d'organiser la manifestation et dans le respect des conditions imposées dans cette autorisation, l'association peut occuper, à titre gratuit, la plaine de jeux de la rue Louvière (parcelle cadastrée ou l'ayant été 16ème division, section C, n°766F) pour l'organisation de la manifestation "Les Loups d'Août en Fête" qui a lieu chaque année fin août (ducasse avec repas, animations sportives et musicales, spectacles, jeux pour enfants, bals,...).

Article 18. Manifestations sur la plaine de jeux – raccordement à l'eau et à l'électricité.

L'association s'engage à permettre aux organisateurs de manifestations ayant lieu sur la plaine de jeux de la rue Louvière de se raccorder à l'eau et à l'électricité sur les installations du chalet mis à disposition.

Les montants que l'association peut facturer aux organisateurs ne peuvent dépasser :

- 4,37€/m³ pour l'eau;
- 0,20€/kWh pour l'électricité.

Article 19. Résiliation – Dissolution de l'association

La présente convention est résiliée de plein droit dans les hypothèses suivantes :

- en cas de manquement de l'association à l'une des obligations résultant pour elle de la présente convention sans préjudice du droit pour la Ville de réclamer, s'il échet, des dommages et intérêts;
- en cas de dissolution de l'association.

Article 20. Impôts et taxes

L'association prend à sa charge tous les impôts et taxes quelconques mis ou à mettre sur le bien mis à disposition.

Article 21. Respect des lois et conventions internationales en vigueur

L'association sera seule responsable du respect des lois et conventions internationales en vigueur notamment celles relatives aux droits d'auteur et droits voisins

Article 22. Abrogation des conventions antérieures.

La présente convention abroge et remplace toutes les conventions antérieures entre les parties portant sur le même objet.

Article 23. Enregistrement

Les frais d'enregistrement de la présente convention sont à charge exclusive de l'association qui supportera seule tous droits et amendes auxquels la convention donnerait ouverture.

Article 24. Litiges

Les tribunaux de l'arrondissement judiciaire du Hainaut – division de Tournai sont seuls compétents pour trancher les différends entre parties portant sur la validité, l'exécution ou l'interprétation de la présente convention.

Fait à Tournai, en triple exemplaire, le,
chacune des parties ayant reçu le sien.

[1] Conformément au Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le montant estimatif de la subvention a été fixé par le Collège communal à 120,00€/an.

14. Tournai, rue d'Amiens. Convention d'occupation du bâtiment situé au n°4 au profit de la zone de secours de Wallonie picarde. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Considérant que la Ville de Tournai est propriétaire du bâtiment sis à Tournai, rue d'Amiens, 4, cadastré ou l'ayant été 3ème division, section L, n°153 R d'une contenance de 30a 58ca;

Considérant que ce bien est devenu propriété communale par un acte d'échange (sans soulte) en date du 7 mai 2010 entre la Ville de Tournai et la société en commandite par actions OLINESSA MANAGEMENT;

Considérant, pour rappel, qu'il a abrité la prézone de secours de Wallonie picarde pour permettre le transit et le stockage de tout le matériel;

Considérant que les articles 215 à 217 de la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile disposent que :

- Article 215

§ 1er. Les casernes ainsi que les autres biens immeubles, y compris les biens immeubles par destination, qui sont la propriété de la commune, nécessaires pour l'accueil du personnel administratif et opérationnel des services d'incendie sont transférés à la zone ou mis à sa disposition dans les conditions déterminées par le Roi par arrêté délibéré en conseil des ministres

§ 2 Le transfert des biens immeubles visés au § 1er se fait par acte authentique.

- Article 216

Les biens visés à l'article 215 sont transférés dans l'état où ils se trouvent, en ce compris les charges et les obligations inhérentes à ces biens.

Le Roi fixe, par arrêté délibéré en conseil des ministres, les règles d'inventaire et d'estimation de ces biens.

Lors de cette estimation, il sera notamment tenu compte de la superficie, de l'emplacement, de l'âge et de l'état de chaque bien immeuble. Il sera également tenu compte lors de l'estimation des subsides et des contributions faites par les diverses autorités dans la valeur de chaque bien immeuble.

- Article 217

Pour l'apport des biens meubles et immeubles visés aux articles 210, § 1er, et 215, § 1er, les communes perçoivent une compensation sous la forme d'une réduction de la dotation communale dans le budget de la zone.

En fonction des besoins de la zone, le conseil fixe la réduction effective des dotations communales respectives.

En fonction de la valeur de l'apport de la commune, la réduction de la contribution de la commune est étalée sur plusieurs années. Afin de garantir le bon fonctionnement de la zone, la réduction annuelle par commune peut être équivalente à 20% maximum de la dotation communale annuelle; Considérant que l'arrêté royal du 23 août 2014 portant fixation des règles d'inventaire et d'estimation des biens meubles et immeubles des communes utilisés pour l'exécution des missions des services d'incendie (arrêté publié au Moniteur belge du 29 octobre 2014 entrant en vigueur le 1er décembre 2014) dispose que :

- Article 2. Sous la supervision du directeur financier de la commune et de l'officier-chef de service du service d'incendie communal, la commune dresse l'inventaire des biens visés aux articles 210 et 215 de la loi du 15 mai 2007, au plus tard trois mois après l'entrée en vigueur du présent arrêté. Pour l'inventaire des biens visés à l'article 210, §1er, de la loi du 15 mai 2007, la commune utilise le tableau non limitatif figurant en annexe.
- Article 13. La valeur d'évaluation pour le transfert et celle pour la mise à disposition des casernes et des autres biens immeubles visés à l'article 215 de la loi du 15 mai 2007 sont fixées, à défaut d'accord entre la zone à laquelle le bien est transféré ou la zone auprès de laquelle le bien est mis à disposition et la commune propriétaire, à l'aide d'un rapport d'évaluation rédigé par un évaluateur ou un comité d'évaluateurs, désigné par le conseil, à l'unanimité des voix, conformément à l'article 216, alinéa 3, de la loi du 15 mai 2007. Le comité d'évaluateurs visé à l'alinéa 1er se compose de maximum trois évaluateurs;

Considérant que le bâtiment communal précité est actuellement nécessaire pour l'accueil du personnel administratif et opérationnel du service incendie de même que la caserne incendie, sise à TOURNAI, avenue de Maire, cadastrée ou l'ayant été 3ème division, section L n°160 C2 d'une contenance de 84a 74ca, qui fera l'objet d'un prochain dossier à soumettre à l'examen du conseil communal;

Considérant la décision du collège communal du 12 décembre 2014 de mettre le bâtiment communal à la disposition de la zone de secours de Wallonie picarde, aux conditions suivantes :

- * convention à durée indéterminée prenant cours le 1er janvier 2015;
- * résiliation par chacune des parties à tout moment et sans motif moyennant préavis d'un an;
- * convention portant sur l'entièreté du bâtiment;
- * charges incombant à la zone de secours de Wallonie picarde:
 - redevance mensuelle correspondant à la valeur locative du bien estimée par le service public de Wallonie, département des comités d'acquisition, direction de Mons;
 - menu entretien et réparations locatives;
 - frais de consommation énergétique (eau, chauffage, électricité);
 - précompte immobilier et autres impositions relatifs au bien;
 - frais et droits d'enregistrement résultant de la convention;

Considérant la synthèse de la réunion du 16 janvier 2015 de la zone de secours;

Considérant qu'il a été décidé, concernant le transfert du patrimoine, que :

- les communes restent propriétaires de leurs bâtiments (casernes)
- les bâtiments ne sont donc pas transférés à la zone, mais mis à disposition sous forme de location
- La zone ne reprend pas les emprunts concernant les bâtiments;

Considérant la décision du collège communal du 25 septembre 2015 de fixer la redevance annuelle à 25.000,00€ correspondant à la valeur locative du bien estimée par le service public de Wallonie, département des comités d'acquisition, direction de Mons le 9 juillet 2015 (valeur : 500.000,00€);
Considérant que le collège communal, en séance du 20 novembre 2015, a marqué son accord de principe, sous réserve de la décision du conseil communal, sur les termes de la convention de mise à disposition du bâtiment communal;
Considérant l'extrait du plan cadastral et la matrice;
Vu les articles L1122-30 et 1222-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;
Vu l'avis Positif du Directeur financier du 29 novembre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE:

de marquer son accord sur les termes de la convention à conclure avec la zone de secours de Wallonie picarde définissant les modalités de mise à disposition du bien communal sis à Tournai, rue d'Amiens, 4, cadastré ou l'ayant été 3ème division, section L, n°153 R d'une contenance de 30a 58ca, à savoir :

Entre la Ville de Tournai dont les bureaux sont établis à 7500 Tournai, rue Saint-Martin, 52, ici représentée conformément aux articles L 1132/3, L1123/5 et L1124-17 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation par :

- M. Robert DELVIGNE, premier Echevin
- M. Thierry LESPLINGART, Directeur général adjoint,
agissant en exécution de la délibération du conseil communal du 14 décembre 2015,
ci-après dénommée "la Ville",

Et la zone de secours de Wallonie picarde, ayant son siège social à 7522 Marquain, rue de la Terre à Briques, représentée par son Président Monsieur Paul-Olivier DELANNOIS et son secrétaire, Monsieur.....,
agissant en exécution de la délibération
ci-après dénommée " Zone de secours de Wallonie picarde ",

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1er : objet

La Ville met à disposition de la zone de secours de Wallonie picarde, qui l'accepte, le bâtiment communal sis à Tournai, rue d'Amiens, 4, cadastré ou l'ayant été 3ème division, section L, n°153 R, d'une contenance totale de 30 a 58 ca.

Ce bâtiment est parfaitement connu par la zone de secours de Wallonie picarde.

La présente convention a pour objet de préciser les conditions auxquelles est soumise la mise à disposition de ce bâtiment.

Article 2 : accès - clefs

La zone de secours de Wallonie picarde reconnaît avoir reçu les clefs du bâtiment et des locaux.

Article 3 : état des lieux – inventaire

L'état des lieux du bien mis à disposition est joint en annexe à la présente convention.
Ce document a été établi contradictoirement.

Article 4 : redevance – indexation annuelle

La présente convention est consentie moyennant le paiement par la zone de secours de Wallonie picarde d'une redevance annuelle indexée d'un montant de 25.000,00€ pour le bâtiment décrit à l'article 1 de la présente convention.

Les redevances seront payées chaque année par anticipation par versement au n° de compte 091-0004055-10 au nom de l'administration communale de Tournai avec la mention "Tournai, rue d'Amiens, 4 - Année 20. Zone de secours de Wallonie picarde" pour le 31 janvier au plus tard.

La redevance pour l'année 2015 sera payée dans un délai d'un mois à compter de la signature de la présente convention.

Il est procédé, chaque année, au 1er janvier, au réajustement de la redevance sur base de l'indice santé du mois précédant la date anniversaire de l'entrée en vigueur du contrat de mise à disposition.

Le nouveau montant de la redevance est calculé et fixé conformément à la formule ci-après :

Nouveau montant = indemnité de base x nouvel indice

Indice de base

La redevance de base est la redevance telle qu'elle est fixée à l'alinéa 1er du présent article.

L'indice de base est celui du mois précédant le mois de la signature du contrat.

Le nouvel indice est celui du mois précédant la date anniversaire de l'entrée en vigueur du présent contrat.

Chaque adaptation annuelle de la redevance est acquise de plein droit par la partie bénéficiaire sans que celle-ci doive mettre en demeure l'autre partie.

En cas de non-paiement dans les délais requis, la zone de secours de Wallonie picarde est tenue de payer les intérêts de retard calculés au taux légal à la Ville sans que celle-ci soit tenue d'adresser de mise en demeure préalable à la zone de secours de Wallonie picarde.

Article 5 : durée

Cette convention est établie pour une durée indéterminée ayant pris cours le 1er janvier 2015.

Chacune des parties pourra la résilier à tout moment, sans motif, moyennant un préavis d'un an donné par lettre recommandée à la poste prenant cours le 1er jour du mois suivant.

Article 6 : destination

La présente convention est envisagée et conclue pour permettre à la zone de secours de Wallonie picarde d'accomplir ses missions légales et d'effectuer toutes fonctions accessoires qui en découlent. Pendant toute la durée de la convention, la zone de secours de Wallonie picarde est tenue de respecter en permanence cette destination.

Aucune autre utilisation du bâtiment n'est autorisée.

Toute dérogation à ce principe doit faire l'objet d'un examen préalable et d'un accord écrit du Collège communal.

Article 7 : locations – cession de droit

Toute "sous-location" du bâtiment et toute cession des droits dérivant de la présente convention sont interdites.

Article 8 : frais – impôts et taxes

Pendant toute la mise à disposition, la zone de secours de Wallonie picarde supportera :

- les frais de téléphone et toutes les dépenses énergétiques liées à l'occupation du bâtiment (gaz, eau, électricité,...) ainsi que les frais d'abonnement, de location et d'entretien des compteurs (lesquels ont été ouverts à son nom)
- les taxes et impôts de quelque nature qu'ils soient, mis ou à mettre sur le bâtiment.

Article 9 : aménagements – transformations

La zone de secours de Wallonie picarde ne pourra apporter au bâtiment mis à disposition aucun aménagement, aucune transformation sans l'accord préalable et écrit du collège communal.

Article 10 : surveillance

La zone de secours de Wallonie picarde s'engage à entretenir en bon père de famille le local mis à sa disposition.

La zone de secours de Wallonie picarde se charge de conserver le bâtiment en bon état et de veiller à ce que ses représentants et préposés utilisent correctement celui-ci.

La zone de secours de Wallonie picarde doit permettre l'accès au bâtiment à la Ville à toute demande afin de visiter celui-ci pour s'assurer du parfait état d'entretien et de propreté.

Article 11 : entretien – réparations

La Ville a, à sa charge, toutes les grosses réparations, telles que strictement définies à l'article 606 du Code civil, sous réserve des crédits budgétaires disponibles. Cette dernière s'engage à les exécuter de manière à ne pas entraver le fonctionnement de la zone de secours de Wallonie picarde.

La zone de secours de Wallonie picarde doit signaler immédiatement à la Ville les dégâts dont la charge incombe au propriétaire.

Les grosses réparations dues au défaut de réparations locatives ou de menu entretien ou encore à un défaut de prévoyance sont également à la charge de la zone de secours de Wallonie picarde.

La zone de secours de Wallonie picarde s'engage :

- à entretenir en parfait état le bâtiment mis à disposition et à procéder, à ses frais, à toutes réparations utiles (remplacement des vitres fendues ou brisées,...);
- à équiper le bâtiment d'un extincteur adapté, à effectuer le contrôle et la maintenance de celui-ci et à procéder à son remplacement ou à sa remise en état.

Article 12 : sort des travaux

Lorsque la présente convention prendra fin pour quelque cause que ce soit, la propriété des ouvrages, que la zone de secours de Wallonie picarde aura effectués ou fait effectuer, passera gratuitement à la Ville à moins que celle-ci ne préfère leur enlèvement et la remise du bien dans son état primitif, et ce aux frais de la zone de secours de Wallonie picarde.

Article 13 : fermeture

La zone de secours de Wallonie picarde ne pourra faire valoir aucun droit à dédommagement en cas de fermeture temporaire ou définitive du bâtiment, que cette fermeture résulte de l'exécution de travaux ou de toute autre cause.

Article 14 : responsabilité

Pendant la durée de la convention, la zone de secours de Wallonie picarde occupe le bien mis à disposition à ses frais, risques et périls.

La Ville décline toute responsabilité en cas de dommages corporels ou matériels subis par quiconque. La responsabilité de la Ville ne pourra jamais être recherchée en raison de son titre de propriété ou de la surveillance qu'elle entend exercer quant à l'entretien du bien mis à disposition, du chef de tout accident ou de tout dommage qui pourrait être causé à la zone de secours de Wallonie picarde, à ses représentants et préposés ou à des tiers.

La zone de secours de Wallonie picarde déclare expressément se substituer à la Ville dans toute action qui serait mue contre elle à ce titre, sauf le cas où la responsabilité de la Ville, de ses représentants ou préposés serait directement engagée par suite d'une faute grave.

Article 15 : assurances

La Ville déclare que ledit bien est couvert en assurance "Incendie" avec clause " Abandon de recours".

La zone de secours de Wallonie picarde s'engage à souscrire, pendant toute la durée de la convention, les polices d'assurance suivantes :

- assurance "Incendie, dégâts des eaux, explosions et risques connexes" couvrant les risques non supportés par la Ville (notamment ses meubles et le recours des tiers)
- un contrat d'assurance couvrant sa responsabilité civile
- assurance-loi couvrant son personnel.

A toute demande de la Ville, la zone de secours de Wallonie picarde justifiera du paiement régulier des primes.

Article 16 : occupations exceptionnelles par la Ville

La zone de secours de Wallonie picarde s'engage à satisfaire aux demandes d'occupation gratuite du bâtiment introduites ponctuellement par la Ville.

En cas d'occupation par la Ville, la zone de secours de Wallonie picarde veillera à ne pas perturber la réalisation des activités et des obligations de la Ville.

Durant cette occupation par la Ville, la zone de secours de Wallonie picarde ne pourra accéder au bâtiment.

En cas de nécessité, la zone de secours de Wallonie picarde prendra les informations nécessaires à la bonne occupation auprès de la Ville avant l'occupation.

Article 17 : droits des voisins

La zone de secours de Wallonie picarde s'oblige à prendre toute disposition utile pour que l'occupation du bâtiment mis à disposition ne perturbe pas la tranquillité des voisins.

La zone de secours de Wallonie picarde s'engage tout particulièrement à respecter et faire respecter les dispositions du règlement général de police relatives à la lutte contre le bruit.

Article 18 : interdiction de fumer

Il est interdit de fumer dans le bâtiment mis à disposition.

La zone de secours de Wallonie picarde s'engage à faire respecter cette interdiction.

Article 19 : bonbonnes de gaz - interdiction

Il est formellement interdit de faire usage de bonbonnes de gaz dans le bâtiment mis à disposition.

Article 20 : résiliation – dissolution de la Zone

La présente convention est résiliée de plein droit :

- en cas de manquement de la zone de secours de Wallonie picarde à l'une des obligations résultant pour elle de la présente convention sans préjudice du droit pour la Ville de réclamer, s'il échet, des dommages et intérêts;
- en cas de dissolution de la zone de secours de Wallonie picarde.

Article 21 : respect des lois et conventions internationales en vigueur

La zone de secours de Wallonie picarde sera seule responsable du respect des lois et conventions internationales en vigueur notamment celles relatives aux droits d'auteur et droits voisins.

Article 22 : enregistrement

Les frais d'enregistrement de la présente convention sont à charge exclusive de la zone de secours de Wallonie picarde qui supportera seule tous droits et amendes auxquels la convention donnerait ouverture.

Article 23 : litige

Les tribunaux de l'arrondissement judiciaire du Hainaut - division Tournai - sont seuls compétents pour trancher les différends entre parties portant sur la validité, l'exécution ou l'interprétation de la présente convention.

Fait à Tournai, en triple exemplaire, le

Chacune des parties ayant reçu le sien."

15. Bibliothèque. Conditions spéciales d'inscription et de prêt accordées aux demandeurs d'asile de Tournai. Approbation.

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Coralie LADAVID**, intervient comme suit :

"Nous saluons l'initiative, mais ne pourrait-on pas aller plus loin en accordant les prêts gratuits ou moyennant caution ? Idem pour les cours de langue, n'est-il pas pertinent de les faire gratuitement pour améliorer leur intégration ? On connaît, en effet, les très faibles ressources de ces personnes."

Le **président** d'assemblée lui répond comme suit :

"Nous voulons lever deux obstacles à l'accès à la bibliothèque.

Le premier, c'est celui de la domiciliation. Comme ils ont le statut de demandeurs d'asile, ils n'ont pas formellement la domiciliation. Le second est financier et a trait à l'inscription comme lecteur. On ne peut pas pousser la discrimination positive jusqu'à lever les conditions objectives qui garantissent les retours des livres. Si on va au-delà des limites actuelles, on crée alors une discrimination mal ressentie par la population.

Le souci est d'ouvrir les portes le plus largement possible aux candidats réfugiés, mais de ne pas nourrir aussi un sentiment d'inéquité dans les conditions d'octroi de prêt. Il s'agit ici de trouver un équilibre qui ait du sens."

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le Programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que la Ville accueille, depuis le mois de septembre 2015, des demandeurs d'asile à la caserne Saint-Jean, avenue Decraene, 3 à 7500 Tournai;

Considérant que quelques-uns de ces résidents se sont présentés à la bibliothèque et ont émis le souhait de pouvoir y emprunter des livres;

Considérant que, réglementairement, l'emprunt de documents par un usager majeur doit obligatoirement faire l'objet d'une inscription payante à la bibliothèque;

Considérant que chaque inscription s'effectue sur base de la présentation d'une pièce d'identité qui permet d'identifier clairement le domicile officiel de la personne afin de pouvoir lui envoyer des lettres de rappel au cas où la date d'échéance de l'emprunt serait dépassée et que le document ne serait pas restitué dans les délais;

Considérant que, suite à cette demande, rendez-vous a été pris avec Madame Julie THIELEN, adjointe à la direction de l'ADA (accueil aux demandeurs d'asile) de Tournai;

Considérant que Madame Julie Thielen a précisé que les résidents de la caserne Saint-Jean possédaient effectivement une attestation de résidence, mais qu'ils ne résidaient pas toujours pour une longue période à la caserne et qu'ils étaient parfois amenés à la quitter dans un délai relativement court;

Considérant que d'une manière générale, toutes les bibliothèques sont amenées à jouer un rôle social et que l'implication de la bibliothèque de Tournai, via sa bibliothèque de rue, est particulièrement marquée dans ce domaine par le biais de ses multiples actions en faveur des publics "empêchés";

Considérant qu'afin de pouvoir contribuer à l'épanouissement social et culturel des personnes (adultes et enfants) qui ont introduit une demande d'asile sur le territoire, les responsables de la bibliothèque souhaitent être autorisés à leur prêter des documents malgré leur situation financière précaire;

Considérant que dans l'annexe 1 "Règlement du réseau de la bibliothèque locale de Tournai" de la convention du 30 mai 2012, les modalités d'inscription et de prêt sont les suivantes :

- l'inscription en section jeunesse et le prêt sont gratuits pour les jeunes en dessous de 15 ans;
- l'inscription se fait en section adultes à partir de 15 ans, mais est payante à partir de 18 ans;
- le droit d'inscription pour les adultes (à partir de 18 ans) est modulé en fonction de l'avancement dans l'année civile selon la tarification suivante :

- 6,00€ du 1er janvier au 31 décembre
- 4,00€ du 1er mai au 31 décembre
- 2,00€ du 1er septembre au 31 décembre;

- La redevance de prêt pour les usagers à partir de 15 ans s'élève à :

- 0,30€ par livre pour une durée de 3 semaines
- 3,00€ par cours de langue pour une durée d'un mois;

- Les amendes de retard sont dues à partir de 15 ans et s'élèvent à :

- 0,05€ par livre et par jour de retard
- 0,15€ par cours de langue et par jour de retard;

- Des frais administratifs de 1,00€ sont perçus au moment de la restitution des documents pour chaque rappel qui a été envoyé;

- En cas de perte de la carte de membre, un duplicata peut être délivré moyennant le paiement d'un forfait de 2,00€;

- Tout document perdu ou détérioré est remplacé aux frais de l'emprunteur sur base de sa valeur réactualisée (y compris son équipement);

- Le nombre total de documents empruntables est de cinq maximum par carte et par section;

Considérant que le prix d'achat assez élevé de certains documents prêtés et l'obligation de la bibliothèque de veiller à la bonne gestion du patrimoine de la Ville de Tournai en mettant tout en oeuvre pour pouvoir récupérer les documents prêtés;

Considérant qu'après concertation avec Madame Julie THIELEN, il est envisagé, sous réserve de l'approbation du conseil communal, d'adapter les conditions de prêt de la bibliothèque pour les demandeurs d'asile en fonction de leur situation temporaire présente;

Considérant que ces conditions spéciales seraient les suivantes:

1. inscription gratuite
 2. emprunt maximum de deux livres à la fois en section adultes et de trois livres en section jeunesse, sachant qu'aucun autre prêt ne pourra être consenti tant que les documents n'auront pas été restitués
 3. paiement de la redevance de prêt pour chaque emprunt et chaque prolongation, soit :
 - 0,30€ par livre pour une durée de trois semaines
 - 3,00€ par cours de langue pour une durée d'un mois
 4. paiement des amendes en cas de retard pour les usagers à partir de 15 ans, soit :
 - 0,05€ par livre et par jour de retard
 - 0,15€ par cours de langue et par jour de retard
 5. perception des frais administratifs de 1,00€ au moment de la restitution des documents pour chaque rappel qui aura été envoyé
 6. paiement du duplicata de la carte de membre s'élevant à 2,00€, en cas de perte de la carte de membre
 7. remplacement de tout document perdu ou détérioré aux frais de l'emprunteur sur base de sa valeur réactualisée (y compris son équipement);
- Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

APPROUVE

- l'inscription à la bibliothèque sur base de l'attestation de résidence "Annexe 26" des personnes résidant à la caserne Saint-Jean dans le cadre d'une demande d'asile, sous forme d'une carte temporaire gratuite;

- les conditions spéciales d'inscription et de prêt liées à cette carte qui sont les suivantes :

1. inscription gratuite
2. emprunt maximum de deux livres à la fois en section adultes et de trois livres en section jeunesse en sachant qu'aucun autre prêt ne pourra être consenti tant que les documents n'auront pas été restitués
3. paiement de la redevance de prêt pour chaque emprunt et chaque prolongation, soit :
 - 0,30€ par livre pour une durée de trois semaines
 - 3,00€ par cours de langue pour une durée d'un mois
4. paiement des amendes en cas de retard pour les usagers à partir de 15 ans, soit :
 - 0,05€ par livre et par jour de retard
 - 0,15€ par cours de langue et par jour de retard
5. perception des frais administratifs de 1,00€ au moment de la restitution des documents pour chaque rappel qui aura été envoyé
6. paiement du duplicata de la carte de membre s'élevant à 2,00€, en cas de perte de la carte de membre
7. remplacement de tout document perdu ou détérioré aux frais de l'emprunteur sur base de sa valeur réactualisée (y compris son équipement).

16. Zone de secours de Wallonie picarde. Transfert de propriété d'une ambulance acquise par la Ville de Tournai. Approbation.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu le règlement général de la comptabilité communale;

Vu la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile;

Considérant que la zone de secours de Wallonie picarde est devenue opérationnelle depuis le 1er janvier 2015;

Considérant que la Ville de Tournai a acquis, auprès de la firme MECELCAR sa, une nouvelle ambulance sur son budget du service extraordinaire de l'exercice 2014 pour un montant de 131.937,96€;

Vu la délibération du conseil communal du 16 décembre 2014 relative au transfert des emprunts de la fonction 351 (service communal Incendie) vers la zone de secours;

Considérant que cette acquisition a été financée par l'emprunt n° 4384 d'un montant de 132.000,00€;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 29 novembre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

- de transférer comptablement dans le patrimoine de la zone de secours de Wallonie picarde la propriété de la nouvelle ambulance acquise par la Ville de Tournai pour un montant de 131.937,96€ auprès de la firme MECELCAR sa (parc scientifique, avenue Albert Einstein, 12 à 1348 Louvain-la-Neuve);
- de transférer également l'emprunt n° 4384 contracté auprès de BELFIUS BANQUE S.A. pour financer cette acquisition comme prévu dans la délibération du Conseil communal du 16 décembre 2014.

17. ASBL Cœur à cœur. Visites d'animaux de compagnie dans les maisons de repos du CPAS. Convention avec la Ville. Approbation.

Monsieur le Conseiller communal ECOLO, **Guillaume DENONNE**, intervient comme suit :

"Nous nous interrogeons sur ce point. Il est vrai que le contact avec des animaux présente des effets positifs sur la santé et sur le moral. Cependant, la méthode, qui nous est présentée, nous laisse dubitatifs. Une visite par mois et par maison de retraite, nous avons du mal à en percevoir les effets positifs sur les personnes.

Ne serait-il pas plus opportun d'envisager l'adoption d'un chien par les maisons de retraite et, le cas échéant, de créer un partenariat avec l'association Cœur à Cœur pour l'éducation de ces chiens ? Ce serait plus en adéquation avec leur raison sociale."

Le **président** d'assemblée lui répond :

"Je ne vais pas arbitrer entre les chiens et les chats. Il n'y a pas que les chiens qui sont concernés. On parle des animaux de compagnie. C'est parfois aussi des furets, des perroquets. C'est difficile pour les maisons de repos d'organiser elles-mêmes une telle "ménagerie".

Ce n'est pas a priori le métier de base des maisons de repos, mais celui de personnes et d'associations qui se sont spécialisées dans le contact thérapeutique avec l'animal. On le voit dans d'autres domaines. Ce n'est pas seulement le contact avec l'animal, mais les conditions de mise en contact qui sont importantes. Ces ASBL se sont spécialisées dans ce domaine. Nous ne sommes pas ici pour dire que la solution proposée est le "Saint Graal" de l'intégration. Mais par rapport à la situation actuelle, c'est un progrès indéniable. De plus, ça ne fait pas de tort aux personnes âgées d'avoir ce type de contact. Vous avez entendu notre point de vue. Le choix qui est proposé par le collège au conseil communal, c'est de se limiter à cette convention et à ce montant en base annuelle. Ceci ne serait certainement pas le cas pour les autres solutions que vous proposez."

Madame la Conseillère communale cdH, **Monique WILLOCQ**, intervient ensuite :

"Le cdH est favorable à ce point. Mais quand on voit que cela se résume à une heure par mois, cela nous paraît court. Une heure par semaine, ce serait nettement mieux ! Mettre un animal de façon continue dans un home pose parfois des problèmes. J'ai fait le test lorsque j'étais vice-présidente au CPAS. J'avais mis à disposition des perruches dans un home. Elles ont rapidement été accaparées par une personne. Donc, il vaut mieux que cet animal vienne de l'extérieur. Un chien dans un home, c'est formidable. Mais une heure par mois, ce n'est pas suffisant."

Madame l'Echevine PS, **Laetitia LIENARD**, répond à cette intervention :

"C'est un projet pilote qui a été initié depuis juillet 2013 avec une ASBL qui est la seule en Hainaut à effectuer ce genre de prestations. A titre personnel, je ne suis pas très franche avec les animaux. Je ne m'imaginais pas ce que cela pouvait avoir comme effet sur les personnes âgées. Force est de constater qu'après un premier contact avec les personnes âgées, il y a eu des échos très positifs tant des pensionnaires que des directions de home. De là à passer le cap d'avoir un chien à demeure ? Je pense que cette décision appartient aux maisons de repos elles-mêmes. Par contre, avoir une visite une fois par semaine, je n'y suis pas opposée. Des crédits sont disponibles pour financer cette activité. Je dois vérifier auprès de l'ASBL si elle est en mesure de le faire. Si cela est possible, je propose alors de modifier la décision du Conseil en ce sens en prévoyant une visite par semaine et pas une visite par mois. Mais il faut d'abord vérifier."

Le **président** d'assemblée conclut comme suit :

"La proposition est d'acter cette première convention. L'échevine en charge de la politique du troisième et quatrième âge nous dit qu'elle est prête à aller au-delà, pour autant qu'il y ait des disponibilités. Je propose que nous actions cette proposition."

Par 33 voix pour et 3 abstentions, le conseil communal prend la délibération suivante :

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, A. PESIN, J.-M. VANDENBERGHE, C. MICHEZ, G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCQ, MM. J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, D. SMETTE, B. MAT, Mme H. CLEMENT-COUPLET, M. J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, G. HUEZ, Mmes C. GUISET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSSENS, MM. X. DECALUWE, L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, A. MELLOUK, M. R. DELVIGNE, Mme L. DEDONDER, M.

P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM V. BRAECKELAERE, A. BOITE, M. P.-O. DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale et M. R. DEMOTTE, Président d'assemblée.

Se sont abstenus : Mmes M.-C. LEFEBVRE, C. LADAVID, M. G. DENONNE.

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article L1122-30 du Code de la démocratie locale et décentralisation;

Considérant la volonté d'améliorer la qualité de vie des résidents au sein des maisons de repos du Centre public d'action sociale (CPAS) de Tournai;

Considérant le projet de l'ASBL Coeur à coeur qui propose la visite d'un animal (chien) en maison de repos, et ce, afin d'égayer le quotidien des pensionnaires;

Considérant la volonté de collaborer avec ladite ASBL, à raison d'une visite d'une heure deux fois par mois au sein de chacune des quatre maisons de repos du CPAS de Tournai;

Considérant que le tarif horaire est de 25,00€ l'heure;

Considérant que la Ville de Tournai prendra en charge le coût de cette activité sous l'article budgétaire 7624/124-06;

Considérant l'accord du Centre public d'action sociale de Tournai;

Considérant l'accord du collège communal rendu en séance du 20 novembre 2015, sous réserve de l'approbation du conseil communal;

Considérant qu'une convention déterminera les modalités de collaboration entre la Ville et l'ASBL Coeur à coeur en vue de promouvoir l'organisation de visites canines dans les maisons de repos du Centre public d'action sociale de Tournai;

Vu l'avis Positif avec remarques du Directeur financier du 01 décembre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

que vu la nature des prestations, la dépense devrait être à charge du budget du C P A S et donc que la convention devrait être passée entre le CPAS et cette ssociation;

Sur proposition du collège communal;

Par 33 voix pour et 3 abstentions;

DECIDE :

de marquer son accord sur le projet de convention avec l'ASBL Coeur à coeur, dont les termes suivent :

" Entre :

La Ville de Tournai dont les bureaux sont établis à 7500 TOURNAI, rue Saint-Martin, 52, ici représentée par :

-
-

Ci-après dénommée «La Ville»,

ET

L'Association sans but lucratif Cœur à cœur ayant son siège établi à 7502 Tournai (Esplechin), rue Bruenne, 40, ici représentée par Madame Marie-Paule BRUNIN (secrétaire) et Madame Chantal QUENIART (présidente),

Ci-après dénommée «l'association»,

IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :

Préambule

L'ASBL Cœur à cœur, dont les statuts sont parus au Moniteur belge du 10 décembre 2004, a pour objet social d'éduquer des chiens d'assistance et de les mettre à disposition des personnes âgées. Dans le cadre de ses activités sociales, l'ASBL organise des visites «canines» dans des homes pour égayer la vie des pensionnaires en les mettant en contact avec ses chiens.

Soucieuse d'améliorer la qualité de vie des résidents au sein des homes du CPAS, la Ville de Tournai souhaite promouvoir ce type d'activités au profit des pensionnaires des homes du CPAS.

Vu l'accord du Centre public d'action sociale de la Ville de Tournai reçu par courrier daté du

Article 1 - Objet

La présente convention a pour objet de fixer les modalités de collaboration entre la Ville et l'association en vue de promouvoir l'organisation de visites canines dans les maisons de repos du Centre public d'action sociale de Tournai.

Article 2 - Lieux et horaires

L'association s'engage à effectuer les visites visées à l'article 1 dans les quatre maisons de repos du Centre public d'action sociale de Tournai, à savoir :

- Maison de repos «Moulin à Cailloux» sise à Tournai, rue des Brasseurs, 244;
- Maison de repos Benjamin Grugeon (site 1) sise à Tournai (Kain), rue du Troisième Age, 12;
- Maison de repos Benjamin Grugeon (site 2) sise à Tournai (Templeuve), rue au Pois, 8;
- Maison de repos «Sœurs de la charité» sise à Tournai, Boulevard Lalaing, 43B.

Les visites auront une durée d'une heure deux fois par mois au sein de chacune des maisons de repos précitées.

Les jour et heure de visite seront fixés de commun accord entre l'association et la direction de chacune des maisons de repos visées supra et ce, au plus tard, un mois à l'avance.

Article 3 - Paiement et ses modalités

La Ville s'engage à prendre en charge les coûts liés à l'activité proposée par l'association par le versement annuel de la somme de 2.400,00€ correspondant à 8 visites mensuelles de 25,00€ chacune durant 12 mois.

Le paiement aura lieu pour le 15 décembre 2016 au plus tard sur base d'un relevé précis des prestations effectuées adressées à l'administration communale pour le 15 novembre au plus tard.

Dans l'hypothèse où toutes les visites prévues en application de l'article 2 n'auraient pas été effectuées pour quelque raison que ce soit, en ce compris dans l'hypothèse d'une résiliation de la convention en application de l'article 8, le montant du versement sera réduit à due concurrence des visites non effectuées.

Les sommes dues par la Ville en application des paragraphes précédents seront versées sur le compte BE71 3700 9204 1569 ouvert au nom de l'association.

Article 4 - Durée de la convention

La présente convention prend cours au 1er janvier 2016 et est conclue pour une durée minimale d'un 1 an; elle est renouvelable tacitement sauf pour les parties d'y mettre fin à tout moment moyennant un préavis de 1 mois notifié par lettre recommandée.

Article 5 - Assurance responsabilité civile

L'association a souscrit une police d'assurance globale couvrant les risques de responsabilité civile. Elle s'engage à en payer régulièrement les primes et à produire, à la première demande de la ville, tout document justifiant le respect du présent article.

Article 6 - Respect du règlement d'ordre intérieur

Lors de chacune des visites visées à l'article 2, l'association s'engage à respecter le règlement d'ordre intérieur des maisons de repos ainsi qu'à suivre les recommandations de la direction et/ou du personnel en charge des pensionnaires.

Article 7 - Résiliation

Sans préjudice du droit de la Ville de réclamer, s'il échet, des dommages et intérêts, la présente convention sera résiliée de plein droit et sans mise en demeure dans les hypothèses suivantes :

- en cas de manquement de l'association à l'une des obligations résultant pour elle de la présente convention;
- en cas de dissolution de l'association ou du non-respect de son objet social;
- en cas d'incident survenant à l'occasion de l'activité faisant l'objet de la présente convention et trouvant son origine dans le défaut de surveillance du chien.

Article 8 - Litige

La présente convention est régie par le droit belge.

Les tribunaux de l'arrondissement judiciaire du Hainaut - division Tournai - sont seuls compétents pour trancher les différends entre parties portant sur la validité, l'exécution ou l'interprétation de la présente convention.

Fait à Tournai, en deux exemplaires, le 2015

Chaque partie reconnaît avoir reçu le sien.

Pour la Ville de Tournai,

Le Directeur général adjoint, L'Echevin délégué à la fonction maïorale,

Thierry LESPLINGART Paul-Olivier DELANNOIS

Pour l'Association sans but lucratif CŒUR A CŒUR,

La secrétaire, La présidente,

Marie-Paule BRUNIN Chantal QUENIART

18. Finances communales. Prix de vente à la pièce des sacs-poubelle communaux. Approbation.
--

L'assemblée convient d'examiner les points 18 et 19 ensemble.

D'emblée, Monsieur le Conseiller communal cdH, **Jean-Marie VANDENBERGHE**, intervient comme suit :

"Nous sommes d'accord sur le règlement. Les commerçants ne doivent pas avoir la possibilité de faire une plus-value sur la vente des sacs. Mais, par cohérence avec ce que l'on a déjà voté, nous ne sommes pas d'accord avec le prix des sacs proposé par le collège communal. Cette modification du règlement induit, d'ailleurs, une reconnaissance implicite que ce coût commence à poser des problèmes à de nombreuses personnes. De ce fait, on décide de proposer d'acheter un sac à la fois. Nous voterons donc contre le point 18 et pour le point 19."

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Marie-Christine LEFEBVRE**, intervient ensuite :

"Nous n'avons pas voté l'augmentation du prix du sac-poubelle. Cette mesure semble une bonne solution sociale, mais sur le fond, cela ne change rien : des sacs-poubelle plus chers et aucun changement pour le service au citoyen. Nous avons déjà évoqué, dans cette enceinte, l'existence dans de nombreuses villes d'emplacements prévus pour que les citoyens, qui habitent en appartement en centre-ville, puissent venir déposer leurs sacs pour éviter de devoir les conserver trop longtemps dans leur habitation et lutter ainsi contre les sacs-poubelle déposés illégalement devant les façades. Malheureusement, nous ne voyons aucun changement dans la politique de la ville."

Par 29 voix pour et 7 voix contre, le conseil communal prend la délibération suivante :

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, A. PESIN, C. MICHEZ, G. LECLERCQ, J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, D. SMETTE, B. MAT, J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, G. HUEZ, Mmes C. GUISET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSENS, MM. L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, A. MELLOUK, M. R. DELVIGNE, Mme L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM V. BRAECKELAERE, A. BOITE, M. P.-O. DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale et M. R. DEMOTTE, Président d'assemblée.

Ont voté contre : M. J.-M. VANDENBERGHE, Mmes M.-C. LEFEBVRE, M. WILLOCQ, H. CLEMENT-COUPLET, M. X. DECALUWE, Mme C. LADAVI, M. G. DENONNE.

Considérant l'augmentation significative du prix de vente des sacs-poubelle communaux à partir du 1er janvier 2016;

Considérant la décision prise par le collège communal en séance du 20 novembre 2015 de les vendre à la pièce dans les commerces;

Considérant qu'il convient de fixer le prix de vente à la pièce en fonction de la contenance du sac-poubelle, soit :

* 1,90€/pièce les sacs de 120 litres vendus 38,00€ la liasse de 20;

* 0,95€/pièce les sacs de 60 litres vendus 19,00€ la liasse de 20;

* 0,53€/pièce les sacs de 30 litres vendus 10,50€ la liasse de 20 (prix exact 0,525€).

Considérant que le règlement général de police présenté en même séance a été modifié en conséquence dans son article 174 §2 : "*Les commerces qui souhaitent mettre en vente les sacs-poubelle normalisés, dont question au paragraphe premier, sont tenus de respecter, pour la vente, les tarifs fixés par le conseil communal, sous peine de sanction administrative. Ces commerces sont autorisés à mettre en vente ces sacs normalisés soit par liasse, soit à l'unité. La revente se fera au prix coûtant (et donc sans bénéfice, que les sacs soient vendus par liasse ou à l'unité).*";

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 01 décembre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

Par 29 voix pour et 7 voix contre;

DECIDE

de fixer comme suit, à partir du 1er janvier 2016, le prix de vente à la pièce des sacs-poubelle communaux en fonction de la contenance du sac :

- * 1,90€/pièce pour les sacs de 120 litres
- * 0,95€/pièce pour les sacs de 60 litres
- * 0,53€/pièce pour les sacs de 30 litres.

**19. Service hygiène publique. Sacs-poubelle communaux. Règlement général de police.
Modification. Approbation.**

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que par délibération du 26 octobre 2015, le conseil communal a décidé que la redevance sur la délivrance de sacs-poubelle communaux serait majorée pour les exercices 2016 à 2019, par rapport à la redevance prévue durant les exercices 2012 à 2015;

Considérant que les tarifs applicables pour les exercices 2012 à 2015 au titre de redevance sur la délivrance des sacs-poubelle étaient les suivants, sur base de la délibération du conseil communal du 17 octobre 2011:

- 7,00€, par liasse de 20 sacs d'une contenance de 30 litres
- 12,50€, par liasse de 20 sacs d'une contenance de 50 litres
- 25,00€, par liasse de 20 sacs d'une contenance de 120 litres;

Considérant qu'il est prévu que la redevance soit adaptée comme suit dès janvier 2016, pour les exercices 2016 à 2019 :

- 10,50€, par liasse de 20 sacs d'une contenance de 30 litres
- 19,00€, par liasse de 20 sacs d'une contenance de 60 litres
- 38,00€, par liasse de 20 sacs d'une contenance de 120 litres;

Considérant qu'au vu de cette augmentation significative, certaines tranches de la population rencontrent des difficultés pour l'achat de liasses complètes et que la demande s'est faite plus pressante d'autoriser les commerces à revendre les sacs-poubelle communaux soit à la liasse, soit à l'unité;

Considérant qu'il est proposé de prévoir l'insertion, dans le règlement général de police communal, d'une disposition spécifique imposant aux revendeurs de respecter les tarifs fixés par le conseil communal quant à la vente de sacs-poubelle communaux sous peine de sanctions administratives et d'autoriser les commerces de proximité à revendre les sacs-poubelle communaux par liasse ou à l'unité, au choix, au prix coûtant et donc sans bénéfice, que ce soit vendu par liasse ou à l'unité;

Considérant que par décision du 20 novembre 2015, le collège communal a marqué son accord de principe sur la modification de l'article 174 du règlement général de police, de la manière précisée ci-dessous;

Considérant qu'il appartient au conseil communal d'approuver cette modification;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment les articles L1122-30 et L1122-31;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

- de remplacer l'article 174 actuel du règlement général de police de la Ville de Tournai, libellé comme suit:

"Article 174 : Récipients de collecte et conditionnement

§ 1 : Les déchets sont obligatoirement placés dans un sac normalisé en polyéthylène ou autre matière résistante mis à la disposition des habitants à l'initiative de la Commune et portant la mention "Ville de Tournai" et/ou dans un conteneur standardisé et dont l'usage a été dûment autorisé par le collège. Le contenu d'un sac ne peut excéder 20kg. Les récipients sont soigneusement fermés de façon à ne pas souiller la voie publique. Ils doivent être exempts de toute coupure ou déchirure. Ils ne peuvent présenter aucun danger de blessure ou de contamination lors de la manipulation. Il est interdit de les ouvrir ou de les perforer.

§ 2 : La collecte des déchets ménagers assimilés provenant des commerçants, administrations, bureaux, collectivités, indépendants (y compris l'Horeca), centres hospitaliers et maisons de soins est réalisée selon les modalités fixées par le collège des bourgmestre et échevins."

par l'article 174 nouveau du règlement général de police, libellé comme suit:

" § 1 : Les déchets sont obligatoirement placés dans un sac normalisé en polyéthylène ou autre matière résistante mis à la disposition des habitants à l'initiative de la Ville et portant la mention "Ville de Tournai" et/ou dans un conteneur standardisé et dont l'usage a été dûment autorisé par le collège. Le contenu d'un sac ne peut excéder 20kg. Les récipients sont soigneusement fermés de façon à ne pas souiller la voie publique. Ils doivent être exempts de toute coupure ou déchirure. Ils ne peuvent présenter aucun danger de blessure ou de contamination lors de la manipulation. Il est interdit de les ouvrir ou de les perforer.

§ 2 : Les commerces, qui souhaitent mettre en vente les sacs-poubelle normalisés dont question au paragraphe premier, sont tenus de respecter, pour la vente, les tarifs fixés par le conseil communal, sous peine de sanction administrative. Ces commerces sont autorisés à mettre en vente ces sacs normalisés soit par liasse, soit à l'unité. La revente se fera au prix coûtant (et donc sans bénéfice, que les sacs soient vendus par liasse ou à l'unité).

§ 3 : La collecte des déchets ménagers assimilés provenant des commerçants, administrations, bureaux, collectivités, indépendants (y compris l'HORECA), centres hospitaliers et maisons de soins est réalisée selon les modalités fixées par le collège communal".

20. Tournai, rue Royale, 47. Service «chef de projet». Installation. Location du rez-de-chaussée d'un immeuble. Contrat de bail. Approbation.

Monsieur le Conseiller communal cdH, **Jean-Marie VANDENBERGHE**, prend la parole :

"Nous avons trouvé la méthode un peu particulière. Nous pouvons comprendre que dans le cadre des projets qui vont être suivis par ce futur chef de projet, il peut être intéressant de le placer aussi au centre de l'action ou du moins à proximité des actions. Mais nous nous posons des questions. En premier lieu, ces deux personnes vont être complètement coupées physiquement des services techniques de la Ville. Je n'imagine pas qu'elles vont avoir la maîtrise des projets, le contrôle des projets. Il va falloir des collaborations avec la Ville. Il y aurait certainement moyen de les héberger dans un bureau plus proche des services techniques communaux. La deuxième chose, c'est que cela

implique des dépenses. Il est dit que la majorité espère obtenir des subsides pour compenser le loyer de 700,00€ pour ces petits locaux et les aménagements qui y seraient réalisés. Je rappelle que les subsides, c'est de l'argent public. Dire que la Ville ne va pas avoir de frais, c'est un peu simple. Ces deux éléments nous chagrinent. Si les relations dans les services communaux ne se passent pas bien, je plains ces deux personnes qui se trouveront à la rue Royale, qui verront débarquer tous les mécontents et les réclamants. Cette manière d'organiser les choses ne nous semble pas opportune."

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Marie-Christine LEFEBVRE**, intervient ensuite :

"Ce loyer est trop élevé pour abriter le bureau d'un fonctionnaire communal. A la gare de Tournai, des bureaux sont vides vu le départ d'employés vers Mons. Ce serait peut-être possible d'y trouver un bureau pour un prix beaucoup plus raisonnable.

Il est noté dans le dossier que la Ville pourrait trouver des subsides. Pourriez-vous en dire plus ? Nous ne voterons pas ce point."

Monsieur le Conseiller communal cdH, **Jean-Marie VANDENBERGHE**, reprend la parole :

"On me fait remarquer que le bail commence déjà le 1er janvier 2016. Par rapport au suivi des dossiers, je trouve cela un peu prématuré. Au niveau de l'organisation, cela nous semble assez particulier."

Monsieur le **Président** d'assemblée répond à ces différentes interventions :

"Ce que le collège a défendu comme point de vue, c'est l'immersion du chef de projet au coeur du chantier. Tous les arguments, qui ont été développés, sont réversibles. A commencer par celui de la distance entre ces agents et les services communaux. Aujourd'hui, les communications ne passent plus uniquement de manière physique. Les échanges d'informations peuvent se faire aussi par voie électronique. Concernant les relations avec la population, le but est de permettre un contact direct de la population avec les porteurs de projet. Aujourd'hui, lorsqu'on se rend en France, on voit de nombreuses communes engagées dans les chantiers européens, où les chefs de projet sont en contact direct avec la population. Ils peuvent donner aux commerçants, aux citoyens, aux usagers, une information directe et continue. Cette façon d'organiser la communication est à la fois raisonnable et appuyée sur des expériences qui ont été menées et réussies ailleurs. Sur la question des coûts, reconnaissons qu'au regard des montants investis, nous parlons de coûts qui sont totalement marginaux, puisque nous allons avoir des retombées par les aides européennes qui sont très largement supérieures. Ce qui est dangereux aujourd'hui, c'est de ne pas suivre les dossiers dans les termes qui sont imposés par l'Union européenne. Et on sait à quel point les chantiers sont complexes à suivre sur le terrain.

On répond à un souci d'efficacité. Sincèrement, je ne cherche pas à chaque fois à contre-argumenter, mais j'essaye à chaque fois de comprendre quel est le sens de l'intérêt général. Se contenter comme ce fut le cas dans les grands chantiers de placer un grand panneau sur lequel on indique : "avec les fonds européens, un tel chantier va coûter autant, conducteur de chantier, telle personne et un numéro de téléphone", ou avoir une dynamique plus pro-active, dans laquelle on entre dans une autre logique démocratique qui est le contact direct des prestataires de projet avec la population, se justifie aussi. Donc, j'entends les contre-arguments de l'opposition, mais je pense que tout est réversible et peut aussi être positif."

Par 27 voix pour, 2 voix contre et 7 abstentions, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, C. MICHEZ, G. LECLERCQ, J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, D. SMETTE, J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, G. HUEZ, Mmes C. GUISSET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSENS, MM. L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, A. MELLOUK, M. R. DELVIGNE, Mme L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM V. BRAECKELAERE, A. BOITE, M. P.-O. DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale et M. R. DEMOTTE, Président d'assemblée.

Ont voté contre : MM. A. PESIN, B. MAT

Se sont abstenus : M. J.-M. VANDENBERGHE, Mmes M.-C. LEFEBVRE, M. WILLOCQ, H. CLEMENT-COUPLET, M. X. DECALUWE, Mme C. LADAVID, M. G. DENONNE.

Considérant qu'un service «chef de projet» sera prochainement constitué pour assurer la coordination et le monitoring des chantiers de grande envergure en tenant compte de la mise en œuvre des chantiers, des moyens de participation et de communication à l'égard des riverains (citoyens et commerçants);

Considérant que ce service (indispensable à la gestion et au suivi des projets européens) sera constitué de deux agents : un ingénieur architecte et un agent administratif;

Considérant que l'installation du service au rez-de-chaussée d'un immeuble de la rue Royale est idéale en raison de la situation centrale de cette rue;

Considérant que le rez-de-chaussée de l'immeuble (cadastré 2ème division section D n° 297 F) portant le numéro 47 de cette rue :

- a été récemment rénové
- est actuellement inoccupé
- a une superficie d'environ 70 m²
- comprend également une petite cour et un local de 10 m² à la cave
- est chauffé au gaz (chauffage central);

Considérant qu'en ce concerne l'eau, le gaz et l'électricité, des compteurs individuels sont installés;

Considérant que la Ville pourrait obtenir des subsides pour les loyers payés et les aménagements réalisés dans ces locaux;

Considérant que, lors de sa séance du 20 novembre 2015, le collège communal a marqué son accord, sous réserve de la décision du conseil communal, sur le projet de bail;

Considérant que le propriétaire de l'immeuble a également marqué son accord sur les termes de ce projet;

Vu l'article L1122-30 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 29 novembre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

Par 27 voix pour, 2 voix contre et 7 abstentions;

DECIDE :

d'approuver les termes du bail portant sur le rez-de-chaussée de l'immeuble (cadastré 2ème division section D n° 297 F) situé à 7500 Tournai, rue Royale, 47 destiné à accueillir le nouveau service «chef de projet» rédigé comme suit :

BAIL DE BUREAU

Entre les soussignés :

D'une part, en qualité de propriétaire-bailleur, Christian RIS, domicilié rue de la Ture 12 à 7500 TOURNAI,

ci-après dénommé «le bailleur»,

et

d'autre part, en qualité de preneur, la Ville de Tournai, dont les bureaux sont établis à 7500 TOURNAI, rue Saint-Martin, 52, ici représentée, conformément aux articles L1132/3, L1123/5 et L1124-17 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, par Monsieur Paul-Olivier DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale et Monsieur Thierry LESPLINGART, Directeur général adjoint, agissant en outre, en vertu d'une délibération du Conseil communal en date du 14 décembre 2015,

ci-après dénommée «le preneur»,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

1. Objet du contrat

Le bailleur donne à titre de bail au preneur qui accepte une surface exploitable en bureaux sise à 7500 TOURNAI, rue Royale 47 comprenant le rez-de-chaussée avec cour et 1 cave.

Les lieux sont bien connus du preneur, qui déclare les avoir parfaitement visités.

2. Destination

Les lieux sont loués à usage de bureaux destinés à accueillir le service «chef de projet» chargé d'assurer la coordination et le monitoring des chantiers de grande envergure et ce, en tenant compte de la mise en œuvre des chantiers, des moyens de participation et de communication à l'égard des riverains (citoyens et/ou commerçants).

Ils seront accessibles au public aux conditions définies par le preneur. Les lieux loués ne sont pas affectés au logement. Le preneur ne pourra changer la destination, ni sous-louer le bien en tout ou en partie, ni céder ses droits sur celui-ci qu'avec le consentement écrit du bailleur. L'éventuelle cession rendra le cédant et le cessionnaire solidaires dans leurs obligations.

3. Durée

Le bail est consenti pour une durée de quatre ans, prenant cours le 1er janvier 2016.

Il prend fin de plein droit sans préavis le 31 décembre 2019.

Toutefois, au terme de la quatrième année, à la demande du preneur, le bail sera prolongé aux mêmes conditions pour une durée indéterminée avec faculté, pour chacune des parties, d'y mettre fin à tout moment et sans motif moyennant préavis de six mois notifié par lettre recommandée à l'autre partie et prenant cours le 1er jour du mois suivant.

4. Loyer

La présente location est consentie et acceptée moyennant un loyer mensuel de 700 (sept cents) euros, payable par anticipation le 1er de chaque mois.

Il devra être payé par ordre permanent au compte 001-0010669-75 de Christian RIS.

5. Indexation

Conformément à la législation, le loyer ci-dessus sera adapté à la date anniversaire du présent bail à l'indice des prix à la consommation selon la formule suivante :

loyer de départ x indice du mois précédant l'anniversaire de l'entrée en vigueur du bail

indice de départ (= indice du mois précédant la conclusion du bail)

6. Garantie

Aucune garantie n'est prévue.

7. Retards de paiements

Tout montant dû par le preneur et non payé dix jours après le début du mois en cours produira de plein droit et sans mise en demeure, au profit du bailleur, un intérêt de 1% par mois à partir de son échéance, l'intérêt de tout mois commencé étant dû pour le mois entier.

8. Nettoyage - propreté

Le preneur entretiendra le hall d'entrée, les deux portes à front de rue, le trottoir, la devanture, les vitres, l'escalier de la cave.

Il veillera à ce que la cour soit propre et rangée. Il laissera libres les parties communes.

9. Impôts

Tous les impôts et taxes quelconques mis ou à mettre sur les lieux loués par l'Etat, la province, la commune ou par toute autre autorité publique devront être payés par le preneur, sauf le précompte immobilier qui est à charge du bailleur.

10. Consommations privées

Les abonnements aux distributions d'eau, gaz, électricité, téléphone sont à charge du preneur ainsi que tous les frais y relatifs tels que location des compteurs, coût des consommations, etc. Le relevé des compteurs se fera en présence des parties en début de bail.

11. Charges communes - Provisions

Le preneur n'est pas tenu au paiement d'une quote-part dans les charges communes.

Pas de provision prévue.

12. Etat des lieux

Le bien est loué dans l'état où il se trouve, bien connu du preneur qui déclare l'avoir visité et examiné dans tous ses détails. Il reconnaît que le bien correspond aux exigences élémentaires de sécurité et de salubrité. A l'échéance de cette convention, il devra laisser ce lieu dans l'état où il l'a trouvé à son entrée, compte tenu de l'usure locative normale.

L'état des lieux sera établi en début d'occupation entre les parties.

L'état des lieux contradictoire sera effectué à la fin du bail et ce, une fois la libération des lieux effectuée.

Les frais éventuels d'état des lieux sont à partager.

13. Modification du bien loué

Le preneur pourra effectuer tous les travaux d'embellissement, d'amélioration ou de transformation nécessaires à son activité. Ils seront réalisés conformément aux règles de l'art. Il veillera à ne pas compromettre la sécurité, la salubrité ou l'esthétique du bâtiment.

Les modifications éventuelles seront acquises sans indemnité au bailleur, qui conservera toutefois la faculté d'exiger le rétablissement des lieux dans leur état primitif. Les aménagements des lieux de type locatif imposés par l'application de règlements existants ou à venir, édictés par les autorités publiques sont à charge exclusive du preneur.

Le bailleur sera mis régulièrement au courant de l'évolution des aménagements.

En cas de modification des serrures extérieures, une copie de la nouvelle clé sera confiée au bailleur, ceci dans le but exclusif de permettre la sauvegarde des locaux en cas d'accident ou d'anomalie grave. Le bailleur s'engage à ne l'utiliser que dans ce cadre.

14. Entretien et réparation

Les petites réparations locatives et l'entretien ordinaire sont à charge du preneur. Ils comprennent notamment :

- l'entretien des installations sanitaires et de chauffage
- le contrôle des conduits d'évacuation des gaz brûlés
- la désobstruction des décharges des eaux usées
- le remplacement des vitres brisées
- les réparations locatives des parties privatives louées en cas de dégâts causés lors d'une effraction, d'un vol ou d'un acte de vandalisme
- les réparations consécutives à un usage anormal ou accidentel du bien loué et des communs.

Il préviendra le propriétaire de tout dégât ou défaut pouvant abîmer l'immeuble.

Le bailleur prend à sa charge les grosses réparations à effectuer au bien loué, selon les usages en cours.

15. Assurances

Pendant toute la durée du bail, le preneur souscrira une police d'assurance couvrant :

- les risques locatifs
- la responsabilité locative
- le recours des voisins
- les dégâts des eaux
- le bris de glace
- les dégâts consécutifs à une effraction, un vol et à un acte de vandalisme (réparations locatives des parties privatives louées).

Il devra pouvoir justifier du paiement des primes à toute demande du bailleur.

16. Recours

Le preneur ne pourra exercer de recours contre le bailleur en cas d'arrêt accidentel ou de mauvais fonctionnement des services et appareils desservant les lieux loués que s'il est établi qu'en ayant été avisé, le bailleur n'a pas pris aussitôt que possible toutes les mesures pour y remédier.

Le preneur usera du bien en bon père de famille et signalera immédiatement au bailleur les dégâts occasionnés à la toiture ou toutes autres grosses réparations mises par la loi à charge du propriétaire.

Il devra tolérer ces travaux alors même qu'ils dureraient plus de quarante jours et déclare renoncer à toute indemnité pour nuisance dans son occupation.

17. Expropriation

En cas d'expropriation, le bailleur avisera le preneur qui ne pourra réclamer aucune indemnité au bailleur. Il ne pourra faire valoir ses droits que contre l'expropriant et ne pourra lui réclamer aucune indemnité qui viendrait diminuer les indemnités à allouer au bailleur.

18. Affichage et visites

Six mois avant la fin du présent bail, soit à l'expiration du terme fixé, soit par résiliation, ainsi qu'en cas de mise en vente de l'immeuble, le preneur devra tolérer, jusqu'au jour de sa sortie, que des placards soient apposés aux endroits les plus apparents et que les amateurs puissent le visiter

librement et complètement deux jours par semaine et trois heures consécutives par jour, à déterminer de commun accord.

Pendant toute la durée du bail, le bailleur pourra visiter les lieux moyennant rendez-vous.

19. Ventes publiques

Il est interdit au preneur de procéder à des ventes publiques de meubles, marchandises, etc., dans l'immeuble loué, pour quelque cause que se soit.

20. Règlement d'ordre intérieur

Il n'existe pas de règlement d'ordre intérieur afférent aux lieux loués.

Le preneur se conformera aux instructions du bailleur.

Il reconnaît l'importance du respect mutuel vis-à-vis des autres locataires de l'immeuble et s'engage à tout faire pour que le calme et la bonne entente prévalent.

21. Animaux

La présence d'animaux n'est pas prévue.

22. Résiliation anticipée – Aliénation de l'immeuble

1. En cas de demande par le preneur de résiliation anticipée du présent bail au cours des quatre premières années, il sera délié de toutes les obligations résultant de ce bail, à dater de la prise en location du bien par un nouveau locataire agréé par le bailleur, et à la condition expresse qu'il ait payé :

- tous les loyers, impôts, charges, fourniture de gaz, électricité et eau et toutes autres sommes éventuellement dues, jusqu'à la date de prise d'effet de la nouvelle location
- les frais éventuels de remise en état de l'immeuble, chiffrée suivant l'état des lieux établi aux frais exclusifs du preneur par un expert désigné de commun accord ou par le juge de paix, si une au moins des parties le demande
- une indemnité de résiliation fixée forfaitairement à trois mois de loyer
- tous les frais résultant de la résiliation anticipée du bail

2. En cas d'aliénation de l'immeuble, l'acquéreur à titre gratuit ou onéreux des biens loués devra respecter le présent bail si celui-ci a acquis date certaine avant la signature du compromis.

23. Résiliation aux torts du preneur

En cas de résiliation du bail à ses torts, le preneur devra supporter tous les frais, débours et dépens quelconques provenant ou à provenir du chef de cette résiliation et payer, outre le loyer venu à échéance avant son départ, une indemnité de relocation équivalente au loyer d'un trimestre.

24. Solidarité

Les obligations du présent bail sont indivisibles et solidaires à l'égard des preneurs, de leurs héritiers ou de leurs ayants droit, à quelque titre que ce soit.

25. Domiciliation - identité

Le preneur déclare élire domicile en ses bureaux sis à 7500 Tournai, rue Saint-Martin, 52 tant pour la durée de la location que pour toutes les suites du bail.

En cas de changement, le preneur sera tenu d'en aviser sans retard le bailleur.

26. Enregistrement

Les frais d'enregistrement du bail sont à charge du preneur.

27. Litiges

La présente convention est régie par le droit belge.

Tout litige relatif à la validité, l'interprétation, l'exécution de la présente convention sera tranché par les tribunaux de l'arrondissement judiciaire du Hainaut – division Tournai.

Fait à Tournai, en 3 exemplaires, le

Pour le Preneur,

L'Echevin délégué à la fonction maïorale, Le Directeur général adjoint,

Paul-Olivier DELANNOIS Thierry LESPLINGART

Le Bailleur,

Christian RIS

21. Havinnes, lieu-dit "Faintiau". Vente de gré à gré d'une parcelle communale (pie) à un particulier. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Considérant que la Ville de Tournai est propriétaire de la parcelle sise à Havinnes, au lieu-dit "Faintiau", cadastrée ou l'ayant été section A, n° 136 C 3, d'une contenance selon cadastre de 3ha 55a 90ca;

Considérant que la totalité de cette parcelle fait l'objet d'un bail à ferme au profit de Monsieur Michel DEROISSART en vertu d'une décision du collège communal du 7 avril 1995;

Considérant qu'une tolérance de passage est établie sur le terrain communal dont question au profit de l'habitation de Madame Murielle DUQUESNE WATELET DE LA VINELLE, cadastrée ou l'ayant été section A, n°128 X, d'une contenance de 30a 9ca;

Considérant que l'origine du dossier découle d'une demande d'acquisition, formulée par Monsieur Gaëtan DERVAUX, géomètre-expert, agissant pour compte de Madame Murielle DUQUESNE WATELET DE LA VINELLE, portant sur une partie de la parcelle communale précitée (+/- 120 m²) et ce, afin de régulariser une situation de fait existante (partie reprise en hachuré orange au plan n°1);

Considérant que l'avis du service aménagement a été sollicité au sujet de la requête formulée par Monsieur Gaëtan DERVAUX, lequel a répondu qu'un permis d'urbanisme, ayant pour objet la démolition et la reconstruction de l'habitation de Madame DUQUESNE WATELET DE LA VINELLE a été délivré par le collège communal en date du 21 juin 2012;

Considérant que ce permis précise que toute amélioration de la servitude de passage (sic tolérance de passage) se fera par et à charge de l'intéressée et qu'il en sera de même pour tous travaux de raccordement actuels et futurs aux réseaux des impétrants;

Considérant, qu'au vu de ce qui précède, la chef de division du service urbanisme suggère de proposer à Madame DUQUESNE WATELET DE LA VINELLE l'acquisition de l'entièreté de la tolérance de passage (au départ de la rue Faintiau);

Considérant que les parcelles desservies par la tolérance de passage (cadastrées ou l'ayant été section A n° 123 G, 125 E, 128 T, 124 C, 128 X et 128 S) appartiennent à la famille DUQUESNE WATELET DE LA VINELLE à l'exception du terrain cadastré ou l'ayant été section A n° 130 F (propriété de Madame Charline GAILLEZ);

Considérant la décision du collège communal prise en séance du 23 août 2012 de proposer à l'intéressée l'acquisition de deux parties (reprises sous liseré rose au plan n°2 joint au dossier) de la parcelle communale;

Considérant que cette solution permettrait, d'une part, de procéder à l'alignement de propriété de Madame Murielle DUQUESNE WATELET DE LA VINELLE et, d'autre part, sans préjuger de l'avenir, de conserver la possibilité de maintenir/rétablir, au-delà de la propriété de l'intéressée, le passage entre la rue Faintiau et la rue des Déportés d'Havannes;

Considérant qu'à la réception de la notification de cette décision, Madame Murielle DUQUESNE WATELET DE LA VINELLE a formulé une contre-proposition en ce sens qu'elle achèterait le fond de la partie de la servitude qui dessert sa propriété;

Considérant que, suite à une visite sur place par le service patrimoine, il est apparu que:

- les prairies avoisinantes à cette tolérance de passage sont accessibles par d'autres moyens (rue des Déportés d'Havannes et rue Faintiau)
- la tolérance de passage au-delà de la propriété de Madame Murielle DUQUESNE WATELET DE LA VINELLE est complètement impraticable; les agriculteurs riverains se servent d'autres accès directs à la rue des Déportés d'Havannes (sentier n°42);

Considérant qu'au vu de ces éléments, le collège communal, en date du 21 décembre 2012, a décidé de revenir sur sa décision du 23 août 2012 et de proposer à l'intéressée l'acquisition:

- de la surface sollicitée initialement (+/- 120 m²)
- de l'assiette du droit de passage au départ de la rue Faintiau;

Considérant qu'en cas d'accord:

- un plan de mesurage devait être transmis à l'administration communale
- un rapport d'expertise (au m²) serait sollicité auprès de l'administration de l'enregistrement
- toutes indemnités éventuelles dues au fermier occupant seraient à charge de l'acquéreur
- une clause serait insérée dans l'acte de vente indiquant que l'acquéreur aurait l'obligation de laisser le passage aux agriculteurs riverains dans le cas où les accès des rues Faintiau et des Déportés d'Havannes seraient supprimés;

Considérant qu'en date du 13 mars 2013, Monsieur Gaëtan DERVAUX a transmis le plan de mesurage fixant à 9a 96ca la surface totale à aliéner à Madame Murielle DUQUESNE WATELET DE LA VINELLE;

Considérant que le rapport d'expertise dressé par l'administration de l'enregistrement en date du 7 mai 2013 fixait la valeur vénale de cette surface à 1,50€/m² (soit 1.494,00€ hors frais pour la surface convoitée);

Considérant qu'en sa séance du 28 juin 2013, le collège communal a, sous réserve de la décision du conseil communal:

- marqué son accord de principe sur le plan de mesurage précité (partie comprise entre le trait bleu sur le plan n°3 en annexe)
- décidé d'aliéner la surface dont question moyennant la somme de 5.000,00€ hors frais;

Considérant qu'en sa séance du 16 mai 2014, l'instance communale précitée a également décidé:

- d'aliéner la surface de 9a 96ca à Madame Murielle DUQUESNE WATELET DE LA VINELLE tout en insérant dans l'acte de vente à intervenir une clause afin de constituer, à titre gratuit, un droit de passage pouvant s'exercer à pied ou avec tout véhicule au profit des parcelles cadastrées ou l'ayant été section A, n°130 F et n°136 C 3 (solde cultivé par Monsieur Michel DEROISSART);
- d'informer l'intéressée qu'à l'avenir, le droit de passage pourrait s'étendre à d'autres parcelles si celles-ci devaient être considérées comme enclavées au sens des articles 682 à

684 du code civil et si le passage à cet endroit devait être considéré comme étant le moins dommageable;

- de désigner l'étude de Maîtres BOUQUELLE et MIKOLAJCZAK aux fins de représenter les intérêts de la Ville de Tournai dans ce dossier;

Considérant que le fermier occupant la parcelle communale cadastrée ou l'ayant été section A, n°136 C 3 a été averti par lettre recommandée datée du 20 mai 2014:

- de la vente d'une partie de la parcelle communale
- de la constitution d'une servitude de passage
- de la tenue d'une enquête publique

Considérant qu'une lettre similaire a été adressée au propriétaire de la parcelle cadastrée ou l'ayant été section A, n° 130 F;

Considérant qu'aucun des intéressés n'a donné suite à la correspondance leur adressée ou ne s'est présenté lors de la clôture d'enquête publique;

Considérant, à cet égard, que l'enquête de commodo et incommodo tenue du 2 juin 2014 au 17 juin 2014 n'a donné lieu à aucune observation;

Considérant que le rapport de réactualisation de l'expertise établi en date du 5 novembre 2014 par l'administration de l'enregistrement a confirmé la valeur initiale, soit 1,50€ hors frais;

Considérant que le Collège communal, lors de sa séance du 16 janvier 2015, a décidé, sous réserve de l'accord du conseil communal:

- de confirmer le prix d'aliénation de la partie de surface communale (9a 96ca), à savoir 5.000,00€ hors frais
- de marquer son accord sur le nouveau plan de mesurage établi par Monsieur Gaëtan DERVAUX matérialisant le chemin d'accès à la propriété de l'acquéreur d'une largeur de 2 mètres;

Considérant que l'intéressée a signé deux promesses unilatérales d'achat; la première expirait le 31 juillet 2015 et l'échéance de la seconde est prévue au 31 janvier 2016;

Considérant que le collège communal, lors de sa séance du 29 mai 2015, a décidé de marquer son accord de principe, sous réserve de la décision du conseil communal, sur les termes du projet d'acte authentique d'aliénation moyennant les modifications sollicitées par le service patrimoine;

Considérant que Maître Caroline WACQUEZ, notaire mandatée par Madame Murielle DUQUESNE WATELET DE LA VINELLE, a informé aux termes de son mail du 3 août 2015, l'administration communale qu'elle n'avait pas de remarque au sujet de l'acte à intervenir;

Considérant que l'attention du conseil communal est attirée sur le fait que, par rapport au projet d'acte soumis à l'examen du collège communal du 29 mai 2015:

- Monsieur Michel DEROISSART, fermier occupant de la parcelle communale, intervient à l'acte. La clause "Exposé préalable - occupation - préemption" a donc été modifiée en ce sens
- la clause "Inondations-Zone à risques" et son contenu ont été modifiés et sont devenus "Assurance contre les catastrophes naturelles - aléa d'inondation par débordements de cours d'eau" dont les termes suivent: *"L'attention de l'acquéreur a été attirée sur le contenu de l'article 129 §4 de la loi du quatre avril deux mille quatorze sur le contrat d'assurance terrestre."*

Considérant l'extrait du plan cadastral et les matrices;

Vu l'article L1122-30 du Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 11 novembre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE:

- de procéder à l'aliénation de gré à gré, au profit de Madame Murielle DUQUESNE WATELET DE LA VINELLE, d'une partie de la parcelle communale sise à Havinnes, au lieu-dit "Faintiau", cadastrée ou l'ayant été section A, n° 136 C 3, d'une contenance mesurée de 9a 96ca, telle que reprise sous liseré bleu, lot B, au plan de division levé et dressé par Monsieur Gaëtan DERVAUX, géomètre-expert moyennant la somme de 5.000,00€ hors frais;
- de marquer son accord sur les termes de l'acte authentique à intervenir dont les termes suivent:

"L'AN DEUX MILLE QUINZE,

Le

Par-devant Nous, Maître Olivette MIKOLAJCZAK, notaire associé, membre de la société civile sous forme de société privée à responsabilité limitée «BOUQUELLE & MIKOLAJCZAK, Notaires associés», à la résidence de Tournai, à l'intervention de Maître Caroline WACQUEZ/ Charlotte DECOCK, notaire associé à la résidence de Tournai.

A COMPARU :

La Ville de Tournai, dont les bureaux sont situés à 7500 Tournai, rue Saint-Martin, numéro 52.

Ici représentée par Monsieur Paul-Olivier DELANNOIS, échevin délégué à la fonction maïorale, et par Monsieur Thierry LESPLINGART, directeur général adjoint, en vertu des articles L1132-3, L1123-5 et L 1124-17 du Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, agissant en exécution d'une délibération du conseil communal datée du 14 décembre 2015, dont un extrait respectif restera ci-annexé.

Ladite délibération a été notifiée à l'autorité de tutelle, laquelle n'a pas émis d'objection à la présente vente, le délai imparti ayant été écoulé.

Ci-après dénommée «LE VENDEUR»

Laquelle comparante a, par les présentes, déclaré vendre sous toutes les garanties ordinaires de fait et de droit et notamment pour quitte et libre de toutes dettes et charges privilégiées ou hypothécaires généralement quelconques, ainsi que de toutes inscriptions et transcriptions.

Au profit de Madame DUQUESNE WATELET de la VINELLE Murielle Christine Angèle Ghislaine, née à Tournai le vingt-trois octobre mil neuf cent cinquante-neuf (numéro national 591023-136-95), épouse de Monsieur Hans VANBETS, domiciliée à FR- 75005 Paris-05 (France), 16, rue Henri Barbusse.

Mariée sous le régime de la séparation de biens pure et simple, aux termes de son contrat de mariage reçu par le notaire James DUPONT, le neuf septembre deux mille cinq, non modifié à ce jour ainsi qu'elle le déclare.

Ci-après dénommée «L'ACQUEREUR».

Ici présente, comparaissant et déclarant accepter,

Le bien dont suit la désignation :

TOURNAI – 9ème division - HAVINNES

Une parcelle de terre située lieu-dit «Faintiau», cadastrée section A, partie du numéro 136/C3, pour une contenance mesurée de neuf ares nonante-six centiares.

Tel que ce bien est repris sous liseré bleu, lot B, au plan de division et de délimitation dressé par Monsieur Gaëtan DERVAUX, géomètre-expert à Tournai, le treize mars deux mille treize, lequel plan restera annexé au présent acte, après avoir été signé ne varietur par les parties et nous Notaire.

Ce plan est repris dans la base de données des plans de délimitation de l'administration générale de la documentation patrimoniale, sous la référence numéro 57036/10056 et n'a plus été modifié depuis.

Ce plan sera annexé aux présentes, mais pas présenté à la formalité de l'enregistrement en application de l'article 26, 3ème alinéa, 2° du Code des droits d'enregistrement. En outre, les parties et nous Notaire demandent la transcription du plan au bureau des hypothèques en application de l'article 1, 4ème alinéa de la loi hypothécaire.

Origine de propriété

Ledit bien appartient à l'administration communale de Tournai depuis plus de trente ans.

Exposé préalable - Occupation - Prémption :

Préalablement à la présente vente les parties nous ont exposé ce qui suit :

Le vendeur déclare que le collège échevinal, lors de sa séance du 7 avril 1995, a accordé la cession de la convention d'occupation portant sur une parcelle, actuellement cadastrée 9ème division, section A, n° 136 C 3, en faveur de Monsieur Michel DEROISSART.

Dans les faits, Monsieur Michel DEROISSART n'a jamais occupé la partie de cette parcelle aménagée en accès desservant l'habitation appartenant à Madame Murielle DUQUESNE WATELET DE LA VINELLE et qui fait l'objet de la présente vente.

Monsieur **Michel Simon Félicien DEROISSART**, né à Tournai le treize avril mil neuf cent soixante-deux (numéro national 620413-115-49), époux de Madame Marie-Claude DUPONT, domicilié à 7531 Havinnes, rue Maretiaux, 228, intervient aux présentes pour renoncer à son droit de prémption et à la cession de pareil droit.

Monsieur Michel DEROISSART, après avoir pris connaissance de la vente qui précède par la lecture qui lui en a été donnée, a déclaré:

- qu'il avait été régulièrement tenu au courant par la venderesse de son intention de vendre le bien ci-dessus décrit;
- qu'il a été averti, par courrier recommandé du 20 mai 2014, de la tenue d'une enquête de commodo et incommodo concernant l'aliénation de l'assiette de l'accès à l'habitation de Madame Murielle DUQUESNE WATELET DE LA VINELLE;
- que, ne désirant pas acquérir, il renonce à son droit de prémption ainsi qu'à son droit de céder son droit de prémption, et qu'au surplus, il dispense le notaire soussigné de lui notifier par lettre recommandée le prix et les conditions auxquels cette vente est réalisée;
- qu'il s'interdit toutes réclamations à la venderesse au sujet des indemnités de sorties généralement quelconques auxquelles il pourrait prétendre, cette question ayant été réglée directement entre lui et l'acquéreur;

Et d'un même contexte, les comparants requièrent le notaire soussigné d'acter qu'est parfaite la vente intervenue entre eux, aux conditions reprises ci-après.

CONDITIONS

La présente vente est consentie et acceptée aux conditions suivantes :

1. Le bien est vendu et délivré dans l'état où il se trouve ce jour, sans garantie de la nature du sol et du sous-sol.
2. La contenance indiquée n'est pas garantie, fût-elle supérieure ou inférieure d'un vingtième à celle renseignée, la différence devant faire le profit ou la perte de l'acquéreur.
3. L'acquéreur profitera des servitudes actives et se défendra de celles passives, le tout à ses frais, risques et périls. Il prendra les biens avec les mitoyennetés qui leur appartiennent. Le bien est vendu avec toutes les charges et servitudes qui pourraient l'avantager ou le grever, et notamment celles pouvant résulter du titre de propriété dans le chef du vendeur ou des propriétaires antérieurs. Le vendeur déclare qu'à sa connaissance, il n'existe pas d'autres charges ou servitudes grevant le bien que celle reprise ci-après.

Il fera son affaire personnelle des servitudes imposées par les services urbanistiques ou les autorités administratives, de manière telle que le vendeur ne puisse être inquiété ni recherché à ce sujet.

4. L'acquéreur aura dès ce jour la propriété du bien vendu, et la jouissance, ce jour également, par la prise de possession effective, le bien étant vendu libre d'occupation ainsi que le déclare le vendeur. Il supportera à partir d'aujourd'hui tous impôts, contributions ou taxes qui se rapportent au bien qui lui est vendu.

5. Il est expressément stipulé que le coût des raccordements aux égouts, à l'eau, au gaz, à l'électricité, au téléphone et à la télédistribution est à la charge exclusive de l'acquéreur.

Assurance contre les catastrophes naturelles - aléa d'inondation par débordements de cours d'eau

L'attention de l'acquéreur a été attirée sur le contenu de l'article 129 §4 de la loi du quatre avril deux mille quatorze sur le contrat d'assurance terrestre.

Les parties reconnaissent avoir pu consulter la cartographie des zones inondables sur le site:

<http://cartographie.wallonie.be/inondations/#CTX=alea#BBOX>.

Le vendeur a attiré l'attention de l'acquéreur sur le fait que le bien n'est pas situé dans une zone d'inondation selon les données fournies par la Région wallonne.

DECLARATIONS URBANISTIQUES

STATUT ADMINISTRATIF

I. Mentions et déclarations prévues à l'article 85 du code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du patrimoine et de l'énergie (CWATUPE)

A. Information circonstanciée :

1. Le vendeur déclare que :

Le bien en cause :

- est situé dans le schéma de développement de l'espace régional;
- est affecté au plan de secteur de - Tournai – Leuze - Péruwelz approuvé par arrêté royal du 24 juillet 1981 et qui n'a pas cessé de produire ses effets pour le bien précité, en «zone agricole» laquelle est régie par l'article 35 du nouveau Code wallon;
- n'est pas situé dans un projet de révision du susdit plan de secteur approuvé par arrêté;
- n'est pas situé dans le périmètre d'un plan communal d'aménagement approuvé;
- est situé dans le projet de schéma de structure communal adopté provisoirement par le Conseil communal du 28 avril 2008 avec sur la carte de structure spatiale une affectation de «zone agricole contribuant au maintien ou à la formation du paysage»;
- n'est pas situé sur le territoire ou partie de territoire communal où un règlement régional est applicable;
- est situé sur le territoire communal où un avant-projet de règlement communal d'urbanisme au sens de l'article 78 est à l'étude tout étant qu'à ce jour les dispositions du règlement général de police sur les bâtisses du 15 mai 1946 sont maintenues (cfr article 244 du règlement général de police du 1er juillet 2002), uniquement pour l'ancien territoire de la Ville de Tournai dès lors que ce règlement a été adopté bien avant les fusions;
- n'est pas situé dans un projet de rapport urbanistique et environnemental au sens de l'article 33 dudit Code wallon;
- n'est pas situé dans un site à réaménager au sens de l'article 169 du Code (site d'activité économique désaffecté);
- n'est pas situé dans un périmètre de revitalisation urbaine au sens de l'article 172 dudit Code;
- n'est pas situé dans un périmètre de rénovation urbaine au sens de l'article 173 dudit Code;

- n'est pas situé dans le périmètre tel que visé par l'article 136 bis (à savoir par arrêté du Gouvernement wallon) traitant des périmètres des zones vulnérables établies autour des établissements présentant un risque majeur au sens du décret sur l'environnement;
- n'est pas à notre connaissance soumis au droit de préemption à savoir que le Gouvernement n'a pas arrêté un périmètre d'application de ce droit pour le susdit bien comme dit à l'article 176 § 3 dudit Code;
- n'est pas repris dans les limites d'un plan d'expropriation approuvé par arrêté;
- n'a pas fait l'objet de classement comme monument, comme site ou ensemble architectural;
- n'a pas fait l'objet d'une inscription sur une liste de sauvegarde visée à l'article 193 dudit Code;
- n'est pas inclus dans une zone de protection par arrêté (zone de protection autour d'un monument ou site classé) au sens de l'article 209 dudit Code wallon;
- est situé aux termes du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique (PASH) approuvé par arrêté du Gouvernement wallon du 10 novembre 2005, en zone faiblement habitée qui ne sera pas pourvue d'assainissement collectif;
- n'est pas situé dans le périmètre d'un lotissement non périmé;
- n'a pas fait l'objet d'un certificat d'urbanisme de moins de deux ans;
- n'a pas fait l'objet d'un permis de bâtir ou d'urbanisme délivré après le 1er janvier 1983, à tout le moins au nom du propriétaire actuel.

En ce qui concerne l'accès du bien à une voirie suffisamment équipée en eau, électricité, pourvue d'un revêtement solide et d'une largeur suffisante : ces renseignements ne seront fournis qu'après consultation des impétrants et des services « Voirie » sur base d'un dossier de certificat d'urbanisme n° 2.

Tout renseignement quant à la localisation dans un site repris à l'Atlas des sites archéologiques ne peut vous être communiqué, cet atlas n'étant pas établi à ce jour.

En ce qui concerne (article 85 § 1er - 3ème), les données inscrites pour ce bien dans la banque de données de l'état des sols visée à l'article 14 du décret relatif à l'assainissement des sols pollués, nous ne sommes pas en possession de celles-ci.

Outre les renseignements ci-dessus tels que préconisés par l'article 85 dudit Code, nous vous signalons également à titre d'information que ce bien :

- n'est pas soumis aux dispositions d'un plan d'alignement approuvé par arrêté royal;
- est traversé par un sentier (Sentier n° 43) tel qu'il figure à l'Atlas des communications vicinales;
- le bien voisin, cadastré numéro 128/X n'est pas accessible par une voirie publique mais par une servitude établie au départ de la rue des Déportés d'Havannes, et passant sur le bien dont il est ici question;
- est repris dans une zone de contrainte karstique considérée comme faible sur la carte géologique établie en janvier 2004 par la faculté polytechnique de Mons (FPMs) à la demande de la Région wallonne.

2. Le notaire instrumentant réitère cette information au vu de la lettre reçue de l'administration communale de la Ville de Tournai le cinq mars deux mille quinze, soit moins de quarante jours après l'envoi de la demande de renseignements notariaux adressée par ses soins le treize février deux mille quinze.

L'acquéreur reconnaît avoir reçu, antérieurement à ce jour, une copie de cette lettre du cinq mars deux mille quinze, relatant les renseignements urbanistiques en ce compris les renseignements repris dans un certificat d'urbanisme numéro 1.

B. Absence d'engagement :

Le vendeur déclare qu'il ne prend aucun engagement quant à la possibilité d'effectuer ou de maintenir sur le bien aucun des actes et travaux visés à l'article 84, §1, et le cas échéant, ceux visés à l'article 84, §2, alinéa 1, du susdit Code wallon.

Il ajoute que le bien ne recèle aucune infraction aux normes applicables en matière d'urbanisme et d'aménagement du territoire, et que l'ensemble des actes, travaux et constructions réalisés ou maintenus à son initiative est conforme aux normes applicables en matière d'urbanisme et d'aménagement du territoire.

C. Information générale :

Il est en outre rappelé que :

- aucun des actes et travaux visés à l'article 84, §1, et, le cas échéant, ceux visés à l'article 84, §2, alinéa 1, ne peut être accompli sur le bien tant que le permis d'urbanisme n'a pas été obtenu;
- il existe des règles relatives à la péremption des permis d'urbanisme;
- l'existence d'un certificat d'urbanisme ne dispense pas de demander et d'obtenir un permis d'urbanisme.

II. Mentions prévues par le règlement général sur la protection de l'environnement

Le bien ne fait l'objet d'aucun permis d'environnement, anciennement permis d'exploiter, de sorte qu'il n'y a pas lieu de faire mention de l'article 60 du règlement général sur la protection de l'environnement.

III. Le vendeur déclare que le bien vendu n'est :

- pas situé dans une zone de protection ou dans un site archéologique, tels qu'ils sont définis dans le Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine.

IV. Il déclare par ailleurs n'avoir pas connaissance que le bien vendu :

- soit soumis au droit de préemption visé aux articles 175 et suivants du Code wallon de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme et du patrimoine et de l'énergie;
- ait fait ou fasse l'objet d'un arrêté d'expropriation;
- soit concerné par la législation sur les mines, minières et carrières, ni par la législation sur les sites wallons d'activité économique désaffectés;
- soit repris dans le périmètre d'un remembrement légal.

ETAT DES SOLS - ASSAINISSEMENT DU SOL EN REGION WALLONNE

Décret Wallon du 27 juin 1996 relatif aux déchets

L'attention des parties a été attirée sur le fait que la présence de terres polluées dans le sol, quelle que soit l'origine ou la date de la pollution, peut être constitutive de déchets. A ce titre, le détenteur de déchets est tenu d'un ensemble d'obligations allant d'une obligation de gestion à une obligation d'assainissement, voire de réhabilitation.

Décret wallon du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols, publié aux annexes du Moniteur belge du 18 février 2009 (les annexes audit décret ayant été publiées au Moniteur belge du 6 mars 2009), entré en vigueur le 6 juin 2009 (à l'exception de l'article 21 dont la date d'entrée en vigueur sera fixée par un arrêté d'exécution).

En l'état du droit :

* En vertu de l'article 85 du CWATUPE amendé par le décret susdit du cinq décembre deux mille huit, le vendeur est tenu de mentionner à l'acquéreur les données relatives au bien inscrites dans la banque de données de l'état des sols au sens de l'article 10 du décret. A ce jour cette banque de données est en voie de constitution de sorte que le vendeur est dans l'impossibilité de produire un extrait de celle-ci.

* Il n'existe pas de norme qui prescrive à charge du cédant les obligations d'investigations d'assainissement ou de sécurité en cas de mutation de sol.

* De même, est discutée la question de savoir si l'exigence classique de bonne foi oblige le vendeur non professionnel à mener d'initiative de telles démarches d'investigation sur son propre sol avant toute mutation.

Dans ce contexte, le vendeur déclare qu'à sa connaissance, après des années de jouissance paisible (sans troubles) et utile (sans vices), sans pour autant que l'acquéreur exige de lui des investigations complémentaires dans le terrain (analyse de sols par un bureau agréé) :

1. ne pas avoir exercé ou laissé s'exercer sur le bien présentement vendu, ni actes ni activités pouvant engendrer une pollution antérieure aux présentes qui soit incompatible avec la destination future du bien.
2. ne pas avoir connaissance de l'existence présente ou passée sur ce même bien, d'un établissement ou de l'exercice présent ou passé d'une activité figurant sur la liste des établissements et activités susceptibles de causer une pollution du sol au sens dudit décret sols en vigueur en Région wallonne.
3. qu'aucune étude de sol dite d'orientation ou de caractérisation dans le sens dudit décret sols n'a été effectuée sur le bien présentement vendu et que par conséquent, aucune garantie ne peut être donnée quant à la nature du sol et son état de pollution éventuel.

Pour autant que ces déclarations aient été faites de bonne foi, le vendeur est exonéré vis-à-vis de l'acquéreur, de toute charge relative à une éventuelle pollution du sol qui serait constatée dans le futur et des éventuelles obligations d'assainissement du sol relatives au bien vendu.

Sous cette réserve, l'acquéreur libère le vendeur de toutes obligations dans les rapports entre parties sans préjudice aux droits des tiers et notamment des autorités publiques.

En pareil cas, les parties conviennent que le vendeur mis en cause par les autorités publiques ne pourrait se retourner contre l'acquéreur ou l'appeler en garantie.

SERVITUDE D'UTILITE PUBLIQUE LIEE A LA PRESENCE D'UNE CANALISATION DE GAZ NATUREL DE FLUXYS

Le dix-huit novembre deux mille huit, la société FLUXYS a adressé aux notaires un courrier imposant aux notaires chargés de transactions immobilières, de vérifier si des canalisations de FLUXYS passent à proximité du bien vendu.

Le treize février deux mille quinze, le notaire instrumentant a consulté le site du point de contact fédéral informations câbles et conduites (CICC). En réponse à la demande d'informations concernant le bien, objet des présentes, le CICC a répondu : «Propriétaires d'installations concernées par l'annonce : opérateur des réseaux gaz et électricité (Ores), société wallonne des eaux (SWDE), Belgacom».

L'acquéreur reconnaît avoir reçu antérieurement à ce jour, une copie de cette recherche.

CONSTITUTION DE SERVITUDE

Par sa séance du seize mai deux mille quatorze, le collège communal de la Ville de Tournai a décidé de constituer, à titre perpétuel et gratuit, un droit de passage sur la parcelle présentement vendue, pouvant s'exercer à pied ou avec tout véhicule :

- au profit du bien cadastré ou l'ayant été section A, numéro 128 X;
- au profit des parcelles cadastrées ou l'ayant été section A, numéros 130 F, 123 G, 125 E, 124 C, 128 T, et 128 S;
- au profit de la parcelle cadastrée ou l'ayant été section A, numéro 136/C3/partie – Lot A dans le cas d'une division de celle-ci ne permettant plus un accès direct via le Chemin n° 8.

Pour rappel, le chemin n° 10 a été supprimé le 13 février 1921 selon les données consultées au service travaux de la Ville de Tournai.

L'utilisation de cette servitude est autorisée au véhicule ayant une largeur de roulage inférieure à 2 mètres. Au-delà de la parcelle A 130F, le chemin d'accès se rétrécissant, le passage est autorisé uniquement aux piétons et se termine au niveau de la limite formée par les parcelles 128 S et 128 X. L'acquéreur sera subrogé dans tous les droits et obligations découlant de cette servitude.

L'acquéreur déclare s'obliger et obliger ses héritiers et ayants droit à tous titres à respecter cette condition particulière, sans aucune exception ni réserve, de sorte que le vendeur ne soit jamais inquiété par la suite à ce sujet

Lors de toute mutation en propriété et en jouissance ayant pour objet le bien prédécrit, tous actes translatifs ou déclaratifs, y compris les baux, devront contenir la mention expresse que le nouvel intéressé a une parfaite connaissance de cette servitude et qu'il devra en respecter toutes les clauses et conditions.

PRIX

Lecture est donnée par le notaire instrumentant de l'article 203, premier alinéa, du Code des droits d'enregistrement, rédigé comme suit : "En cas de dissimulation au sujet du prix et des charges ou de la valeur conventionnelle, il est dû individuellement par chacune des parties contractantes une amende égale au droit éludé. Celui-ci est dû indivisiblement par toutes les parties".

Les parties ont déclaré la présente vente consentie et acceptée moyennant le prix de CINQ MILLE EUROS (5.000,00 €), à l'instant payé comme dit ci-après.

Dont quittance, sous réserve d'encaissement du chèque.

Quittance :

Est ici intervenu, Monsieur Eddy MOULIN, Directeur financier de la Ville de Tournai, lequel déclare que l'entièreté du prix susmentionné a été payé sur le compte numéro 091-0004076-31 du Bureau des recettes de la Ville de Tournai, et donner quittance entière et définitive.

Conformément à la décision du conseil communal, Monsieur Eddy MOULIN et la Ville de Tournai, dûment représentée, requièrent la dispense d'inscription d'office comme dit ci-après.

DISPOSITIONS SUR LE BLANCHIMENT D'ARGENT

Le notaire instrumentant atteste que le paiement du prix, qu'il a personnellement constaté, a été effectué par

DISPENSE D'INSCRIPTION D'OFFICE

Monsieur le conservateur des hypothèques est expressément dispensé de prendre inscription d'office en vertu des présentes pour quelque motif que ce soit.

FRAIS

Les frais, droits et honoraires résultant des présentes sont à charge de l'acquéreur.

TUTELLE

La présente convention ainsi que la délibération du conseil communal de la Ville de Tournai autorisant la vente ont été présentées les au gouvernement de la Région wallonne dans le cadre de la tutelle d'annulation prévue par le décret du premier avril mil neuf cent nonante-neuf organisant la tutelle sur les communes, les provinces et les intercommunales de la Région wallonne. La présente vente peut être définitivement conclue en l'absence d'annulation, dans les trente jours de sa notification, par le gouvernement de la Région wallonne, de la délibération du conseil communal autorisant la présente vente.

DECLARATION RELATIVE A LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE

Le notaire instrumentant a donné lecture des articles 62 paragraphe 2, et 73, du Code de la taxe sur la valeur ajoutée, et interpellé par lui, le vendeur a déclaré ne pas être assujéti à ladite taxe.

TAXATION DES PLUS-VALUES

Les parties déclarent être informées de l'arrêté royal du vingt décembre mil neuf cent nonante-six portant des mesures fiscales diverses et contenant, notamment, taxation des plus-values réalisées à l'occasion d'une cession à titre onéreux d'immeubles bâtis, dans les cinq ans de la date d'acquisition.

DECLARATION DU VENDEUR

Le vendeur déclare avoir été informé par le notaire instrumentant des dispositions de l'article 212 du Code des droits d'enregistrement relatif à la restitution partielle des droits d'enregistrement. Il déclare ne pas pouvoir bénéficier de cette restitution.

INFORMATIONS

En outre, les parties reconnaissent que le notaire instrumentant les a informées de l'existence en Région wallonne de primes en matière d'aide au logement et en matière énergétique ainsi que de l'octroi de réductions d'impôts par l'Etat fédéral et les a renvoyées à ce sujet aux sites Internet de la Région wallonne et de l'Etat fédéral, et notamment aux sites suivants :

http://minécofgov.be:e,ergy-rational_energy_lise:tax_reductions:home_fr.htm

<http://energie.wallonie.be>

<http://spw.wallonie.be>

DECLARATIONS FINALES

Chaque comparant déclare :

- que son état civil est conforme à ce qui est précisé ci-avant.
- qu'il n'a à ce jour déposé aucune requête en règlement collectif de dettes et s'engage à ne pas en faire la demande endéans les deux mois des présentes.
- qu'il n'est pas pourvu d'un administrateur provisoire ou d'un conseil judiciaire.
- qu'il n'a pas déposé de requête en concordat judiciaire.
- qu'il n'est pas pourvu d'un administrateur provisoire désigné par le tribunal de commerce.
- qu'il n'a pas été déclaré en faillite non clôturée à ce jour.
- et d'une manière générale, qu'il n'est pas dessaisi de l'administration de ses biens.

Le vendeur déclare :

- n'avoir pas bénéficié d'une prime de la Région wallonne pour des travaux effectués à l'immeuble objet des présentes.
- qu'il n'a été effectué aucune visite de fonctionnaires de l'administration du cadastre à l'effet de modifier le revenu cadastral suite à des transformations améliorations ou ajoutées éventuellement réalisées au bien vendu.
- que le bien vendu n'a pas fait l'objet de travaux à ce point importants que le maximum du revenu cadastral du bien retenu par la loi pour que l'immeuble soit considéré comme modeste pourrait être dépassé.

IDENTITE

Conformément à la loi organique du notariat, les comparants ont été identifiés au vu de leur carte d'identité. Ils marquent leur accord sur la mention dans l'acte, de leur numéro d'immatriculation au registre national.

Conformément à la loi hypothécaire, les notaires soussignés certifient l'exactitude des nom, prénoms, lieu et date de naissance des comparants au vu du registre national.

ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les parties élisent domicile en leur siège ou domicile respectif.

INTERETS CONTRADICTOIRES - ENGAGEMENTS DISPROPORTIONNES

Les comparants reconnaissent avoir été éclairés par le notaire instrumentant sur la portée de l'article 9, paragraphe 1er, alinéa 2, de la loi contenant organisation du notariat, qui dispose : "Lorsqu'il constate l'existence d'intérêts contradictoires ou d'engagements disproportionnés, le notaire attire

l'attention des parties et les avise qu'il est loisible à chacune d'elles de désigner un autre notaire ou de se faire assister par un conseil. Le notaire en fait mention dans l'acte".

DROIT D'ECRITURE

Droit d'écriture, sur déclaration du notaire instrumentant : cinquante euros (50,00 €).

DONT ACTE

Fait et passé à Tournai, en l'Hôtel de Ville, date que dessus.

Les parties nous déclarent qu'elles ont pris connaissance du présent projet d'acte au moins cinq jours ouvrables avant la signature des présentes et que ce délai leur a été suffisant pour l'examiner utilement.

Après lecture commentée, intégrale en ce qui concerne les parties de l'acte visées à cet égard par la loi et partiellement des autres dispositions, ce que les parties reconnaissent, celles-ci ont signé ainsi que Nous, Notaires, le présent acte, dont la minute demeurera en la garde et possession du notaire Mikolajczak, qui l'inscrira à son répertoire.";

- d'affecter le produit à provenir de cette vente à l'article 124/761-51 du budget extraordinaire 2015.

22. Vente de gré à gré d'un immeuble communal sur base d'appel d'offres à l'intervention du Service public de Wallonie. Procédure. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Considérant la procédure en cas de vente de gré à gré, sur base d'appel d'offres, d'un bien communal lorsqu'un notaire est chargé de ce type de vente, à savoir :

- décisions de principe et fixation des modalités de vente par le collège communal
- présentation à l'examen du conseil communal de l'accord de mise en vente du bien, les modalités de vente et le projet d'acte définitif
- délai d'un mois incombant à l'autorité de tutelle
- lancement de la publicité par le notaire instrumentant
- signature d'une offre irrévocable d'achat, valable 4 semaines, par les candidats acquéreurs
- offre soumise à l'examen du collège communal et acceptation, sous réserve d'une offre supérieure notifiée dans un délai de deux semaines à compter de la décision du collège
- lettre recommandée envoyée aux candidats acquéreurs par l'étude conformément à la décision du collège communal (la lettre recommandée peut être remplacée par une lettre simple moyennant accusé de réception)
- en cas de notification d'une offre supérieure, le candidat, qui a fait une offre, sera informé par le notaire et disposera, à compter de cette information, d'un délai de 8 jours calendrier pour déposer une nouvelle offre. A défaut de l'avoir fait dans ledit délai, il devra être considéré comme ayant renoncé à son acquisition. S'il fait une offre supérieure, l'autre candidat acquéreur sera informé et disposera à son tour de la possibilité de déposer une nouvelle offre supérieure dans les conditions ci-dessus définies
- dès que la vente est définitive : un acompte de 10% est versé dans les 8 jours sur l'un des comptes de l'étude. Il n'y a pas de compromis, la vente étant parfaite par l'acceptation de l'offre par le collège communal
- signature de l'acte authentique dans les 4 mois de l'acceptation de l'offre par le collège communal, tous frais à charge de l'acquéreur;

Considérant que, lorsque le Service public de Wallonie (département des comités d'acquisition, direction du comité d'acquisition de Mons) est chargé du suivi d'un dossier de mise en vente de gré à gré sur base d'appel d'offres, la procédure n'est pas similaire;

Considérant qu'en date du 30 octobre 2015, le collège communal a pris connaissance de la procédure mise en place par le SPW :

- désignation du Service public de Wallonie (département des comités d'acquisition, direction du comité d'acquisition de Mons) pour dresser le rapport d'expertise et pour le suivi du dossier
- lancement de la publicité sur IMMOWEB
- dès qu'une offre correspond au minimum au prix souhaité, ledit service organise une séance de vente au plus offrant à laquelle sont convoquées d'office les personnes ayant fait une offre préalable. La séance est également accessible à tout un chacun;
- départ de la vente au niveau de la meilleure offre reçue, les personnes présentes pouvant surenchérir
- au terme de la séance, une promesse d'acquisition avec l'amateur ayant fait la meilleure offre est signée (à ce stade de la procédure, la Ville ne prend encore aucun engagement de vendre le bien)
- la promesse d'acquisition est soumise à l'examen du conseil communal
- signature d'un compromis de vente aux conditions énoncées dans la promesse d'acquisition
- signature de l'acte de vente;

Considérant qu'en séance du 30 octobre 2015, le collège communal a décidé, sous réserve de la décision du conseil communal, de marquer son accord sur l'adoption de la procédure suivante de mise en vente des immeubles communaux en cas d'intervention du Service public de Wallonie (département des comités d'acquisition, direction du comité d'acquisition de Mons) :

- désignation par le collège communal du Service public de Wallonie (département des comités d'acquisition, direction du comité d'acquisition de Mons) pour dresser le rapport d'expertise et pour le suivi du dossier;
- avant de lancer la procédure, le conseil communal marque son accord sur :
 - le prix de vente minimum
 - les termes de la promesse d'acquisition
 - les termes de l'acte de vente;
- lancement de la publicité sur IMMOWEB;
- dès qu'une offre correspond au minimum au prix souhaité, le Service public de Wallonie (département des comités d'acquisition, direction du comité d'acquisition de Mons) organise une séance de vente au plus offrant à laquelle sont convoquées d'office les personnes ayant fait une offre préalable. La séance est également accessible à tout un chacun;
- départ de la vente au niveau de la meilleure offre reçue, les personnes présentes pouvant surenchérir;
- au terme de la séance, signature d'une promesse d'acquisition (dont les termes ont été arrêtés par le conseil communal) avec l'amateur ayant fait la meilleure offre;
- levée de l'option par le collège communal, le cas échéant, sous condition suspensive du non-exercice des droits de préemption;
- signature d'un compromis de vente aux conditions énoncées dans la promesse d'acquisition et, le cas échéant, sous condition suspensive du non-exercice des droits de préemption;
- versement par l'acquéreur d'un acompte de dix pour cent et d'une provision pour frais (de quinze pour cent ou huit et demi pour cent en cas de réduction des droits d'enregistrement);
- signature de l'acte de vente dont les termes ont été arrêtés par le conseil communal;

Vu l'article L1122-30 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 11 novembre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

de marquer son accord sur l'adoption de la procédure suivante de mise en vente des immeubles communaux en cas d'intervention du Service public de Wallonie (département des comités d'acquisition, direction du comité d'acquisition de Mons):

- désignation par le collège communal du Service public de Wallonie (département des comités d'acquisition, direction du comité d'acquisition de Mons) pour dresser le rapport d'expertise et pour le suivi du dossier;
- avant de lancer la procédure, le conseil communal marque son accord sur :
 - le prix de vente minimum
 - les termes de la promesse d'acquisition
 - les termes de l'acte de vente;
- lancement de la publicité sur IMMOWEB;
- dès qu'une offre correspond au minimum au prix souhaité, le Service public de Wallonie (département des comités d'acquisition, direction du comité d'acquisition de Mons) organise une séance de vente au plus offrant à laquelle sont convoquées d'office les personnes ayant fait une offre préalable. La séance est également accessible à tout un chacun;
- départ de la vente au niveau de la meilleure offre reçue, les personnes présentes pouvant surenchérir;
- au terme de la séance, signature d'une promesse d'acquisition (dont les termes ont été arrêtés par le conseil communal) avec l'amateur ayant fait la meilleure offre;
- levée de l'option par le collège communal, le cas échéant, sous condition suspensive du non-exercice des droits de préemption;
- signature d'un compromis de vente aux conditions énoncées dans la promesse d'acquisition et, le cas échéant, sous condition suspensive du non-exercice des droits de préemption;
- versement par l'acquéreur d'un acompte de dix pour cent et d'une provision pour frais (de quinze pour cent ou huit et demi pour cent en cas de réduction des droits d'enregistrement);
- signature de l'acte de vente, dont les termes ont été arrêtés par le conseil communal.

**23. Froyennes, rue de Fléquières. Acte d'acquisition par prescription de plus de trente ans.
Approbation.**

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Considérant la correspondance émanant de Maître Jean-Luc HACHEZ, notaire associé de résidence à Tournai et chargé de la succession de Monsieur le Comte Antoine LE BEGUE DE GERMINY, par laquelle il informe la Ville de Tournai que les enfants de ce dernier souhaitent notamment céder à la Ville de Tournai pour l'euro symbolique l'assiette de voirie de la rue de Fléquières à Froyennes (cadastrée ou l'ayant été 32ème division, section C 136/03 d'une contenance de 25a 35ca);

Considérant qu'en date du 5 septembre 2014, le collège communal a décidé de faire acter par acte authentique amiable (rédigé par Maître Jean-Luc HACHEZ) que la Ville de Tournai est devenue propriétaire de la voirie par prescription acquisitive du fait des lourds travaux d'entretien qu'elle a réalisés depuis plus de 30 ans (asphaltage, installation de l'éclairage public et du réseau d'égouttage...);

Considérant la correspondance du 17 juillet 2015 émanant de Maître Jean-Luc HACHEZ informant la Ville de Tournai que les héritiers de Monsieur le Comte Antoine LE BEGUE DE GERMINY marquent leur accord sur la cession pour l'euro symbolique au profit de la Ville de l'assiette de la voirie de la rue de Fléquières;

Considérant le projet d'acte rédigé par Maître Jean-Luc HACHEZ;

Considérant que l'acte transmis est un acte déclaratif constatant que la Ville de Tournai est devenue propriétaire de l'assiette de la rue de Fléquières par prescription (et non un acte de cession de l'assiette pour l'euro symbolique);

Considérant qu'en séance du 18 septembre 2015, le collège communal a :

- prévu à l'article 104/122-48 du budget ordinaire 2015 (indemnités pour autres prestations), la somme estimée à 200,00€ [correspondant aux frais notariés dus à Maître HACHEZ (crédit initial : 28.000,00€, solde avant imputation : 11.135,73€)] et à l'article 104/123-48 du budget ordinaire 2015, la somme estimée à 550,00€ (frais administratifs divers) (crédit initial : 15.000,00€, solde avant imputation : 9.509,98€);
- marqué son accord de principe, sous réserve de la décision du conseil communal, sur le projet d'acte émanant de Maître HACHEZ et modifié par le service patrimoine;
- décidé de notifier ces modifications à Maître HACHEZ et d'attirer son attention sur le fait que l'acte transmis est un acte déclaratif constatant que la Ville de Tournai est devenue propriétaire de l'assiette de la rue de Fléquières par prescription (et non un acte de cession de l'assiette pour l'euro symbolique comme il l'a précisé dans sa correspondance du 17 juillet 2015);

Considérant la correspondance du 7 octobre 2015 émanant de Maître HACHEZ marquant son accord sur les modifications du projet d'acte;

Considérant l'extrait du plan cadastral et matrices;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 29 novembre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

de marquer son accord sur les termes de l'acte déclaratif constatant que la Ville de Tournai est devenue propriétaire de l'assiette de la rue de Fléquières par prescription :

L'AN DEUX MILLE QUINZE,

Le

Par-devant Nous, Maître Jean-Luc HACHEZ, notaire associé résidant à Tournai, membre de la société civile sous forme de société privée à responsabilité limitée Jean-Luc HACHEZ & Véronique GRIBOMONT, notaires associés, ayant son siège social à Tournai, 0866.523.863 Registre des personnes morales (RPM) Tournai.

ONT COMPARU

D'une part :

1) Madame Rose-Anne Béatrice Marie Ghislaine Comtesse le BEGUE de GERMINY, née à Froyennes le dix-neuf juin mil neuf cent cinquante-deux, domiciliée à 32340 Saint-Antoine (France) Lieu-dit Villeneuve.

Epouse de Monsieur Renaud Jean-Marie Pierre le FRANCOIS DES COURTIS, né à Neuilly-sur-Seine le vingt février mil neuf cent quarante-neuf, avec lequel elle est mariée sous le régime de la séparation de biens avec société d'acquêts suivant contrat reçu par le notaire MAERTENS à Courtrai le dix-huit octobre mil neuf cent septante-quatre, non modifié depuis, ainsi déclaré.

- carte d'identité : 110132200278 - Registre national : 520619.09482

2) Monsieur Humbert Charles Joseph Marie Ghislain Comte le BEGUE de GERMINY, né à Froyennes le deux juin mil neuf cent cinquante-cinq, célibataire, domicilié à 1090 Bruxelles (Jette), rue Alexandre Wouters, 5/9.

- carte d'identité : 139155388 – Registre national : 550602.12740

3) Madame Marina Isabelle Marie Ghislaine Comtesse le BEGUE de GERMINY, née à Froyennes le vingt-six juillet mil neuf cent cinquante-six, domiciliée à 78450 Chavenay (France), 670, rue de Grignon.

Epouse de Monsieur CHASSANY Philippe François Pierre, né à Paris (France) le vingt-quatre février mil neuf cent cinquante-huit avec lequel elle est mariée sous le régime de la séparation de biens avec société d'acquêts accessoire, suivant contrat reçu par le notaire Jean-Luc HACHEZ à Tournai, le trente novembre mil neuf cent nonante-six, non modifié depuis, ainsi déclaré.

- carte d'identité : 591.4310459.75 - Registre national : 560726.13222

4) Madame Olivia Francine Gérard Marie Ghislaine Comtesse le BEGUE de GERMINY, née à Tournai le premier novembre mil neuf cent soixante et un, domiciliée à 56000 Vannes (France), 4, rue du Moulin de Trehuinec.

Epouse de Monsieur IBLED Benoît Emmanuel Joseph, né à Lille (France) le dix-huit décembre mil neuf cent cinquante-six, avec lequel elle est mariée sous le régime de la communauté légale suivant contrat reçu par le notaire Jean-Luc HACHEZ à Tournai, le vingt-six juin mil neuf cent quatre-vingt-quatre, non modifié depuis, ainsi déclaré.

- carte d'identité : 100756301827 - Registre national : 611101.11450

5) Madame Marie-Noëlle Rose Raymonde Ghislaine Comtesse le BEGUE de GERMINY, née à Tournai le vingt-trois décembre mil neuf cent soixante-deux, domiciliée à 13090 Aix-en-Provence (France), Villa Le Soleil, 1445, chemin des Cruyses.

Epouse de Monsieur RAFFARD de BRIENNE Bruno, né à Rouen le dix-neuf août mil neuf cent cinquante-six, avec lequel elle est mariée sous le régime de la communauté légale suivant contrat reçu par le notaire Jean HACHEZ à Tournai, le dix-sept juillet mil neuf cent quatre-vingt-deux, non modifié depuis, ainsi déclaré.

- carte d'identité : 100113102159 - registre national : 621223.9420

ici représentés par : (à compléter)

- Ici représentée par

suivant procuration reçue par le notaire soussigné, le vingt-huit novembre deux mille treize dont une expédition est demeurée annexée à l'acte reçu par le notaire soussigné, le vingt-quatre février deux mille quinze contenant vente aux consorts VERBEKE, transcrit au bureau des hypothèques de Tournai, le six mars deux mille quinze, sous la référence : 42T02897.

D'autre part

LA VILLE DE TOURNAI ayant son siège à 7500 Tournai, rue Saint Martin, 52 (registre des personnes morales Tournai, numéro d'entreprise 0207.354.920).

Ici représentée par :

- Monsieur DELANNOIS Paul-Olivier, Echevin délégué à la fonction maïorale, né à Tournai le premier juillet mil neuf cent soixante-six, domicilié à Tournai, chaussée de Bruxelles 125/11.

- Monsieur LESPLINGART Thierry, directeur général adjoint, né à Beloeil le vingt juin mil neuf cent cinquante-neuf, domicilié à Tournai, rue du Nord 42.

Comparants dont l'identité a été établie au vu de leurs cartes d'identité portant les numéros suivants :

- Monsieur Paul-Olivier DELANNOIS : 591-8107366-14
- Monsieur Thierry LESPLINGART : 591-8579819-77

Numéros d'identification au registre national des personnes physiques:

- Monsieur Paul-Olivier DELANNOIS : 660701 415-20
- Monsieur Thierry LESPLINGART : 590620 157-39

Agissant conformément à une délibération du conseil communal en date du quatorze décembre deux mille quinze, délibération dont une copie conforme restera ci-annexée et qui n'a fait l'objet d'aucune observation de l'autorité tutélaire, le délai légal prévu à cet effet étant expiré.

QUI NOUS ONT REQUIS D'ACTER CE QUI SUIT :

1. La Ville de Tournai, déclare être propriétaire du bien décrit ci-dessous en ce qui concerne l'assiette de la voirie qu'elle a asphaltée, aménagée par l'installation de l'éclairage public et du réseau d'égouttage,... pour en faire aujourd'hui la rue de Fléquières, à Tournai ex-Froyennes, pour l'avoir acquis par prescription de PLUS DE TRENTE ANS, en suite d'une possession continue et non interrompue, paisible, publique, non équivoque, et à titre de propriétaire, telle qu'elle est déterminée par l'article 2229 du Code civil, depuis mil neuf cent cinquante huit, ce que reconnaissent les consorts «Le Bègue de Germiny», ici représentés par
2. La Ville de Tournai déclare, en outre, et conformément à l'article 2265 du Code civil, avoir pris possession de bonne foi du bien, objet des présentes, ce que reconnaissent les consorts «Le Bègue de Germiny», ici représentés par
3. Elle déclare en outre :
 - que sa possession a débuté depuis plus de trente ans;
 - s'être toujours comportée en propriétaire vis-à-vis du bien décrit en l'entretenant et en l'aménageant;

DESCRIPTION DE L'IMMEUBLE

VILLE DE TOURNAI – trente-deuxième division – ex-FROYENNES

Une parcelle de terre en nature de chemin sise lieu dit «couture de Chin», cadastrée section C numéro 0136/03 pour une superficie de vingt-cinq ares trente-cinq centiares. RC : 0.

Origine de propriété

Le bien repris ci-dessus appartenait originairement à Monsieur Antoine Comte le Bègue de Germiny, à Froyennes pour lui avoir été attribué avec d'autres suivant acte de partage reçu par le notaire Paul MAERTENS, ayant résidé à Courtrai, le deux janvier mil neuf cent soixante-neuf, transcrit.

Monsieur Antoine Comte le Bègue de Germiny, veuf de dame Geneviève Baronne de Viron, prénommé, est décédé le vingt juin deux mille treize et sa succession comprenant notamment le bien ci-dessus a été recueillie par ses cinq enfants prénommés : Le Bègue de Germiny Rose-Anne, Humbert, Marina, Olivia et Marie-Noëlle, tous prénommés.

ESTIMATION PRO FISCO

L'assiette de la voirie du bien dont question ci-dessus est estimée à un euro symbolique.

RENONCIATION TACITE A ACCESSION

Les consorts, agissant en qualité de seuls ayants droit de Monsieur Antoine Comte le Bègue de Germiny, décédé le vingt juin deux mille treize, reconnaissent avoir renoncé tacitement à l'accession des aménagements (asphaltage, installation de l'éclairage public, réseau d'égouttage,...) sur le terrain objet de la présente prescription acquisitive.

Il résulte de ce qui précède que les aménagements sur le terrain prédécrit appartiennent en propriété à la Ville de Tournai.

Conformément à l'arrêt de la Cour d'Appel de Gand du vingt-sept septembre mil neuf cent quatre-vingt-huit, auquel il est fait référence expresse, contre lequel l'Etat ne s'est pas pourvu en cassation, arrêt selon lequel il doit être tenu pour possible de démontrer que la renonciation au droit d'accession existait en fait avant le début des aménagements pour en faire la rue de Fléquières, même si cette renonciation ne se trouve expressément consignée dans un acte que quelques années

après ces aménagements, les comparants Nous ont requis d'acter l'accord intervenu avant le début des constructions.

FRAIS.

Tous les frais, droits et honoraires des présentes sont à la charge exclusive de la Ville de Tournai.

ELECTION DE DOMICILE.

Pour l'exécution des présentes, les parties contractantes élisent domicile en l'étude du notaire soussigné.

DECLARATION POUR L'ENREGISTREMENT

En vue de la gratuité des droits d'enregistrement, la Ville de Tournai déclare que le présent acte est établi pour cause d'utilité publique.

DECLARATIONS RELATIVES A LA TVA.

Après avoir donné lecture aux parties contractantes des articles 62 deuxième alinéa et 73 du Code de la taxe sur la valeur ajoutée, le notaire soussigné a demandé aux parties si elles étaient assujetties à la TVA

Après avoir reçu lecture des articles susvantés, les parties déclarent ne pas être assujetties à ladite taxe.

CERTIFICAT D'ETAT CIVIL

Conformément à la loi organique du notariat, le notaire soussigné certifie avoir vérifié leur identité au vu de leur carte d'identité et conformément à la loi hypothécaire, certifie que les noms, prénoms, lieux et dates de naissance des comparants sont certifiés exacts, au vu de pièces d'état civil.

De plus, les comparants autorisent expressément le notaire soussigné de reproduire aux présentes leurs numéros de carte d'identité et d'inscription au registre national.

DECLARATIONS FINALES.

Enfin, les comparants déclarent et reconnaissent :

- qu'ils ont reçu auparavant et en temps utile un projet du présent acte et qu'ils en ont pris connaissance;
- que cet acte a été lu intégralement par le notaire et en particulier, les modifications qui ont été apportées au projet précité;
- que le notaire leur a donné toutes les explications utiles au sujet des présentes et de ses suites et qu'ils ne souhaitent pas en obtenir d'autres.
- enfin, que le notaire instrumentant les a informés des obligations particulières imposées aux notaires par l'article 9, paragraphe ter, alinéas 2 et 3, de la loi organique du Notariat. Les parties ont déclaré qu'à leurs yeux, il n'existe pas d'intérêt manifestement contradictoire et que toutes les conditions reprises dans le présent acte sont équilibrées et qu'elles les acceptent. Les parties confirment d'ailleurs que le notaire les a valablement informées sur les droits, obligations et charges qui découlent du présent acte et qu'il les a conseillées équitablement. Les parties déclarent en outre, que, dans le cas où les clauses et conditions de cet acte s'écarteraient de celles contenues dans toute convention qui pourrait être intervenue antérieurement, ayant le même objet, le présent acte, qui est le reflet exact de la volonté des parties, prévaudra.

DONT ACTE.

FAIT ET PASSE A

DATE QUE DESSUS.

Et après lecture intégrale des présentes faite et commentée, les parties contractantes ont signé avec Nous, Notaire.

24. Ecole de Froidmont. Construction. Electricité, chauffage et sanitaire. Avenant n°1. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le Programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que le collège communal du 7 novembre 2014 a décidé, vu l'urgence et l'impérieuse nécessité, de passer un marché de travaux ayant pour objet la reconstruction de l'école de Froidmont - électricité, chauffage et sanitaires - avec l'entreprise THERSA SA, drève Gustave Fache, 5 à 7700 Mouscron, au montant de son offre régulière et la plus avantageuses au point de vue prix s'élevant à 213.214,50€ hors TVA, soit 257.989,55€ TVA comprise et de donner l'ordre de commencer immédiatement.

En cours d'exécution des travaux supplémentaires se sont avérés nécessaires.

L'auteur de projet a établi l'avenant au contrat de l'entreprise comme suit :

- travaux principaux en moins pour un montant de 75.360,05€ hors TVA se justifiant par :

Il s'agit de la mise en conformité du câblage en vertu de l'arrêté royal du 25 avril 2013 traitant de la modification des articles 104 et autres du règlement général des installations électriques (R.G.I.E.), rendant obligatoire l'analyse des risques pour les installations électriques neuves sur le lieu de travail et introduisant toute une série de nouvelles obligations ainsi que des notions telles que le compartimentage, les circuits vitaux, les câbles sans halogène...

Cet arrêté royal étant d'application pour toutes les installations électriques dont la «commande à l'électricien» a été passée après le 4 septembre 2013, modifiant les prescriptions techniques auxquelles répondait l'offre initiale par la mise en conformité obligée des matériels et mises en oeuvre des conducteurs électriques initialement prévus, entraînant ainsi la suppression des postes concernant ou majoritairement composés de câblage tels que prévus dans l'offre initiale.

Il s'agit de la mise en conformité des extincteurs et... suivant le rapport d'étude de plans du service régional incendie du 24 juin 2014 ainsi que l'avis de prévention incendie et panique établi suite à la visite préalable in situ d'un préventionniste de la zone de secours de Wallonie picarde du 30 mars 2015.

- travaux supplémentaires reconnus nécessaires pour un montant de 99.970,57 € hors TVA se justifiant :

pour une mise en conformité des câblages suivant l'arrêté royal du 25 avril 2013 (modification budgétaire du 4 juin 2013).

Une étude de risque a été réalisée par un organisme agréé (voir en annexe le rapport d'assistance à l'analyse de risque établi par l'AIB VINCOTTE le 3 juillet 2014) définissant les choix et mises en oeuvre des conducteurs électriques suivant les contraintes d'influence externes, la nature et la densité d'occupation, la nature des matériaux de construction, les conditions d'évacuation...

L'entreprise adjudicataire THERSA SA a revu ses prix unitaires par poste concernant ou majoritairement constitués de câblage afin de tenir compte des recommandations reprises dans le rapport susmentionné :

- pour mise en conformité suivant le rapport d'étude de plans du service régional incendie du 24 juin 2014 et l'avis de prévention incendie et panique établi suite à la visite préalable in situ d'un préventionniste de la zone de secours de Wallonie picarde du 30 mars 2015;

- pour mise en conformité, suite à la visite technique préalable de l'opérateur des réseaux gaz et électricité (ORES) in situ le 18 novembre 2015 et conformément à la fiche descriptive des travaux

préparatoires figurant aux conditions techniques et financières de l'offre en vue du nouveau raccordement, le bâtiment à raccorder étant situé à plus de 25m de la limite du domaine public, obligation d'installer une armoire «de trottoir» EH6 dans les 3 m limite domaine public et gaines de liaisonnement bâtiment-armoire;

- pour satisfaire aux exigences en matière de performance énergétique des bâtiments (PEB), arrivée d'air extérieur insuffisante et obligation d'avoir recours au DOUBLE FLUX pour pôle polyvalent;
- autres travaux reconnus nécessaires : éclairage extérieur, parlophonie intégrée à la téléphonie, sonnerie extérieure sur horloge;

Considérant que le montant de l'avenant n° 1 au contrat de l'entreprise des travaux de construction de l'école de Froidmont - électricité, chauffage et sanitaire - s'élève à 24.610,52€ hors TVA (29.778,73€ TVA comprise), soit 11,5% par rapport au montant initial du marché;

Considérant que l'exécution de ces travaux supplémentaires nécessite un délai complémentaire de 10 jours ouvrables;

Considérant que, conformément à l'article L1222-4 du code de la démocratie locale et de la décentralisation, toute modification apportée à un contrat relève de la compétence du conseil communal pour toute dépense de plus de 10%;

Considérant que l'article 37 de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 autorise des modifications limitées à 15% du montant du marché initial motivées par voie d'avenant;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 29 novembre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

- d'approuver l'avenant au contrat de l'entreprise des travaux de construction de l'école de Froidmont - électricité, chauffage et sanitaire - au montant de 24.610,52 € hors TVA, soit 29.778,73 € TVA comprise;
- d'accorder à l'entreprise THERSA SA un délai complémentaire de 10 jours ouvrables pour l'exécution de ces travaux supplémentaires;
- d'envoyer la présente délibération au ministère subsidiant et à l'autorité de tutelle.

25. Ecole de Warchin. Remplacement de chaudières. Année 2013. Paiement de facture. Solde insuffisant. Article 1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Acceptation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L11311-5;

Vu sa décision du 30 octobre 2015 d'approuver la facture référencée n°2015/06/01/1217 du 16 juin 2015, émanant de la firme Karl BOUVE, rue de Douvrain, 3 à 7011 Ghlin, au montant total de 17.836,61€ TVA comprise, relative au marché ayant pour objet le remplacement de chaudières dans divers bâtiments communaux, plus précisément la subdivision 3 correspondant à l'école de Warchin et d'en autoriser la liquidation;

Considérant que, comme indiqué dans la susdite décision, un montant de 4.500,00€ avait été demandé en modification budgétaire 2015/n°2, montant correspondant à celui du subside non octroyé;

Considérant que ce montant a bien été modifié en recettes mais pas réinscrit en dépenses;

Considérant que le montant du crédit reporté disponible s'élève donc à 16.008,30€;

Considérant que le crédit s'avère insuffisant pour procéder à la liquidation de la facture de la firme KARL BOUVE, d'un montant de 17.836,61€ TVA comprise;

Considérant qu'il y a lieu, dès lors, de prévoir un montant de 1.828,31€ en modification budgétaire;

Considérant qu'afin d'éviter tout intérêt de retard et de ne pas porter préjudice à la firme KARL BOUVE, il convient de payer la firme dans les plus brefs délais;

Considérant que les dispositions de l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation permettent de pourvoir à la dépense et que connaissance de cette décision sera donnée au conseil communal qui délibérera s'il admet ou non la dépense;

Considérant la décision prise par le collège communal en séance du 27 novembre 2015, en vue de n'occasionner aucun préjudice et en vertu des dispositions de l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, de pourvoir à la dépense en liquidant la facture référencée n°2015/06/01/1217 du 16 juin 2015, émanant de la firme Karl BOUVE, rue de Douvrain, 3 à 7011 Ghlin, au montant total de 17.836,61€ TVA comprise, relative au marché ayant pour objet le remplacement de chaudières dans divers bâtiments communaux, plus précisément la subdivision 3 correspondant à l'école de Warchin;

Considérant que, conformément aux dispositions de l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au conseil communal de prendre acte de la décision prise par le collège communal en séance du 27 novembre 2015, et de délibérer s'il admet ou non la dépense;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 09 décembre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

PREND CONNAISSANCE

de la décision prise par le collège communal en séance du 27 novembre 2015, vu l'urgence et l'impérieuse nécessité et en vertu de l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation :

Article 1er : en vue de n'occasionner aucun préjudice, de pourvoir à la dépense en liquidant la facture référencée n°2015/06/01/1217 du 16 juin 2015, émanant de la firme Karl BOUVE, rue de Douvrain, 3 à 7011 Ghlin, au montant total de 17.836,61€ TVA comprise, relative au marché ayant pour objet le remplacement de chaudières dans divers bâtiments communaux, plus précisément la subdivision 3 correspondant à l'école de Warchin.

Article 2 : d'inscrire les crédits manquants et nécessaires à cette dépense, soit le montant de 1.828,31€, par modification budgétaire n°1 de l'exercice 2016, sous l'article 7227/724-60/13.

Article 3 : de donner connaissance de cette décision au conseil communal du mois de décembre qui délibérera s'il admet ou non la dépense, tel que prévu à l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

ADMET

la dépense.

26. Pont de Maire. Centrale d'alarme anti-intrusion. Remplacement. Article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Acceptation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26, §1er, 1° c;

Vu la note de motivation, établie par Monsieur l'Ingénieur civil/architecte communal et transmise le 19 novembre 2015, stipulant :

"L'alarme anti-intrusion au Pont de Maire est hors service et ne peut être réparée car les éléments la composant sont obsolètes. Tout le système doit être remplacé.

Les bâtiments du Pont de Maire ne sont plus protégés et du matériel et des matériaux sont exposés aux vols qui auraient des conséquences très coûteuses.

Une demande de prix a été sollicitée rapidement auprès de 2 firmes (TO BE WELL et HELP).

La firme HELP propose l'offre la plus avantageuse au montant de 4.130,00€ hors TVA.

L'offre comprend le remplacement de la centrale alarme anti-intrusion, le remplacement de 4 claviers d'encodage et 2 supplémentaires, câblages, accessoires, tests.

A ce prix, il faut déduire le coût de l'intervention de HELP du 31 octobre 2015 qui nous sera communiqué dans les prochains jours.

Vu l'urgence et l'impérieuse nécessité de protéger contre le vol les bâtiments du Pont de Maire, il est impératif de remplacer le système d'alarme anti-intrusion dans les plus brefs délais.";

Considérant que l'urgence invoquée ci-avant constitue la justification du recours aux dispositions de l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et de la procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26, §1er, 1°c de la loi du 15 juin 2006;

Considérant la décision prise par le collège communal en date du 27 novembre 2015, vu l'urgence et l'impérieuse nécessité résultant d'un événement imprévisible et en vertu des dispositions de l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, de passer par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26, §1er, 1°c de la loi du 15 juin 2006, un marché ayant pour objet le remplacement du système d'alarme anti-intrusion au Pont de Maire, avec la firme HELP SECURITY SA, zoning Industriel de Tournai ouest 1, rue de la Grande Couture, 8 à 7501 Orcq, au montant de son offre s'élevant à 4.130,00€ hors TVA, soit 4.997,30€ TVA comprise;

Considérant que des crédits adéquats sont inscrits au budget extraordinaire 2015 sous l'article 104/724-60 et permettent de supporter les dépenses relatives à ce remplacement;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 29 novembre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

PREND ACTE:

de la décision du collège communal prise en séance du 27 novembre 2015, vu l'urgence et l'impérieuse nécessité résultant d'un événement imprévisible et en vertu des dispositions de l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation :

Article 1er : il est passé un marché ayant pour objet le remplacement de l'alarme anti-intrusion au Pont de Maire.

Article 2 : ce marché est passé par procédure négociée sans publicité conformément aux dispositions de l'article 26, §1er, 1^oc de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, avec la firme HELP SECURITY SA, zoning industriel de Tournai ouest 1, rue de la Grande Couture, 8 à 7501 Orcq, au montant de son offre s'élevant à 4.130,00€ hors TVA, soit 4.997,30€ TVA comprise.

Article 3 : le présent marché est constaté sur simple facture acceptée conformément aux dispositions de l'article 110, dernier alinéa de l'arrêté royal du 15 juillet 2011.

Article 4 : des crédits adéquats sont inscrits au budget extraordinaire 2015 sous l'article 104/724-60 et permettent de supporter les dépenses relatives à ce remplacement.

Article 5 : de donner connaissance de cette décision au prochain conseil communal qui en prendra acte et qui délibérera s'il admet ou non la dépense;

ADMET :

la dépense.

27. Vaulx, vieux chemin de Mons. Travaux de mise à niveau de taques d'égout. Mode et conditions de passation du marché.
--

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment l'article 26, 1er, 1^oa;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics notamment l'article 5, §3;

Considérant qu'il est nécessaire de mettre un terme aux nuisances sonores subies par les riverains du Vieux chemin de Mons à Vaulx emprunté par du charroi lourd;

Considérant que l'origine des nuisances vient essentiellement de l'affaissement des trapillons donnant accès aux chambres de visite sur le réseau d'égouttage communal et qu'il convient de rétablir la planéité des ouvrages par une mise à niveau de ceux-ci par rapport au revêtement;

Considérant que le bureau d'études communal a établi le projet définitif relatif aux susdits travaux;

Considérant que le projet prévoit :

- le sciage et le démontage de revêtement hydrocarboné
- la démolition de fondation et sous-fondation
- la fourniture et la pose de fondation et sous-fondation
- la fourniture et la pose de fourreaux galvanisés
- la pose de fourreaux polymères;

Considérant que le devis estimatif des travaux s'élève à 12.050,00€ hors TVA, soit 14.580,50€ TVA comprise;

Considérant que, conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au conseil communal de choisir le mode de passation du marché et d'en fixer les conditions;

Considérant que, compte tenu des caractéristiques de ce marché, il lui est proposé de choisir la procédure négociée conformément à l'article 26, §1er, 1^oa de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

Vu l'avis Positif avec remarques du Directeur financier du 29 novembre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3^o du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

à condition que ce dossier de marché public de travaux puisse encore être adjugé au plus tard en séance du Collège communal du 30 décembre 2015;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1 : il sera passé un marché ayant pour objet les travaux de mise à niveau de taques d'égout au Vieux Chemin de Mons à Vaulx, estimé à 12.050,00€ hors TVA soit 14.580,50€ TVA comprise.

Article 2 : ce marché sera passé par procédure négociée et ce, conformément aux dispositions de l'article 26§1er 1^o a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : ce marché sera régi par les règles générales d'exécution de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 et ce, sous réserve des dispositions des documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : un crédit de 280.000,00€ est inscrit au budget extraordinaire de 2015 sous l'article 877/735-60.

28. Service informatique. Développement d'un logiciel de gestion du service logement par l'intercommunale IMIO. Approbation.

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Coralie LADAVID**, intervient comme suit :

"Est-ce que ce type de logiciel n'existe pas dans d'autres communes ? Faut-il réinventer la roue pour quelque chose qui semble tellement évident "

Le **président** d'assemblée lui adresse la réponse suivante :

"IMIO est une structure coopérative de développement de projets. Aujourd'hui, IMIO n'a pas encore développé de logiciels "logement". Tournai sera donc la ville tête de pont qui va demander le développement de ce logiciel, qui servira à d'autres villes ultérieurement."

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le Programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant sa décision du 30 juin 2014 d'adhérer à l'intercommunale IMIO, approuvée par la tutelle le 5 septembre 2014;

Considérant la convention-cadre de services conclue avec l'intercommunale IMIO approuvée en séance du 22 septembre 2014;

Considérant sa décision du 26 octobre 2015 approuvant l'acquisition, auprès de l'intercommunale de mutualisation informatique et organisationnelle (IMIO), d'un logiciel de gestion du service urbanisme (URBAN).

Considérant que des échanges de données sont nécessaires entre le service urbanisme et le service logement;

Considérant qu'il serait, dès lors, très utile que le service logement dispose d'un outil informatique lui permettant de gérer ses dossiers tout en communiquant de manière active avec le logiciel URBAN;

Considérant que l'intercommunale IMIO ne dispose pas encore d'un tel outil, mais est disposée à en développer un;

Considérant qu'à cette fin, l'intercommunale IMIO estime à 408 heures le travail de développement d'un tel logiciel, soit un montant global et maximum de 33.150,00€;

Considérant que la facturation s'effectuera au prorata des heures effectivement prestées;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 09 décembre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE:

d'approuver les termes de l'annexe à la convention-cadre de services conclue avec l'intercommunale IMIO approuvée en séance du 22 septembre 2014 et relative au développement d'un logiciel de gestion du service logement, dont les termes suivent :

DISPOSITIONS PARTICULIERES 09 - ANNEXE LOGICIEL LIBRE «Réalisation d'un module de gestion du service logement»

Ces dispositions particulières sont applicables au contrat n° IMIO/VILLE TOURNAI/2014-01 conclu le 24 septembre 2014 entre la Ville de Tournai et IMIO.

Description de la Mission / Services confiés par le membre adhérent à IMIO:

L'objet de cette convention est de fixer les modalités d'apport en développements concernant un logiciel de gestion du service logement associé au logiciel de gestion d'Urbanisme «Urban» pour le compte du membre adhérent et les conditions spécifiques de participation au projet de mutualisation.

Prestations exercées par IMIO dans le cadre de cette mission :

1.1. Apports en développements

Les apports en développements concernés figurent ci-dessous. Le nombre d'heures nécessaire à la réalisation de chaque fonctionnalité est spécifié à titre indicatif, car il peut varier en fonction d'une analyse plus complète.

1.1.1. Gestion de la base de données «logement» (non analysé)

Le service logement recense les logements de la ville, pour ensuite leur attribuer des dossiers (permis de location, constat d'immeuble inoccupé,...).

Reprise de données :

La base de données de la ville de Tournai sera récupérée en intégralité, le travail de reprise ne pourra être estimé qu'après le choix d'implémentation de la base de données logement.

Métadonnées d'un logement :

- point adresse (incluant, rue, numéro, référence cadastrale, géolocalisation, cfr. norme du point adresse de BeStAddress)
- Coordonnées du propriétaire

Lien dématérialisé avec l'Administration de l'enregistrement pour la transmission des baux de location de manière à déterminer le nombre de logements réellement loués. Nécessite de faire une analyse de faisabilité (cette fonctionnalité n'est pas présente dans la solution informatique actuelle de Tournai).

En fonction des réponses il faudra faire des choix d'implémentations différents (technologie de la DB, formulaires CRUD,...).

1.1.2. Procédure «Permis de location» (66 heures)

Champs à encoder non encore analysés, l'estimation par défaut est de 38 heures

Étapes et documents (28 heures):

Demande (6 heures):

Annexe : rapport d'enquête

Document : récépissé

Vérification au registre national si les logements étaient existants à partir de 1994 (8 heures).

Si ce n'est pas le cas, on vérifie s'il y a eu permis d'urbanisme et sa conformité, conforté par les données du cadastre (lien avec les dossiers d'urbanisme).

Régularisation du permis d'urbanisme (2 heures).

- Documents à générer : courrier d'infraction au propriétaire du logement

Visite de prévention incendie (4 heures)

- si avis favorable avec conditions, application d'un délai de conformité
- cette étape est répétée jusqu'à ce que «avis favorable» ou qu'on ait atteint le nombre maximum de demande de visites (=> refus)

Passage au collège (16 heures)

- Documents à générer : délibération (dans plonemeeting), permis (qui reprend une partie de la délibération), notification au demandeur, notification à la Région wallonne

1.1.3. Procédure «Constat d'immeuble inoccupé» (64 heures)

Champs à encoder non encore analysés, l'estimation par défaut est de 38 heures

Étapes et documents (24 heures):

- Premier constat (6 heures) : Document à générer - document de premier constat au propriétaire (avertissement).
Délai d'un mois.
- Réponse du demandeur pour justifier l'inoccupation (2 heures)
annexes : factures acquittées,...
rajout d'un délai de 6 mois
- Deuxième constat (6 heures) :

Vérification au RN ou de visu pour vérifier si il y a occupation, si oui, on passe à l'étape «domiciliation», si non, envoi du document de deuxième constat.

- Document à générer : document de deuxième constat au propriétaire (on avertit qu'une taxe va être due).
Rajout d'un délai d'un mois
- Réponse du demandeur pour justifier l'inoccupation (2 heures):
annexes : factures acquittées,...
- Constatation d'immeuble inoccupé (6 heures). Le délai d'un mois est passé, on déclare officiellement que l'immeuble est inoccupé, la taxe est perçue. Tous les ans à cette date on redemande la taxe, et on recrée l'étape de troisième, quatrième constatation.
- Domiciliation (2 heures)
Le dossier s'arrête.

1.1.4. Autres procédures (82 heures)

1.1.4.1. Suivi du rapport d'enquête du SPW adressé au service logement (82 heures)

1.1.4.1.1. Création d'une nouvelle procédure «suivi d'enquête SPW» (50 heures)

Champs à encoder non encore analysés, l'estimation par défaut est de 38 heures.

Étapes et documents (12 heures):

- Réception (6 heures):
Annexe : rapport d'enquête
Document à générer : récépissé
- Conclusion (6 heures).
- Document à générer : conclusion du suivi du rapport d'enquête

1.1.4.1.2. Lien avec les dossiers «arrêté d'incapacité» (ou autres dossiers démarrés par le rapport d'enquête) et notification automatique lorsque ceux-ci arrivent à terme. (32 heures)

1.1.4.2. Amendes administratives pour défaut de permis de location (non analysé)

1.1.5. Échéancier et rappels (fonctionnalité déjà développée)

A priori l'échéancier d'Urban sera réutilisable pour les rappels des étapes des procédures de permis de location et de constat d'immeuble inoccupé.

1.1.6. Publipostage (fonctionnalité déjà développée)

La fonctionnalité de publipostage est déjà présente dans Urban. Son activation se fera de facto dans le développement des modèles de documents des diverses procédures.

1.1.7. Interactions avec le service taxes (non analysées)

L'application logement devrait être automatiquement notifiée lorsque :

- une taxe est payée dans le cadre d'un dossier «constat d'immeuble inoccupé»;
- le service taxes entre en possession de nouvelles informations qui annulent la perception de la taxe d'un dossier «constat d'immeuble inoccupé».

Cette fonctionnalité est nouvelle par rapport à la solution informatique actuelle.

Un développement pour le calcul de la répartition de la taxe par propriétaire est requis, mais nous n'avons actuellement, pas assez d'informations pour l'estimer.

1.1.8. Recherches (fonctionnalité déjà développée)

Urban inclut déjà les critères de recherche par rue, nom du propriétaire et n° de dossier. Des critères supplémentaires seront également présents par défaut (référence cadastrale, agent traitant, date de décision,...).

1.1.9. Statistique (36 heures)

Bâtiments administratifs (8 heures) :

Il faut pouvoir marquer certains logements en «bâtiments administratifs» de manière à pouvoir lister ceux-ci via une recherche ou les tableaux de bord.

Situation du recensement (28 heures) :

Le recensement consiste à générer un document contenant un tableau du nombre de dossiers traités en les catégorisant selon deux axes :

- le premier axe est le type de dossier et les étapes qui le composent;
- le deuxième axe est la localisation par division puis par entité du dossier concerné.

1.1.10. Tableaux de bord (fonctionnalité déjà développée)

Les tableaux de bord actuels d'Urban permettent déjà :

- de filtrer les dossiers pour connaître le nombre de dossiers établis sur une période de temps donnée.
- de filtrer les dossiers sur la date d'une étape d'un dossier (par exemple : la date du premier constat d'un dossier «Constat d'immeuble inoccupé»).
- d'afficher des informations des dossiers dans les tableaux listés (par exemple : le nombre de photos d'un dossier).
- l'affichage des photos se fera directement depuis le dossier sélectionné dans le listing du tableau de bord.

1.2. Autres prestations :

Le projet «gestion de logements» fera partie intégrante de l'application de gestion de l'urbanisme «Urban». IMIO fournira dans le cadre de ce projet les services spécifiés dans la convention «GESTION DU SERVICE URBANISME», à savoir :

- Accompagnement du membre adhérent à la mise en œuvre;
- Suivi du projet et accompagnement individualisé;
- Fourniture et l'implémentation du logiciel ;
- Etude spécifique et personnalisée des besoins;
- Documentation technique de la configuration;
- Formation;
- Guide d'utilisation pour chaque outil;
- Support téléphonique et par e-mail à l'administrateur (pas de help-desk aux utilisateurs finaux);
- Séances de formation (accès aux ateliers, users group,...);
- Hébergement de la solution en mode SaaS (Software as a Service).

Nom des représentants d'IMIO :

Responsable IMIO : M. Frédéric Rasic

Chef de projet : M. Joël Lambillotte

Nom des représentants de membre adhérent :

Chef de projet : Mme Sarah Dupuis

Correspondant informatique : M. Patrick Pio

Durée de la Mission :

Le projet débute à la signature de la présente convention. Le planning détaillé de mise en œuvre, prévu courant 2016, sera fixé d'un commun accord entre le membre adhérent et IMIO.

Prix :

Synthèse des estimations des fonctionnalités à développer :

Description de la fonctionnalité	Degré d'estimation	Estimation en heures	Indispensable ?
Gestion de la base de données «logements» et reprise des données actuelles de Tournai	Faible : non analysée		Oui
Procédure «Permis de location»	Fiable : analyse réalisée	66	Oui
Procédure «Constat d'immeuble inoccupé»	Fiable : analyse réalisée	64	Oui
Suivi du rapport d'enquête du SPW	Fiable : analyse réalisée	82	Oui

Amendes administratives pour défaut de permis de location	Faible : non analysée	40	Non
Échéancier et rappels	Déjà présent	0	Oui
Publipostage	Déjà présent	0	Oui
Interactions avec le service taxes	Faible : non analysée	40	Non
Recherches	Déjà présent	0	Oui
Statistique	Fiable : analyse réalisée	36	Oui
Tableau de bord	Déjà présent	0	Oui
Visualisation et recherche des dossiers sur la cartographie	Reprise du «shape file» existant	8	Oui
Refactoring pour l'écriture d'un nouveau module commun à l'application Urban et l'application logement	Faible : non analysée	80	Non
Total estimations «fiables»		248	
Total estimations fiables et faibles		428	

Nous pouvons garantir la feuille de route et la complétude des fonctionnalités estimées «fiables» pour un total de 248 heures, soit **20.150,00€** (81,25 €/heure).

Nous ne pouvons toutefois pas garantir ces éléments sur les fonctionnalités dont l'analyse n'a pas encore été réalisée. L'option proposée consiste à définir une obligation de moyens de 160 heures consacrées au développement de ces fonctionnalités, soit **13.000,00€**.

Le membre adhérent s'engage à financer les prestations en développements spécifiés au point 1.1 pour un montant maximum de **33.150,00€**.

Le remboursement par le membre adhérent des frais encourus par IMIO en rapport avec ladite mission se fera selon les modalités suivantes : demande écrite approuvée par les deux parties.

Sauf avis contraire de l'administration de la TVA, la TVA n'est pas applicable aux montants dus à IMIO.

Mode de révision des prix :

Voir article 4 de la convention-cadre.

Facturation :

La facturation sera effectuée trimestriellement sur base des feuilles de prestation de l'équipe de développement approuvées par le membre adhérent et IMIO.

Conditions spécifiques :

Néant.

29. Fabrique d'église Saint-Brice à Tournai. Modification budgétaire 2015 n°1. Approbation.
--

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6 § 1er VIII 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 26 octobre 2015, parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 27 octobre 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement culturel Saint-Brice à Tournai arrête sa première modification budgétaire pour l'exercice 2015;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte;

Vu la décision du 5 novembre 2015, réceptionnée le 6 novembre 2015, par laquelle l'organe représentatif agréé arrête définitivement, sans remarque, les dépenses reprises dans le chapitre I de la première modification budgétaire 2015 de la fabrique d'église Saint-Brice à Tournai et pour le surplus, approuve sans remarque le reste de la première modification budgétaire;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que la première modification budgétaire susvisée répond au principe de sincérité budgétaire puisque les allocations prévues dans les articles de recette sont susceptibles d'être réalisées au cours de l'exercice 2015, que les allocations prévues dans les articles de dépense sont susceptibles d'être consommées au cours du même exercice et, qu'en conséquence, la première modification budgétaire 2015 est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 24 novembre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : la délibération du 26 octobre 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Brice à Tournai arrête sa première modification budgétaire pour l'exercice 2015, est **approuvée** comme suit :

Recettes ordinaires totales	77.769,58€
<ul style="list-style-type: none"> dont une intervention communale ordinaire de secours de 	30.060,58€
Recettes extraordinaires totales	28.207,76€
<ul style="list-style-type: none"> dont une intervention communale extraordinaire de secours de 	0,00€
<ul style="list-style-type: none"> dont un boni comptable de l'exercice précédent de 	5.777,72€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	14.650,00€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	77.327,34€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	14.000,00€
<ul style="list-style-type: none"> dont un mali comptable de l'exercice précédent de 	0,00€
Recettes totales	105.977,34€
Dépenses totales	105.977,34€
Résultat comptable	0,00€

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel Saint-Brice à Tournai
- à l'organe représentatif agréé (Evêché de Tournai).

30. Fabrique d'église Saint-Jean-Baptiste à Tournai. Modification budgétaire 2015 n°2. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6 § 1er VIII 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 26 octobre 2015, parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 28 octobre 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Jean-Baptiste à Tournai arrête sa deuxième modification budgétaire pour l'exercice 2015;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte;

Vu la décision du 6 novembre 2015, réceptionnée le 9 novembre 2015, par laquelle l'organe représentatif agréé arrête définitivement, sans remarque, les dépenses reprises dans le chapitre I de la deuxième modification budgétaire 2015 de la fabrique d'église Saint-Jean-Baptiste à Tournai et approuve sans remarque le reste de la deuxième modification budgétaire;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que la deuxième modification budgétaire susvisée répond au principe de sincérité budgétaire puisque les allocations prévues dans les articles de recette sont susceptibles d'être réalisées au cours de l'exercice 2015, que les allocations prévues dans les articles de dépense sont susceptibles d'être consommées au cours du même exercice et, qu'en conséquence, la deuxième modification budgétaire 2015 est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 24 novembre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : la délibération du 26 octobre 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Jean-Baptiste à Tournai arrête sa deuxième modification budgétaire pour l'exercice 2015, est **approuvée** comme suit :

Recettes ordinaires totales	36.420,08€
• dont une intervention communale ordinaire de secours de	24.322,69€
Recettes extraordinaires totales	253.870,42€
• dont une intervention communale extraordinaire de secours de	0,00€
• dont un boni comptable de l'exercice précédent de	3.278,83€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	3.639,00€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	31.686,50€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	254.965,00€
• dont un mali comptable de l'exercice précédent de	0,00€
Recettes totales	290.290,50€
Dépenses totales	290.290,50€
Résultat comptable	0,00€

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel Saint-Jean-Baptiste à Tournai
- à l'organe représentatif agréé (Evêché de Tournai).

31. Fabrique d'église Saint-Thomas à Maulde. Modification budgétaire 2015 n°2. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 29 octobre 2015 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 30 octobre 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Thomas à Maulde arrête sa deuxième modification budgétaire pour l'exercice 2015;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte;

Vu la décision du 6 novembre 2015 réceptionnée le 9 novembre 2015, par laquelle l'organe représentatif agréé arrête définitivement, sans remarque, les dépenses reprises dans le chapitre I et approuve sans remarque le reste de la deuxième modification budgétaire;

Considérant, au vu de ce qui est précédemment exposé, que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que la deuxième modification budgétaire susvisée répond au principe de sincérité budgétaire puisque les allocations prévues dans les articles de recette sont susceptibles d'être réalisées au cours de l'exercice 2015, que les allocations prévues dans les articles de dépense sont susceptibles d'être consommées au cours du même exercice et qu'en conséquence, la deuxième modification budgétaire 2015 est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 29 novembre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : la délibération du 29 octobre 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Thomas à Maulde arrête sa deuxième modification budgétaire pour l'exercice 2015, est **approuvée** comme suit :

Recettes ordinaires totales	27.864,09€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	21.569,83€
Recettes extraordinaires totales	17.369,56€
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de	15.000,00€
- dont un boni comptable de l'exercice précédent de	2.369,56€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	5.233,77€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	24.999,88€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	15.000,00€
- dont un mali comptable de l'exercice précédent de	0,00€
Recettes totales	45.233,65€
Dépenses totales	45.233,65€
Résultat comptable	0,00€

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel Saint-Thomas à Maulde
- à l'organe représentatif agréé (Evêché de Tournai).

32. Fabrique d'église Saint-Pierre à Vaulx. Modification budgétaire 2015 n°1. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6 § 1er VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 9 octobre 2015 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 20 octobre 2015, par laquelle le Conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Pierre à Vaulx arrête sa première modification budgétaire pour l'exercice 2015;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif du culte;

Vu la décision du 28 octobre 2015 réceptionnée en date du 28 octobre 2015, par laquelle l'organe représentatif du culte arrête définitivement, sans remarque, les dépenses reprises dans le chapitre I et le reste de cette première modification budgétaire;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant la remarque de l'organe représentatif agréé : "une modification budgétaire ne peut se clôturer en négatif. Cet éventuel négatif doit être compensé par une augmentation de l'article 17 supplément communal";

Considérant que la modification budgétaire accuse un déficit de 1.783,02€ et qu'une modification budgétaire doit être arrêtée en équilibre et prévoir les voies et moyens pour faire face à l'augmentation des dépenses, par exemple par une diminution d'un autre article en dépense;

Considérant que le trésorier de la fabrique, dans son courriel du 26 octobre 2015, propose de diminuer l'article 27 des dépenses du montant de 1.783,02€; que cette correction apportée permet d'arrêter la modification budgétaire en équilibre et qu'il y a donc lieu d'inscrire 1.783,02€ à l'article 27 du chapitre II des dépenses;

Considérant que la première modification budgétaire 2015 telle que corrigée, est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : la délibération du 9 octobre 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Pierre à Vaulx arrête sa première modification budgétaire pour l'exercice 2015, est **REFORMEE** comme suit :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant	Nouveau montant
Dépenses 27	Entretien de l'église	4.500,00€	2.716,98€

Article 2 : la délibération, telle que réformée à l'article 1, est **approuvée** aux résultats suivants :

Recettes ordinaires totales	28.828,39€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de :	26.397,39€
Recettes extraordinaires totales	2.388,92€
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de :	0,00€
- dont un boni comptable de l'exercice précédent de :	2.388,92€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	6.622,00€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	24.595,31€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	0,00€
- dont un mali comptable de l'exercice précédent de :	0,00€
Recettes totales	30.321,65€
Dépenses totales	30.321,65€
Résultat comptable	0,00€

Article 3 : en application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à la fabrique d'église Saint-Pierre à Vaulx et à l'organe représentatif du culte concerné contre la présente décision devant le gouverneur de la province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la décision du Conseil communal.

Article 4 : un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat. A cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée à la poste, au Conseil d'Etat (rue de la Science, 33, 1040 Bruxelles) dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification qui est faite par le conseil communal. La requête peut également être introduite par voie électronique sur le site internet du Conseil d'Etat : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

Article 5 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 6 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-Pierre à Vaulx
- à l'organe représentatif agréé (Evêché de Tournai).

33. Fabrique d'église Saint-Piat à Tournai. Modification budgétaire 2015 n°2. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6 § 1er VIII 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 21 octobre 2015 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 3 novembre 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Piat à Tournai arrête sa deuxième modification budgétaire pour l'exercice 2015;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte;

Vu la décision du 3 novembre 2015 réceptionnée le 3 novembre 2015, par laquelle l'organe représentatif agréé arrête définitivement, sans remarque, les dépenses reprises dans le chapitre I et le reste de cette modification budgétaire;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que la deuxième modification budgétaire susvisée répond au principe de sincérité budgétaire puisque les allocations prévues dans les articles de recette sont susceptibles d'être réalisées au cours de l'exercice 2015, que les allocations prévues dans les articles de dépense sont susceptibles d'être consommées au cours du même exercice et qu'en conséquence, elle est conforme à la loi et à l'intérêt général;
Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : la délibération du 21 octobre 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Piat à Tournai arrête sa deuxième modification budgétaire pour l'exercice 2015, est **approuvée** comme suit :

Recettes ordinaires totales	85.600,48€
• dont une intervention communale ordinaire de secours de	52.375,85€
Recettes extraordinaires totales	21.932,63€
• dont une intervention communale extraordinaire de secours de	0,00€
• dont un boni comptable de l'exercice précédent de	3.312,63€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	12.208,00€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	75.732,70€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	19.592,41€
• dont un mali comptable de l'exercice précédent de	0,00€
Recettes totales	107.533,11€
Dépenses totales	107.533,11€
Résultat comptable	0,00€

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel Saint-Piat à Tournai
- à l'organe représentatif agréé (Evêché de Tournai).

34. Fabrique d'église Saint-Urbain à Ramegnies-Chin. Modification budgétaire 2015 n°1. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6 § 1er VIII 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 15 octobre 2015 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 16 octobre 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Urbain à Ramegnies-Chin arrête sa première modification budgétaire pour l'exercice 2015;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte;

Vu la décision du 28 octobre 2015 réceptionnée le 28 octobre 2015, par laquelle l'organe représentatif agréé arrête définitivement, sans remarque, les dépenses reprises dans le chapitre I et le reste de cette première modification budgétaire;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que la première modification budgétaire susvisée répond au principe de sincérité budgétaire puisque les allocations prévues dans les articles de recette sont susceptibles d'être réalisées au cours de l'exercice 2015, que les allocations prévues dans les articles de dépense sont susceptibles d'être consommées au cours du même exercice et, qu'en conséquence, elle est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : la délibération du 15 octobre 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Urbain à Ramegnies-Chin arrête sa première modification budgétaire pour l'exercice 2015, est **approuvée** comme suit :

Recettes ordinaires totales	8.515,24€
<ul style="list-style-type: none"> dont une intervention communale ordinaire de secours de 	5.031,59€
Recettes extraordinaires totales	115.541,54€
<ul style="list-style-type: none"> dont une intervention communale extraordinaire de secours de 	0,00€
<ul style="list-style-type: none"> dont un boni comptable de l'exercice précédent de 	1.081,06€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	2.191,00€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	7.405,30€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	114.460,48€

<ul style="list-style-type: none"> dont un mali comptable de l'exercice précédent de 	0,00€
Recettes totales	124.056,78€
Dépenses totales	124.056,78€
Résultat comptable	0,00€

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel Saint-Urbain à Ramegnies-Chin
- à l'organe représentatif agréé (Evêché de Tournai).

35. Fabrique d'église. Saint-Amand à Havinnes. Budget 2016. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6 § 1er VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 24 août 2015 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 28 août 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Amand à Havinnes arrête son budget pour l'exercice 2016;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif du culte;

Vu la décision du 3 septembre 2015 réceptionnée en date du 4 septembre 2015, par laquelle l'organe représentatif du culte arrête définitivement, sans remarque, les dépenses reprises dans le chapitre I et le reste du budget;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que la fabrique d'église a sollicité la garantie de la Ville pour une ouverture de crédit auprès de BELFIUS BANQUE SA, d'un montant de 100.000,00€ afin de réaliser de gros travaux à la toiture de l'église, que le conseil communal du 26 octobre 2015 a marqué son accord sur cette demande et qu'il y a donc lieu d'inscrire 100.000,00€ à l'article 21 de recettes extraordinaires et d'adapter à 100.000,00€ le montant inscrit à l'article 56 des dépenses extraordinaires;

Considérant que la fabrique d'église sollicite un subside communal extraordinaire de 73.000,00€ (article 25 des recettes extraordinaires) afin de financer de gros travaux à la toiture de l'église et que

ce montant peut être réformé compte tenu de l'accord du conseil communal du 26 octobre 2015 (demande de garantie de la Ville);

Considérant que, suivant le budget 2015 et le compte 2014 approuvés, le résultat du calcul de l'excédent présumé est inférieur à celui inscrit par le conseil de fabrique, à savoir un boni présumé de 1.795,27€ en lieu et place de 8.405,11€ :

- reliquat du compte 2014 : 10.437,15€
- article 20 du budget 2015 : 8.641,88€
- boni présumé : 1.795,27€;

Considérant que cette correction apportée au budget initial a pour effet de porter le supplément communal à 23.956,32€ en lieu et place de 17.346,48€;

Considérant que le budget 2016 tel que corrigé, est conforme à la loi et à l'intérêt général;
Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE:

Article 1er : la délibération du 24 août 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Amand à Havinnes, arrête son budget pour l'exercice 2016, est **réformée** comme suit :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant	Nouveau montant
Recettes 20	Boni présumé de l'exercice 2015	8.405,1€	1.795,27€
Recettes 17	Supplément de la commune	17.346,48€	23.956,32€
Recettes 25	Subsides extraordinaires de la commune	73.000,00€	0,00€
Recettes 21	Emprunts	0,00€	100.000,00€
Dépenses 56	Grosses réparations à l'église	73.000,00€	100.000,00€

Article 2 : la délibération, telle que réformée à l'article 1, est approuvée aux résultats suivants :

Recettes ordinaires totales	31.631,03€
• dont une intervention communale ordinaire de secours de :	23.956,32€
Recettes extraordinaires totales	101.795,27€
• dont une intervention communale extraordinaire de secours de :	0,00€
• dont un boni comptable de l'exercice précédent de :	1.795,27€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	5.600,00€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	27.826,30€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	100.000,00€
• dont un mali comptable de l'exercice précédent de :	0,00€
Recettes totales	133.426,30€

Dépenses totales	133.426,30€
Résultat comptable	0,00€

Article 3 : en application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à la fabrique d'église Saint-Amand à Havinnes et à l'organe représentatif du culte concerné contre la présente décision devant le gouverneur de la province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la décision du conseil communal.

Article 4 : un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat. A cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée à la poste, au Conseil d'Etat (rue de la Science, 33, 1040 Bruxelles) dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification qui est faite par le conseil communal. La requête peut également être introduite par voie électronique sur le site internet du Conseil d'Etat : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

Article 5 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 6 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-Amand à Havinnes
- à l'organe représentatif agréé (Evêché de Tournai).

36. Musée de la tapisserie. Proposition de legs. Refus.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le courrier du 11 mai 2015 adressé à la Ville de Tournai par l'étude du notaire Jean VAN DEN WOUWER, dans le cadre de la succession de Madame Yvonne MAESSCHALCK, libellé comme suit : "Je suis chargé de la liquidation de la succession de feu Madame Yvonne MAESSCHALCK.

En vertu de son testament olographe daté du 12 novembre 2008, Madame Yvonne MAESSCHALCK a désigné le musée de la Tapisserie comme légataire à titre particulier de "tous les tableaux en tapisserie ainsi qu'un pose-pied".

Suite à un "envoi en possession", vous pourrez être mis en possession des avoirs de la défunte. Cet envoi en possession prend la forme d'un jugement à obtenir suite à une requête déposée par avocat. Cependant, le code civil prévoit expressément que ces legs ne pourront vous être délivrés, dans ce cas-ci, que par le légataire universel désigné dans ledit testament.

Par ailleurs, dans le cadre de l'option héréditaire, il vous est possible d'accepter la succession purement et simplement ou d'y renoncer.

En cas de renonciation, il vous faudra faire une déclaration en ce sens au tribunal de première instance de Bruxelles.

(...)"

Considérant que, suite à des renseignements pris auprès d'études notariales tournaisiennes ainsi qu'auprès du greffe du tribunal de première instance de Tournai, il est apparu que s'agissant d'un legs

particulier, aucune formalité ne devait théoriquement être faite pour pouvoir refuser le legs, si ce n'est un simple courrier de refus auprès de l'étude notariale chargée de la succession;
Considérant qu'à la demande de l'office du tourisme, la conservatrice adjointe du musée de la tapisserie a examiné les pièces et a conclu à leur manque d'intérêt dans la mesure où les ouvrages composant le legs ne sont pas collectionnés par le musée de la tapisserie;
Considérant qu'il a été proposé de renoncer à ce legs par simple courrier auprès de l'étude du notaire Jean VAN DEN WOUWER à 1000 Bruxelles;
Considérant que le collège communal a marqué son accord de principe pour renoncer à ce legs, sous réserve de l'approbation du conseil communal;
Vu l'article L1122-30 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;
Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

de refuser le legs fait en faveur du musée de la tapisserie par feu Madame Yvonne MAESSCHAECK.

**37. Musée d'archéologie. Demande de prêt d'objets pour l'espace gallo-romain d'Ath.
Approbation.**

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que l'espace gallo-romain d'Ath organisera du 26 février 2016 au 25 novembre 2016 une exposition intitulée "Né quelque part, hier et aujourd'hui";

Considérant qu'à cette occasion, les organisateurs sollicitent le prêt des objets suivants:

- bouteille, gobelet, cruche, terrines miniatures, terre cuite/inv. AM169, 195, 194, 207, 198
- dés en os à décor d'ocelles, pipés/inv. TO 90-628
- orca, terre cuite noire lissée/inv. CRP 166/2
- osselet, os/inv. M 2546;

Considérant que Madame la Conservatrice du musée d'Archéologie a remis un avis favorable concernant le prêt de ces objets;

Considérant qu'en séance du 30 octobre 2015, le collège communal a pris la décision de principe d'accepter ce prêt, sous réserve de l'approbation du conseil communal;

Considérant que les frais d'emballage, de transport (aller-retour) et d'assurance (clou à clou) des objets prêtés (valeur d'assurance: 735,00€) seront totalement à charge de l'emprunteur;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

d'autoriser le prêt des objets suivants:

- bouteille, gobelet, cruche, terrines miniatures, terre cuite/inv. AM169, 195, 194, 207, 198
- dés en os à décor d'ocelles, pipés/inv. TO 90-628
- orca, terre cuite noire lissée/inv. CRP 166/2
- osselet, os/inv. M 2546

dans le cadre de l'exposition "Né quelque part, hier et aujourd'hui" qui se tiendra du 26 février 2016 au 25 novembre 2016, à l'espace gallo-romain d'Ath.

**38. AIEG (association intercommunale d'étude et d'exploitation d'électricité et de gaz).
Assemblée générale ordinaire. Ordre du jour. Approbation.**

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le Programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant l'affiliation de la Ville de Tournai à l'AIEG (association intercommunale d'étude et d'exploitation d'électricité et de gaz) et la désignation de ses représentants en séance du 14 janvier 2013;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et, notamment, ses articles L1523-6 et L1523-11 à L1523-14;

Considérant le point porté à l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire de l'intercommunale précitée, qui se tiendra le mercredi 16 décembre 2015, à 17 heures 30, rue des Marais, 11 à 5300 Andenne :

1. Plan stratégique 2016-2018.

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

d'approuver l'ordre du jour de l'A.I.E.G. (association intercommunale d'étude et d'exploitation d'électricité et de gaz) constitué d'un seul point: le plan stratégique 2016-2018.

39. IDETA (agence intercommunale de développement). Assemblée générale ordinaire. Ordre du jour. Approbation.

Monsieur le Conseiller communal **Didier SMETTE** sort de séance.

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Marie-Christine LEFEBVRE**, intervient comme suit :

"Pour le vote, nous serons favorables. Mais je voulais faire un petit commentaire en ajoutant que, pour IDETA, la situation n'est pas facile financièrement pour le moment. L'enjeu sera l'élaboration du prochain plan stratégique. C'est à ce moment qu'il conviendra de mettre l'accent sur la définition d'objectifs réellement en adéquation avec le développement durable de la région : poursuivre le développement de la production d'énergie verte en favorisant la participation des citoyens, intégrer l'économie circulaire dans la dynamique de développement des zones économiques.

Une grande menace reste le conservatisme et le sous-localisme des administrateurs. Il faut absolument développer une vision à l'échelle du bassin de vie."

Le **président** d'assemblée prend ensuite la parole :

"Lors de la dernière réunion du conseil de développement, il a été décidé de recommander aux intercommunales de s'orienter vers le développement durable.

Mais à chacun son métier. IDETA travaillera sur tout ce qui est "smart green" et continuera à développer ses filiales énergétiques à travers ELSA. Par contre, il y a des dossiers en relation avec la biomasse qui concernent les métiers de base d'IPALLE. Celle-ci s'inscrit dans la même logique de

coordination sur les objectifs en matière de rejet de CO2 et d'utilisation de toute matière pour le recyclage."

L'échevin délégué à la fonction maïorale, **Paul-Olivier DELANNOIS**, rappelle, comme chaque année, qu'il convient de rester prudent concernant le tonnage annoncé pour l'usine de biométhanisation de Leuze, projet qui suscite toujours sa perplexité.

Par 32 voix pour et 2 abstentions, le conseil communal prend la délibération suivante :

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, A. PESIN, J.-M.

VANDENBERGHE, C. MICHEZ, Mme M.-C. LEFEBVRE, M. G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCQ, MM. J.-L.

CLAUX, B. MAT, Mme H. CLEMENT-COUPLET, M. J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, G.

HUEZ, Mmes C. GUISET-LEMOINE, B. DEWAELE, L. BARBAIX, D. CLAEYSSENS, MM. X. DECALUWE,

L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, Mme C. LADAVID, M. A. MELLOUK, M. R. DELVIGNE, Mme L.

DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM V. BRAECKELAERE, A. BOITE, M. P.-O. DELANNOIS,

Echevin délégué à la fonction maïorale et M. R. DEMOTTE, Président d'assemblée.

Se sont abstenus : M. J.-L. VIEREN, Mme H. LELEU.

Monsieur le Conseiller communal **Guillaume DENONNE** ne participe pas à la délibération.

Considérant l'affiliation de la Ville de Tournai à IDETA (agence intercommunale de développement) et la désignation de ses représentants en séance du 14 janvier 2013;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et, notamment, ses articles L1523-6 et L1523-11 à L1523-14;

Considérant les points portés à l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire de l'intercommunale précitée, qui se tiendra le vendredi 18 décembre 2015 à 12 heures sur le site du centre d'entreprises Negundo, 15 rue du Progrès à 7503 Froyennes:

1. Démissions/Désignations d'administrateurs.
2. Approbation de l'évaluation du plan stratégique et du budget 2014-2016.
3. Plan de communication - Point d'information n'appelant pas de décision.
4. Présentation de l'organisation en matière d'animation économique - Point d'information n'appelant pas de décision.
5. Divers.

Sur proposition du collège communal;

Par 32 voix pour et 2 abstentions;

DECIDE

d'approuver l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire d'IDETA du 18 décembre 2015, établi comme suit:

1. Démissions/Désignations d'administrateurs.
2. Approbation de l'évaluation du plan stratégique et du budget 2014-2016.
3. Plan de communication - Point d'information n'appelant pas de décision.
4. Présentation de l'organisation en matière d'animation économique - Point d'information n'appelant pas de décision.
5. Divers.

40. IPALLE (intercommunale de gestion de l'environnement). Assemblée générale ordinaire. Ordre du jour. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le Programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant l'affiliation de la Ville de Tournai à IPALLE (intercommunale de gestion de l'environnement) et la désignation de ses représentants en séance du 14 janvier 2013;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et, notamment, ses articles L1523-6 et L1523-11 à L1523-14;

Considérant les points portés à l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire de l'intercommunale précitée, qui se tiendra le mercredi 16 décembre 2015 à 10 heures au complexe sportif de la Vellerie (Excelsior) 33 rue du Stade à 7700 Mouscron :

1. Approbation du plan stratégique exercices 2014-2015-2016: actualisation 2015.
2. Carrière Vélorie - Constitution d'une filiale
3. Projet éolien - Constitution d'une filiale.

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

d'approuver l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire d'IPALLE (intercommunale de gestion de l'environnement) du 16 décembre 2015, établi comme suit:

1. Approbation du plan stratégique exercices 2014-2015-2016: actualisation 2015.
2. Carrière Vélorie - Constitution d'une filiale
3. Projet éolien - Constitution d'une filiale.

41. ORES (opérateur de réseaux gaz et électricité). Assemblée générale ordinaire. Ordre du jour. Approbation.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant l'affiliation de la Ville de Tournai à ORES (opérateur des réseaux gaz et électricité) et la désignation de ses représentants en séance du 31 mars 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et, notamment, ses articles L1523-6 et L1523-11 à L1523-14;

Considérant les points portés à l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire de l'intercommunale précitée, qui se tiendra le vendredi 18 décembre 2015 à 16 heures à l'Euro Space Center - Devant les Hêtres, 1 à 6890 Libin :

1. scission partielle de l'intercommunale - absorption de Fourons par les associations chargées de mission Inter-Energa et INFRAX Limburg
2. évaluation du plan stratégique 2014-2016
3. remboursement de parts R
4. actualisation de l'annexe 1
5. nomination statutaire;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

d'approuver l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire d'ORES (opérateur des réseaux gaz et électricité) du 18 décembre 2015, établi comme suit :

1. scission partielle de l'intercommunale - Absorption de Fourons par les associations chargées de mission Inter-Energa et INFRAX Limburg
2. évaluation du plan stratégique 2014-2016
3. remboursement de parts R
4. actualisation de l'annexe 1
5. nomination statutaire.

Points complémentaires

77. Questions.

A l'issue de l'examen des points figurant à l'ordre du jour, le **président** d'assemblée invite les conseillers communaux à poser leurs questions :

1) Monsieur le Conseiller communal cdH, Xavier DECALUWE, à propos de l'ASBL Infor Jeunes :

"Vous n'êtes pas sans savoir que cette ASBL a connu, ces dernières années, de nombreuses difficultés desquelles elle a pu se tirer d'affaire en procédant à une sévère réorganisation interne qui s'est traduite par des licenciements ou non-reconductions de contrats.

Vous savez également que le président est démissionnaire depuis plusieurs mois et que personne n'a été nommé pour pourvoir à son remplacement.

La présidence du CA est donc assumée par le secrétaire, représentant du secteur «associatif».

Cette situation est intenable et suscite de nombreuses craintes et interrogations tant auprès du personnel que des nombreux partenaires privés et institutionnels de l'ASBL.

Monsieur le Bourgmestre, il est du ressort de votre famille politique de désigner un nouveau président. Quand allez-vous procéder à ce remplacement ?

Je profite de l'occasion pour vous interroger sur un autre aspect concernant cette ASBL, à savoir :

1/ Selon nos informations, il semblerait que des pourparlers soient en cours avec la Fédération Wallonie-Bruxelles et qui consisteraient à supprimer la représentation ville au sein des instances de l'ASBL (CA & AG ?). Qu'en est-il exactement ? Pouvez-vous confirmer ou infirmer ces informations ?

2/ Si la Ville devait se retirer, qu'advierait-il des subventions octroyées par la Ville à l'ASBL ? Infor Jeunes continuerait-il à recevoir des subsides communaux et pourrait-il continuer à occuper les locaux de la rue Saint-Martin ? Pouvez-vous rassurer sur ce point ? "

Monsieur l'Echevin PS, **Vincent BRAECKELAERE**, répond à cette question en ces termes :

"Je vous remercie pour votre question qui permet de rappeler toute l'importance et la plus-value du travail quotidien d'Infor Jeunes Tournai.

Le remplacement des deux administrateurs fera l'objet d'une délibération du Conseil communal de fin janvier et ce, suite à la demande introduite par Infor Jeunes en date du 20 novembre 2015.

Le Conseil communal désignera, conformément à la convention liant Infor Jeunes à la Ville, la personne qui se portera candidat président.

Je vous confirme que la Fédération Wallonie-Bruxelles, par le biais de son inspecteur du service jeunesse, Monsieur Vincent BERTHOLET, s'est entretenue tant avec Infor Jeunes qu'avec la Ville de Tournai.

Actuellement, les discussions portent, entre autres, sur la composition des instances (AG et CA) au sein d'Infor Jeunes.

A cet effet, je puis vous assurer qu'à aucun moment il n'a été question de supprimer la représentation de la Ville au sein des instances de l'association, mais, au contraire, d'assurer une meilleure représentativité du secteur jeunesse au sein de la structure.

Dés lors que la représentation de la Ville aux instances d'Infor Jeunes n'est aucunement remise en cause, la subvention d'aide au fonctionnement octroyée à l'association sera bien évidemment maintenue.

En espérant avoir répondu à vos interrogations."

Monsieur le Conseiller communal cdH, **Xavier DECALUWE**, réplique comme suit :

"Pour les subsides, pour l'instant, il n'y a donc pas de raison d'avoir des craintes. Concernant le bâtiment, il n'y a pas de raison non plus qu'il y ait des modifications à court terme. Et les négociations continuent aussi au niveau de la Ville."

2) Monsieur le Conseiller communal ECOLO, Guillaume DENONNE, à propos de l'instauration d'un système de voitures partagées à Tournai :

"Il est urgent de réfléchir à instaurer un système de voitures partagées à Tournai.

Le bureau du plan vient de sortir ses prévisions en matière de circulation automobile en 2030 et les chiffres sont alarmants : la circulation automobile va se développer et occasionner une véritable paralysie dans les villes belges :

"Avec une diminution de la vitesse moyenne de 24% en période de pointe et de 10% en période creuse, les conditions de circulation sur le réseau routier - à infrastructure constante - se dégradent à l'horizon 2030."

Avec le système de voitures partagées, on estime qu'une voiture partagée remplace en moyenne 7 voitures qui seraient en circulation sur nos routes. De plus, les abonnés prennent d'autres habitudes de déplacement et s'orientent vers les modes doux et transports en commun quand cela est possible. On considère que le fait de développer un système de voitures partagées permet d'éviter à de nombreuses familles de recourir à la deuxième, voire à la troisième voiture de la famille, d'où un bénéfice certain pour les familles.

Le coût d'un abonnement est d'office moins cher que de rouler avec sa propre voiture, mais est d'autant moins cher qu'on ne roule pas beaucoup, d'où l'intérêt pour ceux qui ne font que de petits ou de rares déplacements en voiture de disposer de ce système.

A Tournai, tout concourt à développer ce système. Beaucoup de familles disposent de deux voitures, car il n'y a pas assez de transports en commun, mais pourraient s'en passer si une solution ponctuelle s'offrait à eux.

A Tournai, il y a de plus en plus d'étudiants, dont les nouveaux étudiants de Saint-Luc qui vont arriver au centre-ville et auront besoin d'une voiture, mais pas nécessairement tout le temps. Le système de voitures partagées Cambio prévoit d'ailleurs des conditions spéciales pour les étudiants dans le système de voitures partagées.

A Tournai et en WAPI, il n'y a aucune station de voitures partagées (voir lien sur le site de Cambio : https://www.cambio.be/cms/carsharing/fr/2/cms_f2_2048/cms?cms_knschluessel=STATIONEN&cms_Feurocode=WAL) alors qu'il y a des points de voitures partagées à Mons, à Kortrijk, et dans des villes

bien plus petites que Tournai (Gembloux, Ciney, Arlon en Wallonie, Harelbeke, Deinze et plus de 20 autres en Flandre).

Comme gouverner c'est prévoir, nous demandons au collège communal de revoir sa position négative vis-à-vis de ce système de voitures partagées émise en 2013 pour raisons budgétaires.

Nous pensons qu'il est urgent d'agir en fonction des prévisions émises par le Bureau du Plan."

Monsieur l'Echevin MR, **Armand BOITE**, répond en ces termes à cette question :

"Comme vous le dites, la problématique de l'utilisation de voitures partagées a déjà été examinée par le collège, mais il est vrai que jusqu'à présent, notre service mobilité n'a pas encore pu donner une impulsion à ce projet; ce qui ne signifie bien sûr pas que le projet ne nous intéresse pas.

Il faut également savoir qu'à ce jour, quasiment personne ne s'est montré intéressé.

Tournai est toujours considérée comme une ville de taille petite à moyenne et, de ce fait, auparavant, il était nécessaire de réaliser une étude de faisabilité afin, notamment, de connaître la part financière à réserver pour ce projet sur notre budget communal.

Néanmoins, depuis peu, la politique de la société de carsharing Cambio a changé et, de ce fait, il appert que cette part financière communale serait réduite de beaucoup. Au vu de ces changements significatifs, notre service mobilité compte donc recontacter la firme Cambio dès la rentrée de janvier afin de dégager des pistes concrètes. Parallèlement, une enquête sera menée auprès des citoyens tournaisiens via le Tournai-Info et le site internet de la Ville afin de savoir si cette idée intéresse et attire le Tournaisien.

En sus du développement de ce projet de voitures partagées, il va de soi qu'au travers de petites initiatives, le collège communal ne manque jamais de se positionner en faveur du respect de l'avenir de notre planète, notamment en essayant de diminuer la pollution et donc, en proposant d'utiliser d'autres moyens de locomotion pour nos trajets tels l'utilisation des modes doux et les transports en commun.

De plus, vous savez sûrement que la Ville de Tournai a déjà adhéré au projet de l'asbl Taxistop qui favorise le covoiturage au travers de carpoolplaza.

Pour conclure, je crois pouvoir vous dire que l'étude d'un projet de carsharing à Tournai est en bonne voie et espère que dans les prochains mois, on pourra dire que notre Ville possède aussi sa station de véhicules partagés.

Entre-temps, le service mobilité et moi-même vous souhaitons d'agréables fêtes de fin d'année."

Monsieur le Conseiller communal ECOLO, **Guillaume DENONNE**, se dit heureux de cette bonne nouvelle.

3) Madame la Conseillère communale ECOLO, Marie-Christine LEFEBVRE, à propos de l'élargissement de l'Escaut et du pont des Trous :

"Elargissement de l'Escaut et Pont des Trous, où en sommes-nous et où allons-nous ?

Ayant déposé mes réflexions dans le cadre de l'enquête publique sur l'élargissement de l'Escaut, j'ai été plongée la semaine dernière comme les 44 autres réclamants dans une procédure dite de concertation dont je ne parviens toujours pas à évaluer la plus-value aujourd'hui. Comme il est prévu de modifier les voiries communales au niveau du quai Saint-Brice, quai Vifquin et quai Taille-Pierres, le décret voirie de la Région wallonne prévoit :

"Article 25.

Si le nombre de personnes ayant introduit individuellement des réclamations et observations est supérieur à vingt-cinq, le Collège communal organise une réunion de concertation dans les dix jours

de la clôture de l'enquête.

Cette réunion regroupe:

- 1° l'administration communale et les autres administrations qu'elle invite;
- 2° les représentants des réclamants;
- 3° le demandeur et ses conseillers.

Aucun de ces groupes ne peut être représenté par plus de cinq personnes. En vue d'organiser la réunion de concertation, l'administration communale a écrit à tous les réclamants individuels, leur demandant de désigner un maximum de cinq représentants. Elle précise les date et heure de la réunion et fournit la liste des réclamants. Un rapport de la réunion de concertation est établi par l'administration communale."

Une lettre a été adressée aux réclamants le mercredi 2 et la réunion de concertation était prévue le lendemain. Il fallait donc que tous soient d'accord sur leur représentation alors que les réclamants ont déposé leurs remarques à titre tout à fait individuel. Ils ont pu miraculeusement se mettre d'accord et 5 réclamants ont donc participé à la première réunion de concertation. Après une première réunion, les points de vue sont restés très divergents : les citoyens dénoncent notamment la largeur prévue pour le quai Saint-Brice alors que l'administration ne semble pas vouloir revoir sa copie. Comment la concertation va-t-elle se poursuivre ? Pourquoi la Région wallonne et le Bureau Greisch n'étaient pas représentés à la réunion de clôture de l'enquête publique pour apporter des réponses claires aux citoyens présents ?

A l'occasion de cette démarche, j'ai pu lire les remarques et questions précises posées par les architectes de l'ARAO : leur vision est très intéressante et remet en question le caractère minimaliste des aménagements prévus et le manque de précisions dans un dossier d'une telle ampleur. Depuis que j'ai lu toutes ces réflexions, j'avoue être ébranlée par la pertinence de leurs propos. Nous avons la chance à Tournai de vivre aux côtés de nombreux architectes de talent. Ils ont pris la peine d'organiser eux-mêmes une réunion participative où les Tournaisiens ont pu «rêver leur fleuve dans la ville». Ils ont pris la peine d'envoyer une contribution commune critique et constructive pour la suite de ce dossier. Je ne peux que faire miennes leurs conclusions :

"Le projet, s'il voit le jour, va modifier notre coeur de ville pour des décennies. Il faut alors qu'il soit de grande qualité, cohérente et visionnaire. Nous pensons que ce n'est pas le cas. Il serait impardonnable d'accepter en bloc un projet qui de toute évidence n'est pas mûr, un projet qui n'a pas été confronté aux usages dans la ville et aux utilisateurs que sont les citoyens, un projet traité unilatéralement par une administration fonctionnaliste, un projet que l'administration communale et les citoyens n'ont pas eu la possibilité d'intégrer dans un plan de ville concerté et inclus dans un projet de ville global, capable de tracer un futur cohérent et heureux pour Tournai et les Tournaisiens."

Outre la démarche dite de concertation liée au décret voirie, comment comptez-vous intégrer les propositions constructives de ces experts architectes, amoureux de leur ville ?

Quant au Pont des Trous et son environnement, les architectes posent aussi une question essentielle: "Pour rappel, l'arrêté de classement protège un périmètre continu qui comprend le pont des trous et le jardin de la Reine. Tout aménagement devra donc tenter de conserver ou de restituer cette continuité souhaitée. Pourquoi aggraver encore la séparation entre le jardin de la Reine, le pont des

trous et les promenades réaménagées sur les quais de la rive gauche ?
Tout cela ne mérite-t-il pas un appel à projet et un concours d'architecture ? "

Je me pose également beaucoup de questions quant au futur du pont des Trous lui-même. Il nous revient que la position de l'administration wallonne est calée sur les principes généraux tels qu'ils furent définis par la charte de Venise. Celle-ci prescrit que les retraitements de biens patrimoniaux anciens se doivent de proscrire les pastiches et de privilégier donc la rupture par des interventions contemporaines qui soient clairement marquées. Alors que l'expression citoyenne, sortie des urnes, privilégie la pierre de façon exclusive et la reprise du profil traditionnel de l'édifice, à savoir son triplet, ce qui conduirait à retenir le "faux vieux". Comment concilier ces points de vue opposés ? Un concours d'idées et d'architectes comme le demandent les architectes de l'ARAHO et d'autres citoyens peut-il encore être envisagé ? Le maître d'ouvrage accepte-t-il de voir apparaître le geste créateur d'un architecte à côté de l'intervention technique du bureau Greisch ?

Je vous ai demandé, sous forme de question écrite, de me faire connaître la convention qui lie le maître d'ouvrage et le bureau Greisch ? Je pense que nous devons connaître les termes de cette convention avant d'avancer toute proposition nouvelle pour sortir ce dossier de l'impasse."

Avant de céder la parole à l'Echevin délégué à la fonction maïorale, le **président** d'assemblée demande qu'à l'avenir les questions d'actualité soient plus courtes.

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale, **Paul-Olivier DELANNOIS**, prend la parole :

"Madame la Conseillère,

Chère Marie-Christine,

Préalablement à la question que vous posez relative à l'impact de la mise à gabarit de l'Escaut dans notre ville, permettez-moi de vous communiquer une information importante liée à ce dossier dans sa perspective européenne. Ce 1er décembre, l'Europe a validé 42% du montant de sa participation dans le financement du Canal Seine-Nord. Dès lors, c'est désormais une certitude : le Canal Seine-Nord se fera ! La mise en œuvre est prévue en 2023.

De manière générale, c'est une bonne nouvelle, le projet permet de réaffirmer l'importance du transport fluvial d'un point de vue environnemental, économique, touristique, et, notamment, de réduire le transport routier.

Pour toutes ces raisons, il nous appartient d'intégrer le projet au-delà des frontières de notre ville tout en veillant bien évidemment à ses intérêts !

A propos de l'intérêt des Tournaisiens, je vous invite à relire les pages 7 et 8 de la déclaration de politique communale adoptée par cette assemblée en décembre 2012.

J'invite chacun à prendre de la hauteur en regard des enjeux sociétaux de ce dossier... Dans ce contexte, Tournai ne peut pas être un rempart de résistance !

Selon moi, il est de notre responsabilité à tous d'appréhender ce dossier dans une approche coût-bénéfice des impacts attendus, quantitatifs, qualitatifs, immédiats et différés sur l'eau, l'air, les sols, la santé, le climat, les écosystèmes !

Ma conviction est que ce dossier contribuera à atteindre les objectifs arrêtés ce week-end à Paris dans le cadre de la COP21 !

Comme déjà indiqué, évidemment, ce préalable ne doit pas nous écarter des intérêts de notre ville. Notre bourgmestre s'en est d'ailleurs préoccupé dès mai 2014 en sa qualité de ministre-président wallon dans une coalition où votre parti était d'ailleurs membre de la majorité régionale. C'est, à l'époque, pratiquement 29 millions d'euros qui ont été obtenus !

A l'échelle communale, dès la mise en place de la nouvelle majorité en 2012, le collège a décidé du principe de la plus grande transparence sur ce dossier en plaçant, notamment, sur la mise en place d'un comité d'accompagnement réunissant l'ensemble des acteurs et, bien évidemment, des représentants du collège en désignant Marie Christine MARGHEM et Ludivine DEDONDER, mais en y intégrant également les représentants de la CCATM : Jacky LEGGE et Benoît DOCHY. En outre, Marie Christine MARGHEM avait délégué Louis-Donat CASTERMAN. Toujours dans le respect du principe de transparence, dois-je vous rappeler les réunions publiques tenues dès 2013 ici à l'Hôtel de Ville, les émissions sur No Télé où nous avons mis à disposition les services communaux pour la préparation des émissions ?

Je tenais à vous rappeler le contexte, car je m'étonne sur le «où en sommes-nous et où allons-nous» de votre question !

En effet, le collège a toujours été transparent sur le dossier ainsi que l'ensemble des intervenants qu'il s'agisse du SPW et/ou du Gouvernement wallon au travers, aujourd'hui, du Ministre PREVOT.

Quoi qu'il en soit, pour répondre à votre question :

- en ce qui concerne le pont des Trous, nous venons de réceptionner ce 11 décembre la demande de retrait de la phase 4 du projet qui comprend le pont des Trous, le jardin de la Reine, les quais Sakharov et des Vicinaux;

- l'enquête publique s'est achevée le 24 novembre 2015 avec la réunion de clôture d'enquête.

Effectivement, le S.P.W. n'était pas présent suite à un malentendu entre notre administration et ledit S.P.W. Quoi qu'il en soit, suite à ce malentendu, nous avons convenu avec le S.P.W. d'organiser dans le courant du mois de janvier une réunion en invitant personnellement les 47 réclamants afin que l'on puisse répondre à leurs légitimes questions. Les 5 représentants des réclamants en ont été informés lors de la réunion liée aux plans d'alignement en application du décret voiries.

A ce jour, notre administration finalise le dossier afin de le soumettre au collège qui, ensuite, l'adressera à la province de Hainaut considérant que la modification du plan d'alignement doit être soumise à la province.

Après passage au collège provincial, le dossier sera soumis au conseil communal où il vous appartiendra de vous prononcer sur le plan d'alignement.

Pour le reste, s'agissant d'un permis d'urbanisme, il appartiendra à l'autorité compétente, en l'occurrence le fonctionnaire délégué, de décider sur l'octroi ou non du permis.

En cas d'octroi, il a la liberté de le faire sous certaine(s) conditions(s). A ce titre, une précision s'impose : le fonctionnaire délégué n'est pas sans connaître ce dossier. Il est membre du comité d'accompagnement.

A ce jour, je l'ai dit, le ministre PREVOT a fait retirer du permis d'urbanisme la phase du pont des Trous. Avec son administration, il étudie la manière de faire évoluer cette phase. Nous en saurons plus dans les semaines à venir.

Evidemment, il devra tenir compte des dispositions en matière de marchés publics, Greisch ayant été désigné, et, à propos du pont des Trous, il devra charger son administration de retirer le certificat de patrimoine délivré sur base de la proposition contemporaine, pour ensuite charger son administration d'instruire un nouveau certificat de patrimoine à partir d'une nouvelle proposition. Par ailleurs, je suis dans l'impossibilité de vous dire aujourd'hui comment les experts du patrimoine prendront en considération la Charte de Venise d'autant plus que la Belgique a signé la convention-cadre du conseil de l'Europe sur la valeur du patrimoine culturel, la «Convention dite de Faro» qui devra être prochainement traduite dans notre droit régional !

Madame la Conseillère, Chère Marie-Christine, je demande à chacun de prendre ses responsabilités dans ce dossier en regard, notamment, des enjeux de ce projet dans sa dimension sociétale comme je l'ai évoqué il y a quelques instants.

J'ai du respect pour votre travail, mais je demande aussi le respect du travail du collège dans sa diversité.

Croyez-vous réellement que le collège est indigent sur le plan politique au point de ne pas veiller aux intérêts de la Ville ?

Croyez-vous vraiment que le collège ne souhaite pas lui aussi le meilleur pour sa Ville ?

Soyez assurée de la détermination du collège pour la mise en œuvre d'un projet dans un consensus le plus large possible, mais je ne suis pas naïf au point d'imaginer l'unanimité sur un tel dossier même si elle est souhaitable.

Simplement, je demanderai au conseil communal de se positionner en regard des coûts-bénéfices dans une perspective des enjeux sociétaux.

Je conclus en vous indiquant que vous ne pouvez pas attendre de moi que je vous réponde sur le plan technique. Je ne pourrais d'ailleurs pas le faire considérant que je n'en ai pas l'expertise. Il appartiendra au fonctionnaire délégué de croiser les études liées à ce dossier avec les remarques formulées par les citoyens lors de l'enquête publique. Dans ce contexte, il sollicitera éventuellement des renseignements complémentaires voire des modifications au demandeur, à savoir les voies hydrauliques. Enfin, je ne peux pas laisser entendre que la question de l'intégration urbanistique n'a pas été appréhendée. En effet, ce serait faire affront aux membres du comité d'accompagnement qui, durant des mois, ont construit ce dossier auquel le collège du 12 juin dernier a reconnu une qualité urbanistique. Que certains, aujourd'hui, aient des approches différentes, je les respecte, mais il appartiendra aux décideurs de les faire leurs ou pas.

Je vous remercie de votre attention."

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Marie-Christine LEFEBVRE**, réplique comme suit :

"Je n'ai jamais mis en question les préalables. Je le sais. Lorsque notre parti était membre du Gouvernement wallon, il ne l'a pas remis en question. Lorsqu'il y a eu le vote de principe en 2007, nous n'avons pas remis le projet en question. Je ne remets donc pas en question le projet lui-même. Je ne l'ai jamais fait, ni en mon nom personnel, ni au nom de mon groupe. Par contre, quand j'entends toujours le même refrain de transparence totale, je vous rappelle que si cela vient au conseil communal, c'est parce qu'à chaque fois, une question orale est posée. Sinon, nous n'avons jamais eu de rapport du comité d'accompagnement. Il appartient pourtant aux deux échevins qui en sont membres de faire régulièrement rapport au conseil communal de l'évolution du dossier. On découvre le dossier là où on peut le découvrir, c'est-à-dire lorsqu'il y a des procédures légales. Notamment lors de l'étude d'incidence, lors de l'enquête publique. S'il y a un regret par rapport à ce dossier, c'est qu'en amont, la Ville aurait pu impliquer beaucoup plus les Tournaisiens. Même si c'était difficile, on pouvait le faire de manière indépendante, indépendamment de ce financement Seine Nord. On pouvait réfléchir au fleuve dans la Ville et à son rapport avec les citoyens. On aurait pu avoir en amont l'avis des uns et des autres. Cela aurait pu étoffer le dossier. Ici, la Ville ne reçoit que ce que le bureau désigné apporte comme réponse technique. Je rappelle aussi qu'il y a eu un vote négatif de la CCATM sur ce dossier. J'espère qu'on tiendra compte de ses remarques."

Le **président** de séance intervient à nouveau pour conclure comme suit :

"En ayant une lecture de ce dossier, un certain nombre de formations politiques ont eu un comportement erratique sur les questions de fond qui dominent les questions de forme. "Ceux que

Jupiter veut perdre, il les rend fous !" Je pense que les questions cachent parfois l'intention politique. L'honnêteté, c'est aussi de mettre clairement les cartes sur table. Est-on favorable au développement durable ? Le veut-on sincèrement ? Et s'y implique-t-on ? J'ai parfois des doutes à ce sujet."

78. Approbation du procès-verbal de la séance précédente. Clôture de la séance publique.

Aucune observation n'ayant été formulée en cours de séance, le procès-verbal de la séance publique du 23 novembre 2015 est adopté conformément à l'article L1122-16 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Le **président** d'assemblée clôture la séance publique à 21 heures 59, après avoir précisé que la prochaine séance aura lieu le 25 janvier 2016.

Par le Conseil :

Le Directeur général adjoint,

L'Echevin délégué à la fonction maïorale,

Thierry LESPLINGART

Paul-Olivier DELANNOIS